

Université A.MIRA de BEJAJA



Faculté des Sciences Economiques,
Commerciales Et Sciences De Gestion.



Département Sciences Commerciales

Mémoire

Pour l'obtention du Diplôme de Master en sciences commerciales

Spécialité : Finance et Commerce International

Thème

**Les facteurs d'attractivité des investissements dans le
secteur industriel en Algérie: cas comparatif entre Bejaia et
Bordj Bou Arreridj**

Réalisé par :

M^{elle} ABDOUNE Fatiha

M^{elle} OUCHIHA Naima

Sous la direction de :

M^{elle} MADI Lynda

Soutenu devant le jury :

M^r BENNACER Nasreddine

M^{elle} BOULAHOUAT Mahdia

Année Universitaire: 2016-2017

Remerciements

Nous tenons tout d'abord à remercier DIEU le tout puissant et miséricordieux, qui ma donné la force et la patience pour réaliser ce modeste travail.

Je remercie sincèrement notre promotrice, M^{elle} MADI Lynda, d'avoir accepté de diriger ce travail de recherche, sa disponibilité, ses orientations, ses précieux conseils et le temps qu'il nous a consacré.

Nous tenons aussi à remercier les membres du jury pour l'honneur qu'ils me font en acceptant d'évaluer ce travail et de participer à la soutenance.

Dédicaces

Je dédie ce travail à mes chers parents

Mes frères et mes sœurs

Toute ma famille et mes amis (es).

Tous ceux qui m'ont aidé de près ou de loin pour finir ce modeste travail.

ABDOUNE Fatiha

OUCHIHA Naima

ACPR :	Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution
ADM :	Administrative
ADSL :	Asymmetric Digital Subscriber Line
ANDI :	Agence Nationale de Développement de l'Investissement
APN :	Assemblée Populaire Nationale
BBA :	Bordj Bou Arreridj
BTP :	Bâtiment et Travaux Publics
CA	Chiffre d'Affaire
CNI :	Conseil National De L'investissement
CC :	Chemins Communaux
CEM :	Collège d'Enseignement Moyen
CFPA :	Centres Formation Professionnelle et d'Apprentissage
CNUCED:	Conférence Des Nations Unies Sur Le Commerce Et Le Développement
DA :	Dinar Algerien
DPSB :	Direction de Planification et Suivie Budgétaire
ECS :	Etablissement de Crédit Spécailisé
EURL :	Entreprise Unilatirale à Responsabilité Limitée
FMI :	Fond Monétaire Internationl
GSM :	Global System for Mobile
IDE :	Investissements Directs Etrangers
IEP	Investissement Etranger Portefeuille
INSFP :	Institutions Nationales Spécialisées en Formation Professionnelle
IPIE :	Indicateur de Performance en termes d'Investissement Entrants
IPAIE :	Indicateur de Potentiel d'Attractivité en termes d'Investissement Entrants
Km :	Kilomètre
LMD :	Licence Master Doctorat

LTE :	Long Term Evolution
MDPPI :	Ministère Délégué à la Participation et à la Promotion de l'Investissement
OCDE :	Organisation de Coopération et de Développement Economique
OMC :	Organisation Mondial de Commerce
PAS	Plan d'Ajustement Structurel
PIB :	Produit Intérieur Brut
PME :	Petite Moyen Entreprise
PMI :	Petite et Moyenne Industrie
PNB	Production Nationale Brute
PVD :	Pays en Voie de Développement
R&D :	Recherche et Développement
RN :	Route Nationale
SAR L :	Société à Responsabilité Limitée
SNC :	Société au Nom Collectif
SPA :	Société Par Action
SPL :	Système Productif Localisé
SPSS :	Statistical Package for the Social Science
ZI :	Zone Industrie

Tableau N°01 :	Comparaison de la performance des pays en termes d'IDE avec leur potentiel d'attractivité	12
Tableau N°02:	Estimation de l'emploi de la wilaya de Bejaia a la fin de l'année 2015.....	56
Tableau N°03:	Etablissement et capacités d'accueils de la formation professionlles	58
Tableau N°04:	Estimation de l'emploi de la wilaya de BBA a la fin de l'année 2015.....	64
Tableau N°05:	La répartition des entreprises selon la forme juridique.....	68
Tableau N°06:	La répartition des entreprises selon le chiffre d'affaires.....	69
Tableau N°07:	La répartition des entreprises selon la branche d'activité.....	70
Tableau N°08:	L'origine de provenance des employeur selonles wilayas.....	71
Tableau N°09:	L'origine de l'idée de créer d'entreprise.....	71
Tableau N°10:	Les principales motivations de création de l'entreprise.....	73
Tableau N°11:	Raison et motivation de localisation des entreprises dans les deux wilayas	74
Tableau N°12:	La répartition des entreprises enquête selon la zone de localisation	76
Tableau N°13:	Relations avec les autres entreprises.....	76
Tableau N°14:	Localisation des entreprises en relations avec l'entreprise enquêtée	76
Tableau N°15:	La sous-traitance avec d'autre entreprise	77
Tableau N°16:	Le financement bancaire	77
Tableau N°17:	les entreprises bénéficiant les aides de l'Etat.....	78
Tableau N°18:	les différentes formes des aides de l'Etat	78
Tableau N°19:	La qualification de la main-d'œuvre.....	79
Tableau N°20:	Le coût de la main-d'œuvre	80
Tableau N°21:	Aprovisionnement en matières première	80
Tableau N°22:	Distination des produits	81
Tableau N°23:	L'importance des infrastructures de transports dans la localisation.....	81
Tableau N°24:	La qualité des infrastructures de base	82
Tableau N°25:	Les contraintes rencontrées lors de votre activité.....	83
Tableau N°26:	Conditions d'investissement dans la wilaya	83
Tableau N°27:	La délocalisation des entreprises	84

Figure N°01 :	Complémentarité entre trois approches de l'attractivité	26
Figure N°02:	Les types d'investissements d'après le point de vue comptable	34
Figure N°03:	La carte découpage administratif de la wilaya de Bejaia	53
Figure N°04:	Evolution de la population de la wilaya de Bejaia de 2012 à 2016	55
Figure N°05:	La répartition de la population par tranche d'âge en 2016.....	55
Figure N°06:	La répartition de la population active occupé par grands secteur d'activité	57
Figure N°07:	La carte découpage administratif de la wilaya de BBA	61
Figure N°08:	L'évolution de la population de la wilaya de BBA de 2012 à 2016	63
Figure N°09:	La répartition de la population par tranche d'âge en 2016.....	63
Figure N°10:	La répartition des entreprises selon la date de création.....	67
Figure N°11:	La répartition des entreprises selon leurs statut juridique	68
Figure N°12:	Répartition des entreprises enquêtées selon leur branche d'activité	70
Figure N°13:	Les motivations de création des l'entreprise	72
Figure N°14:	Raisons let motivations de localisation des entreprises dans les deux wilayas.	74
Figure N°15:	La structure de l'entreprise par lieu de localisation	76
Figure N°16:	La qualification de la main-d'œuvre	79
Figure N°17:	La répartition des entreprises selon la provenance de leurs matières premières et intermédiaires (en %)	81

sommaire

Remerciements

Dédicaces

Liste des abreviations

Liste des tableaux

Liste des figures

Sommaire

Introduction generale :	1
Chapitre I : Généralités sur l’attractivité des investissements	4
Section 1 : Cadre théorique et conceptuel de l’attractivité des investissements	4
Section 2 : Les modes et déterminants de localisation	16
Section 3 : contribution des facteurs d’attractivité des territoires sur la création d’une entreprise	23
Chapitre II : Les investissements en Algérie :	32
Section 1 : Les investissements et les différents secteurs activité	32
Section 2 : La réglementation et la promotion des investissements en Algérie:.....	41
Section 3 : L’impact des investissements sur la croissance économique en Algérie:.....	48
Chapitre III : Les facteurs déterminants de l’attractivité des investissements dans les deux wilayas (Bejaia et BBA):	53
Section 1 : Présentation de la wilaya de Bejaia.....	53
Section 2 : Présentation de la wilaya de BBA.....	61
Section 3 : Présentation de l’enquête de terrain et les résultats obtenus :	67
Conclusion générale	86
Bibliographie	88
Annexes	
Table des matières	

Introduction générale

L'investissement apparaît aujourd'hui comme un facteur clé de croissance et développement économique. Il joue un rôle moteur et parfois multiplicateur dans la mesure où il constitue le noyau dur de toute dynamique de développement et de croissance, par ses effets d'entraînement positifs sur les activités et la sphère économiques.

Le développement et la répartition des activités économiques sur les territoires sont au cœur des considérations et stratégies d'attractivité pour le développement. L'activité économique ne se distribue pas au hasard sur les territoires, mais se livre à une rude concurrence entre ces derniers (territoires) afin d'attirer le maximum de capitaux.

L'attractivité territoriale des entreprises désigne la capacité d'un territoire à attirer, à absorber et à préserver les entreprises, elle constitue un processus dynamique qui indique une aptitude qui doit être développée et exercée continuellement. Les territoires attractifs ne sont pas ceux les plus grands, mais plutôt ceux qui sont les mieux adaptés et qui accueillent le plus d'entreprises.

L'attractivité d'une région ou d'un pays donné renvoie à une gamme très large de déterminants : taille des marchés, coût du capital et du travail (au sein desquels la fiscalité joue un rôle important). Certains pensent que ce qui est intéressant n'est pas seulement de savoir comment les décisions de localisation sont prises et ce qui les détermine, mais aussi de connaître leur impact sur la croissance et la création d'emploi.

La localisation consiste en l'analyse d'un ensemble des variables géographiques, économiques, sociologiques et culturelles visant l'évaluation d'une localisation existante ou la sélection du meilleur emplacement possible pour atteindre des objectifs de ventes et de profits.

Depuis les années 1990, l'Algérie commence à attirer un nombre important d'investissements, celle-ci présente des opportunités intéressantes, avec un vaste programme d'investissement visant à développer et moderniser le réseau d'infrastructure, un marché doté aussi bien d'une main-d'œuvre non qualifiée et qualifiée. Cette tendance croissante des flux des investissements pour les avantages qu'offre l'Algérie. Elle occupe désormais une place prépondérante au sein des marchés.

Notre travail consiste en la détermination des facteurs d'implantation des entreprises industrielles dans les deux wilayas de Bejaia et de Bordj Bou Arreridj, et de savoir les facteurs qui poussent un investisseur à privilégier telle ou telle région pour localiser son entreprise à

l'exclusion de telle où telle autre. C'est pour cela que nous procéderons par un travail de terrain en élaboré un questionnaire et le distribuer à de différentes entreprises existantes dans ces deux wilayas.

L'objectif de notre recherche est d'essayer de répondre à la question principale suivante :

« Quels sont les facteurs déterminants de la localisation des activités industrielles dans les deux wilayas de Bejaia et Bordj Bou Arreridj » ?

À partir de la question principale, plusieurs questions secondaires peuvent être posées, à savoir :

- **Quels sont les déterminants de localisation des entreprises ?**
- **Quels sont les facteurs d'attractivités des investissements en Algérie ?**
- **Pourquoi certaines entreprises s'implantent sur le territoire de Bejaia ou Bordj Bou Arreridj ?**

Afin de répondre à ces questions, nous avons émis un certain nombre d'hypothèses à savoir :

H1 : le choix de localisation est déterminé par des raisons purement économiques telles que la proximité des marchés, disponibilité des ressources humaines et naturelles, des infrastructures de base, effet d'agglomération.....

H2 : Le choix de localisation est lié à des considérations personnelles et sociales telles que région natale....

La méthodologie de ce travail est hypothétique et déductive, elle reposera sur un questionnaire, il sera réalisé sur un échantillon composé de 50 entreprises industrielles dans les deux willayas Bejaia et Bordj Bou Arreridj (BBA).

Pour réaliser ce travail, nous avons suivi la démarche méthodologique, suivante:

- Une recherche documentaire pour traiter les différents concepts théoriques qui rentrer dans notre recherche ;
- Une compilation de données qui nous permettra de dégager les atouts géographiques et humains de chaque wilaya ;
- Une enquête de terrain qui sera effectuée dans les deux wilayas

Afin d'élaborer notre travail et de répondre à notre problématique, nous allons baser sur la démarche méthodologique suivante :

Le premier chapitre sera consacré aux généralités sur l'attractivité des investissements à travers le cadre théorique et conceptuel de l'attractivité du territoire, ainsi les modes et les déterminants de localisation, et les facteurs attractivité des territoires. Le deuxième chapitre est consacré aux investissements en Algérie à travers les notions générales des investissements, ainsi que la réglementation et la promotion des investissements en Algérie et l'impact des investissements sur la croissance économique. Le troisième et le dernier chapitre constituent, notre cas pratique (l'enquête). D'abord, nous nous intéresserons à la présentation de deux wilayas sujettes de notre enquête, par la suite nous présenterons et analyserons les résultats obtenus dans la wilaya de Bejaïa et celle de Bordj Bou Arreridj.

Chapitre 1

Généralités sur l'attractivité des investissements

Aujourd'hui, le territoire est au centre des stratégies d'attractivité pour le développement économique. Il devient un véritable sujet de l'action politique au point que l'on confond souvent les acteurs territoriaux avec les territoires qu'ils représentent et dont ils défendent les intérêts économiques¹.

L'attractivité peut être considérée comme le premier enjeu du territoire, elle apparaît de plus en plus souvent dans les prises de position des élus locaux et de leurs services de développement, pour expliciter et justifier des choix d'investissement.

La localisation d'une entreprise sur un territoire est reliée à plusieurs éléments de son environnement, qu'ayant une influence sur les choix des sites d'implantation.

Ce chapitre comprend trois sections ; la première section sera consacrée à la présentation du cadre théorique dans lequel s'insèrent le territoire, l'attractivité du territoire et la localisation des entreprises. Dans la deuxième section, nous étudions les déterminants de localisation des entreprises. Et troisième section sera consacrée à l'étude de l'attractivité du territoire en représentant les facteurs de l'attractivité.

Section 01 : cadre théorique et conceptuel de l'attractivité des investissements

Le long de cette section, nous essayerons de définir quelques concepts clés liés : au territoire, l'attractivité et localisation. Au départ, nous commencerons par le concept territoire.

1. La notion du Territoire

1.1. La définition de territoire

Le concept de territoire est aujourd'hui fortement lié à la géographie qui y a souvent recours, même si ses origines sont plus lointaines. Il y a plus de vingt ans, le concept de territoire est apparu dans la production scientifique d'économistes, de géographes, de sociologues et d'autres auteurs en sciences sociales.

¹ ANNICK.S, L'attractivité des Territoires : Regards croisés, Février 2009 - in : http://rp.urbanisme.equipement.gouv.fr/puca/edito/actes_attr_territoires.pdf, consulté le 05/01/2017.

Cette multidisciplinarité de ce concept le rend polysémique, ses définitions sont multiples. Le dictionnaire de géographie² a identifié trois définitions du mot territoire qui ne s'excluent pas mutuellement :

- Le territoire peut désigner un territoire administratif.
- Le territoire peut être limité par des frontières et abriter une population particulière voire une nation.
- Le territoire peut désigner tout espace socialisé, approprié par ses habitants, quelle que soit sa taille

Le territoire c'est l'espace mis en valeurs par la société, c'est-à-dire un espace socialement approprié. Selon BAILLY « *le territoire exprime la prise de processus d'un espace par une espèce, son organisation et sa défense. Suite à ce processus d'appropriation, marqué par des conflits, le territoire est produit, aménagé, géré et défendu dans l'intérêt du groupe dominant. En sens, les pratiques spatiales font de chaque territoire un espace produit original avec ses structures historiques sociales, culturelles, économiques* »³.

FISCHER⁴ quant à lui a défini le territoire comme étant : « *le territoire est un espace limité dans lequel s'exercent des pouvoirs (contrôle, organisation), s'inscrivent des projets sociaux (planification, développement et aménagement), s'expriment des stratégies de mises en valeur (exploitation de ressources)* ».

1.2.La relation entre l'entreprise et son territoire

Le problème central qui résulte de l'implantation d'une entreprise sur un territoire est celui des effets induits à long terme, qui vont donner une image d'activité dynamique et renforcer sa capacité d'attractive. Pour cela, à travers la formation d'organisations territoriales (district industriel, technopole.....etc.). D'un autre point de vue, l'entreprise, de par ses stratégies de localisation, et plus particulièrement, sa stratégie d'encrage se lie à son territoire dans la mesure

² Baud P, Bourgeat S, et Bras C, dictionnaire de géographie, in : ABDELLATIF.N, « La Localisation et L'attractivité territoriale des Investissements directs étrangers : Essai de Modélisation économétrique », Thèse de Doctorat, Spécialité Économie et Gestion de l'Espace, Université Ibn Zohr, Année 2010. Page 16.

³ BAILLY, AURAY, J-P, A.S, DERYCKE, P-H, HURIOT, J-M, « Encyclopédie d'économie spéciale », paris, 1994. In : ABEDOU.A, « Les TIC et Les Dynamiques territoriales de Développement : Étude de L'usage des TIC dans les PME de Bejaia », Mémoire de Magister, Université de Bejaia, Année 2011.P20

⁴ Fischer, A. « Espace et territoire », paris, 1998. In : ABEDOU.A, « Les TIC et Les Dynamiques territoriales de Développement : Étude de L'usage des TIC dans les PME de Bejaia », Mémoire de Magister, Université de Bejaia, Année 2011.P20

où, selon l'expression de Philippe AYDALOT⁵ : «l'entreprise est vouée à la reproduction de structures sociales hiérarchisées.... ». En effet, l'entreprise structure le territoire à travers trois approches: du point de vue de l'entreprise, de territoire et de l'interaction entre l'entreprise et territoire (approche mixte)⁶.

1.2.1. La relation du point de vue de l'entreprise

Il s'agit de s'intéresser aux stratégies de localisation de l'entreprise, donc aux facteurs qui conduisent au choix d'un lieu d'implantation sur le territoire. Ce choix de localisation peut être fondé sur une stratégie d'ancrage, qui se traduit par l'enracinement de l'entreprise dans le territoire, aux points où la crise de l'entreprise affecte le territoire. À propos de la forme d'encrage traditionnelle, à image de sidérurgie en Lorraine (France), J, P Zimmerman⁷ écrits : « cette forme traditionnelle de l'ancrage territorial crée de l'histoire, qui fonde une communauté de destins qui scelle les devenir à tel point que la crise de l'entreprise (ou de l'industrie) devient crise du territoire, le déclin industriel se mue inéluctablement en drame social. C'est typiquement l'exemple de la sidérurgie en Lorraine pour laquelle la crise industrielle a entraîné toute une région dans un déclin économique radical. L'ensemble des forces productives a été gravement altéré et les tentatives de reconvention ont pris la forme de l'implantation d'entreprises à la recherche de main d'œuvre pas ou peu qualifiée, sur un territoire qui, quelque année auparavant, était porteur d'une culture industrielle vigoureuse ». Dans ce contexte, c'est aussi cette communauté de destins qui scelle l'identité d'une entreprise à un territoire, au point que cette dernière puisse s'impliquer pour promouvoir ou défendre le territoire.

Par ailleurs, le choix de localisation peut être fondé sur une stratégie de « nomadisme » de l'entreprise, dans la mesure où celles-ci s'inscrivent dans une perspective de globalisation. Elle conserve une certaine flexibilité territoriale, en cherchant à préserver un degré de liberté sur le plan spatial.

⁵ AYDALOT .P, «l'entreprise dans l'espace urbain», in BARKOU T, ALEM A, «Essai D'analyse de La Localisation des Entreprises dans La Wilaya de Bejaia : Cas de Communes Elkseur et Akbou », Mémoire de Master, Université de Bejaia, Année 2014/2015. P26.

⁶ BEDJGUELEL.F, « Essai D'analyse des Déterminants de La Localisation des Entreprises dans La Wilaya de Bejaia », Mémoire de Magister en science économique, Université de Bejaia, 31 Janvier 2007 P 40.

⁷ ZIMMERMANN.J-B, « entreprises et territoires : entre nomadisme et ancrage territorial », in BEDJGUELEL.F, « Essai d'analyse des déterminants de la localisation des entreprises dans la wilaya de Bejaia », Mémoire de Magister en science économique, Université de Bejaia, 31 Janvier 2007 P 40.

1.2.2. La relation du point de vue du territoire

La relation s'exprime par la formation de système, d'organisation ou d'institutions territoriales, pour permettre la compétitivité du territoire. Dans ce sens, l'ancrage territorial des entreprises est fondé sur la jonction entre les aspects de proximité organisationnelle et les aspects de proximité géographique.

En sens de la relation, le territoire, à travers les collectivités locales et les différentes institutions, offre un environnement favorable pour les entreprises par les différents équipements et infrastructures que cela nécessite. Dans ce contexte, le territoire n'est plus aperçu comme un espace caractérisé par une disponibilité de ressources (matière première, infrastructure, main-d'œuvre, terrain) qu'il offre avec système de prix relatifs, mais plutôt comme un constructeur de ressources à travers le processus d'innovation et d'apprentissage des acteurs locaux. Le territoire se construit sous l'impulsion de jeux des acteurs qui le composent⁸.

1.2.3. La relation du point de vue de l'interaction « entreprise, territoire »

Du point de vue de l'interaction entre l'entreprise et son territoire (approche mixte), il s'agit de cerner le fonctionnement du couple « entreprise/territoire », en essayant de comprendre, à la fois, les différents choix faits par l'entreprise et la détermination réciproque qui s'opère entre organisation industrielle et organisation territoriale. Selon l'expression de C. FOURCADE⁹ : *« l'existence d'un système territorialisé de production suppose une interaction entre d'une part une organisation spatiale et d'autre part une organisation industrielle »*.

La relation de l'entreprise avec son territoire, exclut le caractère nomade de l'entreprise et ne réduit plus le territoire à sa définition spatiale et à une dotation en facteurs de production, mais il est considéré comme une construction qui résulte des activités productives, des relations interentreprises, des comportements et stratégies des institutions (notamment publiques) et un environnement de services, de formation, de recherche, etc. De leur côté, les entreprises s'organisent de sorte à maximiser les avantages tirés de leurs relations.

2. Attractivité du territoire : les enjeux et les mesures de l'attractivité

⁸ BEDJGUELEL.F, « Essai D'analyse des Déterminants de La Localisation des Entreprises dans La Wilaya de Bejaia », op.cit. p41.

⁹ FOURCADE, « localisation versus globalisation : les stratégies résiliantes des petites entreprises », 1994. In : BARKOU.T, ALEM.A, « Essai D'analyse de La Localisation des Entreprises dans La Wilaya de Bejaia : Cas de Communes Elkseur et Akbou », op.cit.p27.

Dans le contexte d'attractivité des territoires, la décision d'implantation des entreprises, au niveau local ou international, répond à une logique microéconomique propre à chaque entreprise. De ce point de vue, un territoire peut se montrer attractif pour certaines et pas pour d'autre, au sein d'une même activité.

2.1. Définition de l'attractivité territoriale :

La notion d'attractivité des territoires est aujourd'hui très utilisée notamment lorsqu'il s'agit pour des élus ou des représentants locaux de justifier leurs choix d'investissements en termes d'accueil de nouveaux résidents, de touristes ou en termes de communication et des nouvelles activités mises en place sur le territoire d'une commune¹⁰.

Le concept d'attractivité indique généralement la capacité d'attirer et retenir les entreprises tant nationales qu'étrangères. Partant d'une définition simple, l'attractivité est la capacité d'un territoire à attirer et retenir les activités, les entreprises et la population, dans un contexte de mobilité croissante au plan international et national. D'après cette définition, nous pouvons retenir que l'attractivité¹¹:

- Attirer de nouvelle activité : démarche offensive attractivité exogène.
- Retenir des activités existantes : démarche défensive développement endogène.
- Notion d'analyse territoriale.

D'après Coeuré et Rabaud (2003) l'attractivité est « *la capacité d'un pays à retenir et attirer les entreprises* », nous pouvons même préciser quelle que soit leur nationalité. Pour Mouriaux (2004) « *attractivité d'un territoire est la capacité à y attirer et retenir les activités a contenu élevé en travail très qualifié* »¹². Enfin, selon Lamarche, « *la notion d'attractivité indique la capacité d'un territoire à attirer des investissements étrangers* ». Nous pouvons définir par défaut l'attractivité comme¹³ « *la capacité pour un territoire d'offrir aux acteurs des conditions qui les convainquent de localiser leurs projets sur leur territoire plutôt que sur un*

¹⁰ PRUNIER.L, « Art contemporain et attractivité des territoires le cas du musée soulages à Rodez », université de TOULOUSE-JEAN.J, année 2015-2016.

¹¹ TRAKI.D, « essai analyse de la contribution des facteurs d'attractivité a la création d'entreprises : cas des entreprises agroalimentaires dans la wilaya Bejaia », Mémoire de Magister, Option Management Economique des Territoires et Entrepreneur, Université de Bejaia, Juin 2011. P12.

¹² MOURIAUX.F, « Le Concept D'attractivité en Union monétaire », Direction des Études économiques et de La Recherche, Service d'Études sur Les Politiques monétaire et financière, BULLETIN DE LA BANQUE DE FRANCE, N° 123, MARS 2004, p31.

¹³ HATEM.F, « attractivité : de quoi parons-nous ? », 2004

autre », ou encore comme « la capacité d'attirer de la main-d'œuvre qualifiée et des compétences comme des moyens pour favoriser le développement économique la régénération urbaine ». ¹⁴

2.2. Les enjeux de l'attractivité

Les enjeux de l'attractivité sont multiples. Il s'agit certes d'attirer du capital humain, mais aussi des contribuables, des consommateurs, des électeurs, des résidents « secondaires », des touristes. Bref, tous ceux qui sont susceptibles de stimuler le développement économique local et de participer positivement à l'image de la ville. L'enjeu est également démographique. Ces enjeux se résument dans les points présentés ci-dessous ¹⁵ :

- Retombées économiques et financières directes et indirectes : dépenses des touristes, des étudiants, des investisseurs/entrepreneurs, des populations résidentes, etc.
- Retombées sociales : création d'emplois, limitation du départ des jeunes, maintien et développement des services publics, etc.
- Amélioration de la qualité de vie et création de services à la population: tel que l'adaptation et aménagement des sites, entretien du patrimoine, création d'offres de loisirs, animation culturelle, etc.
- Retombées culturelles: partage de cultures/ouverture sur le monde, acquisition de connaissances et de savoir-faire... etc.
- Création d'une dynamique vertueuse : une image valorisante est source de fierté d'appartenance, d'initiatives et de dynamiques internes...etc.

2.3. Les mesures de l'attractivité :

La CNUCED ¹⁶ publie chaque année un classement des pays en fonction de leur attractivité, ce classement est obtenu en croisant deux indicateurs :

- L'indicateur de performance en termes d'investissements entrants
- L'indicateur de potentiel d'attractivité en termes d'investissements entrants

¹⁴ ANNICK.S, L'attractivité des Territoires : Regards croisés, Février 2009 - in : http://rp.urbanisme.equipement.gouv.fr/puca/edito/actes_attr_territoires.pdf, consulté le 05/01/2017.

¹⁵ ADJIOU.R, « L'attractivité territoriale et culturelle de La Ville de Tizi-Ouzou dans Une Problématique de Métropole », Mémoire de Master en Sciences économiques, Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, Année 2012/2013, P52.

¹⁶ CNUCED, « World Investment Report, 2005 », Unites Nations Publication, New York et Genève, 2006.

• **L'indicateur de performance en termes d'investissements entrants (IPIE):**

L'indicateur de performance en termes d'investissement entrant (IPIE) reflète la capacité d'un pays à recevoir des IDE en fonction de sa taille économique. Il s'agit de la part d'un pays dans le total des IDE entrants d'une année, rapportée à la part de ce pays dans le PIB mondial, multiplié par 100. Cet indicateur est ainsi calculé :

$$\text{IPIE} = \frac{\frac{\text{IDE entrant dans les pays à l'année } t}{\text{IDE dans le monde à l'année } t}}{\frac{\text{PIB du pays à l'année } t}{\text{PIB mondial à l'année } t}} \times 100$$

• **L'indicateur de potentiel d'attractivité en termes d'investissements entrants (IPAIE) :**

Il reflète plusieurs facteurs censés mesurer l'attractivité d'un pays pour les IDE étrangers. La CNUCED a sélectionné 12 indicateurs statistiques, L'indicateur du potentiel d'attractivité est une moyenne simple des valeurs, préalablement normalisées, de 0 à 1, de ces 12 indicateurs. Plus cet indicateur tend vers 1 et plus le pays est considéré comme attractif pour les entreprises multinationales. Plus l'indicateur tend vers 0 et moins le pays est attractif.

Les 12 variables composant l'indicateur du potentiel d'attractivité sont¹⁷ :

1. Le PIB par habitant : il indique le niveau de la demande et de son potentiel de clients. Plus le PIB par habitant est élevé, plus le pays attire des IDE destinés à produire des biens et services innovants.

2. Le taux de croissance du PIB/habitant des 10 années précédentes : en effet, la CNUCED estime que les multinationales se basent sur la croissance passée du pays pour en évaluer la croissance future.

¹⁷ OUGUENOUNE.H, « La politique de promotion et d'attraction de l'investissement en Algérie », Thèse de Doctorat, Spécialité économies et finances, université paris3-Sorbonne nouvelle, année 2014, P80.

3. La part des exportations dans le PIB : cet indicateur traduit l'ouverture du pays aux échanges ainsi que sa compétitivité.

4. Le nombre de lignes téléphoniques ainsi que le nombre de téléphones mobiles : indicateur de l'existence d'une infrastructure moderne d'information et de communication.

5. La consommation d'énergie du secteur privé par habitant : indicateur de l'importance de l'infrastructure traditionnelle hors information et télécommunications.

6. La part des dépenses en R&D publique et privée du pays dans son PIB : afin de mesurer la capacité technologique du pays.

7. Le pourcentage d'étudiants en troisième cycle dans la population : pour mesurer le potentiel de main-d'œuvre très qualifiée dans le pays.

8. Un indicateur du risque pays : cet indicateur comprend des données sur la dette publique et privée du pays ainsi que des données sur la sécurité des biens et personnes (criminalité, terrorisme) ou encore la stabilité institutionnelle.

9. La part de marché du pays dans les exportations mondiales de matières premières : pour déterminer l'attractivité du pays pour les IDE orientés vers les industries extractives.

10. La part de marché du pays dans les exportations mondiales de parties et composants d'automobile et de produits électriques : pour mesurer l'intégration du pays dans la décomposition internationale des processus productifs.

11. La part de marché du pays dans les exportations mondiales de services : pour mesurer l'attractivité du pays par rapport aux IDE orientés dans les services.

12. La part du pays dans le stock mondial d'IDE entrant : c'est un indicateur de l'attractivité passée et présente ainsi que du climat général de l'investissement.

Selon la CNUCED, le croisement de l'indicateur de performance en termes d'investissement entrant avec l'indicateur du potentiel d'attractivité permet d'obtenir le tableau suivant¹⁸ :

¹⁸ OUGUENOUNE.H, « La politique de promotion et d'attraction de l'investissement en Algérie » op.cit. p81.

Tableau N° 01: Comparaison de la performance des pays en termes d'IDE avec leur potentiel d'attractivité

	Performance élevée	Performance médiocre
Fort potentiel	Les pays du groupe de tête	Les pays en dessous du potentiel
Faible potentiel	Les pays au dessus du potentiel	Les pays du groupe de queue

Les résultats ci-dessus font apparaitre quatre catégories de pays :

- Les pays du peloton de tête : ce sont les pays qui ont à la fois un potentiel et des résultats élevés.
- Les pays du peloton de queue : ce sont les pays qui ont à la fois un faible potentiel et de faibles résultats.
- Les pays en dessous de leur potentiel : ce sont les pays qui n'utilisent pas pleinement leur potentiel d'attractivité.
- Les pays au-dessus de leur potentiel : ce sont les pays qui ont un faible potentiel, mais qui réussissent néanmoins à attirer des investissements étrangers plus que la moyenne.

3. La notion de Localisation

La localisation dépend d'un ensemble d'attributs et caractéristique propre aux territoires potentiels d'accueils. C'est ce que l'on désigne par déterminants ou facteurs de localisation. La localisation c'est la position d'un objet, d'un lieu sur la surface de la Terre, elle se fait à l'aide des coordonnées géographiques, on parle alors de localisation absolue qui est statique. La localisation est également reliée à l'emplacement relatif d'autres éléments. Il est situé un élément dans un espace des relations : localisation d'une ville, d'une usine... Il s'agit là d'une localisation relative qui est dynamique¹⁹.

On peut dire c'est la position ou l'emplacement sur la surface de la Terre, pour une activité donnée sur la base de ses attributs nécessaires ou en fonction spatiale (choisir la localisation optimale pour implanter une usine donnée).

¹⁹ BELHADIA, « Les modèles de la localisation des activités économiques », 2010, P14. In : <http://amorbelhedi.m.a.f.unblog.fr/files/2017/02/mlae.pdf> le 20/01/2017

3.1. Les principales théories de localisation

La prise en compte de l'espace dans l'économie a donné lieu à des travaux que Ponsard (1988) classe en deux paradigmes principaux. Le premier, renvoie à l'œuvre de Von Thünen (1826), considéré comme « le père des théories de la localisation ». Il explique les localisations optimales des activités agricoles. Le deuxième paradigme, autour d'Alfred Weber (1909), élabore une théorie de la localisation industrielle avec la détermination du coût minimum de transport²⁰.

3.1.1. La théorie d'affectation agricole du sol de Von Thünen

La théorie de la localisation est constituée par un ensemble de propositions qui fournissent un exposé et une explication systématique de l'organisation spatiale de l'activité économique exercée par les firmes et les ménages.

Von Thünen est appelé « le père des théories de la localisation », c'est le premier qui a proposé en 1826 une réflexion sur la répartition des activités agricoles sur un territoire donné. Il démontre, à travers une étude faite sur son domaine agricole, comment se répartissent les activités agricoles autour d'une ville, pour cela il a émis un certain nombre d'hypothèses.

3.1.1.1. Les hypothèses de Von Thünen

Von Thünen a proposé quatre hypothèses²¹

- **L'isotropie spatiale :** L'espace agricole considéré comme un espace homogène dans toutes les directions et tous les sens, c'est-à-dire le facteur sol n'intervient pas puisqu'on a affaire partout au même sol qui à le même rendement. Et aussi le coût de production est supposé constant pour tous les producteurs.
- **La liberté de circulation :** la liberté est totale de se déplacer dans tous les sens avec un seul moyen de transport, le coût de transport est fonction directe et linéaire de la distance.
- **La présence d'un centre unique :** qui représente le marché où se trouvent écoulés les produits agricoles.
- **Une économie d'autosuffisance :** la zone se suffit à elle-même, sans importation et sans exportation.

²⁰ BOUVARD.A, « Les facteurs de localisation des activités économiques : application à l'aire urbaine de Lyon », Master 2, Option Transport, Espace, Réseaux, Université Lumière Lyon, année septembre 2008, P7.

²¹ BARKOU.T, ALEM.A, « Essai d'analyse de la localisation des entreprises dans la wilaya de Bejaia : cas de communes Elkseur et Akbou » op.cit.p05.

- **Le comportement rationnel :** l'agriculteur que le consommateur a un comportement rationnel qui fait que le premier s'adonne à la culture qui lui procure le maximum de revenu et choisit la localisation qui lui assure le revenu optimum²².

3.1.1.2. Les facteurs déterminants de la localisation agricole

Dans le modèle de Von Thünen, les facteurs qui déterminent la localisation agricole sont²³ :

- **Le marché :** le marché influence l'utilisation du sol et oriente les activités agricoles pour satisfaire la demande.
- **La distance au marché :** elle s'exprime à travers le coût de transport qui est proportionnel à la distance au marché en cas d'isotropies spatiales.
- **La nature du sol :** le sol est un facteur de production agricole dont certains types de sols ne permettent pas certaines cultures.
- **Le coût de production :** il constitue le seuil minimum du prix final d'un produit agricole donné.

Dans ce modèle Von Thünen se focalise sur le principe de concurrence des activités pour l'accessibilité au centre, ainsi elle est évaluée en fonction de la distance au centre-ville, refléter par les coûts de transport contrairement à l'approche classique dont la rente est expliquée par le principe de fertilité, sans aucune implication de l'espace à la détermination de cette dernière.

3.1.1.3. Importance et limite du modèle

Le modèle de Von Thünen est très utile là où nous trouvons que la distance joue un rôle important dans l'activité. Ce modèle peut être prêté pour les analyses des choix de localisation urbaine, en remplaçant les différents produits agricoles par les différentes activités urbaines et les marchés par un pôle central dominant de la ville.

Les limites de ce modèle se résument comme suite : l'échange via l'import-export peut mener à un développement des moyens de transport et à modifier le cercle concentrique ainsi on trouve aussi que l'homogénéité spatiale n'est pas existante à tout lieu et à tout point²⁴.

²²BELHADIA, « Les modèles de la localisation des activités économiques », P20. In : <http://amorbelhedi.m.a.f.unblog.fr/files/2017/02/mlae.pdf> le 20/01/2017.

²³ Idem

3.1.2. La théorie de la localisation industrielle de WEBER :

Alfred Weber (1909) a élaboré le modèle de la localisation industrielle. Pour lui, la localisation industrielle est celle qui minimise des coûts de production, c'est un modèle qui est basé essentiellement sur les coûts de transports. L'effet de l'évolution et l'innovation qui a fait en sorte d'introduire d'autres facteurs qui sont le coût de mains d'œuvre et les forces d'agglomération.

3.1.2.1. Les hypothèses de weber:

Le modèle de Weber repose sur un certain nombre de postulats dont nous pouvons citer²⁵:

- De nombreuses matières premières ont une localisation spécifique et ne sont pas ubiquistes (omniprésentes). D'où la tendance à s'en rapprocher pour réduire les coûts globaux de production, particulièrement ceux du transport.
- Les marchés des produits finis sont localisés à certains points donnés. Ils sont ponctuels, uniques et assurent l'écoulement des produits.
- La concurrence est parfaite, c'est-à-dire que personne ne peut influencer les prix de par sa propre action.
- Les bassins de main-d'œuvre sont localisés et peuvent fournir les meilleures mains-d'œuvre.
- L'espace est homogène sur tous les plans.

De plus, dans le modèle de Weber, trois facteurs influencent la localisation: deux facteurs régionaux (les coûts de transport et les coûts de main-d'œuvre) et un facteur local (les forces d'agglomérations). Les coûts de transport sont le facteur le plus important.

Dans le triangle de Weber, deux sommets représentent les points d'offre de deux matières premières et un point la demande de produit fini, la main-d'œuvre étant disponible partout. Le point du coût minimum de transport est déterminé à l'intérieur ou à l'un des sommets du triangle, les distances étant pondérées par le poids des biens transportés²⁶.

²⁴ MERADI.O, « Essai D'analyse et La Dynamique de L'aménagement du Territoire en Espace littoral : Cas de La Wilaya de Bejaia-Défis et perspective », Mémoire de Magister, Université de Bejaia, Année 2008.

²⁵BOUVARD.A, MILLION.F, HOMOCIANU.M, TOILIER.F, ZUCARELL.P « La Localisation des Activités économiques au sein de L'aire urbaine de Lyon » Rapport intermédiaire N° 06 du Projet Simbad simuler Les Mobilités pour Une Agglomération durable, Décembre 2008, P10.

²⁶ BOUVARD.A, MILLION.F, HOMOCIANU.M, TOILIER.F, ZUCARELL.P, « La Localisation des Activités économiques au sein de L'aire urbaine de Lyon » op.cit.p10.

3.1.2.2. Importance et limite de ce modèle :

Weber recherche d'abord un point qui minimise les frais de transport nécessaires pour amener les matières premières sur le lieu de production et aussi pour livrer le produit fini sur le lieu de consommateur, puis les conditions dans lesquelles cette localisation minimise aussi les dépenses de main-œuvre, et enfin dans quelle mesure l'introduction des économies d'agglomération modifie la localisation

Ce modèle facilite la modélisation du choix de localisation en convertissant une variable physique (la distance) en une variable monétaire (coût de transport).

Les limites de ce modèle se résument comme suite : n'explique pas la formation de la rente foncière, ne prend pas en compte la rente foncière dans la localisation industrielle, et explicative de la localisation d'industries de base.

Nous nous sommes intéressées à la théorie de localisation spatiale et retenus les travaux de deux économistes qui sont J.H Von Thünen et d'Alfred Weber.

J.H Von Thünen 1826 donne naissance à l'analyse économique spatiale, et la théorie économique, il montre comment les liens entre rente foncière, coûts de transport et prix agricoles. Alfred Weber avait formalisé une théorie de la localisation industrielle dont le point de départ est le triangle de localisation. Il avance que le comportement de localisation d'une entreprise isolée dépend d'une calcul économique minimisant les coûts de production à partir de la minimisation des coûts de transports.

Section 02 : Modes et déterminants de localisation

Les décisions de localisation deviennent un élément majeur des stratégies de localisation des entreprises, qu'elles soient commerciales ou industrielles, elles doivent tenir compte de l'influence grandissante des stratégies et décisions publiques sur la structuration de l'espace. Elles s'intéressent aux perspectives renouvelées liées aux questions de localisation en s'appuyant sur les travaux et recherches récents des spécialistes.

1. Les modes de la localisation des entreprises

La dynamique de l'entreprise et son développement sont intérieurement liés au territoire où elle s'inscrit, dans la mesure de ses facteurs de production. Au même titre que le développement du territoire est lié à la dynamique des entreprises qui y sont localisées. Parallèlement, la

dynamique des entreprises est conditionnée par la structure organisationnelle qu'elles adoptent, de sorte à bénéficier des différentes externalités qui résultent de leur proximité.

On retiendra trois concepts: district industriel, le cluster et le système productif localisé (SPL).

1.1. Le district industriel :

Le concept du district industriel est accordé aux travaux d'Alfred Marshall et, plus tard, à ceux qui réactualiseront ses idées. En 1890 il écrit principale of Economics, et selon lui il existe deux possibilités d'organisation industrielle. « D'une part, l'organisation sous commandement unique de la division technique du travail intégré au sein d'une grande entreprise. D'autre part la coordination, par le marché et par le face-à-face (la réciprocité), d'une division sociale du travail désintégrée entre des firmes plus petites spécialisées dans de grands segments du processus productif ». Il va donc à l'encontre de l'idée dominante qui est que l'efficacité de la production vient de la division du travail et de la croissance au sein de la firme. Au contraire, il défend que cette efficacité puisse être acquise grâce à l'intégration du tissu socio-économique et du réseau d'entreprises concernés, tout en considérant que le travail peut être divisé en petites unités au sein d'une aire géographique donnée, le District industriel, compris comme le groupement d'entreprises interdépendantes avec un marché du travail spécialisé²⁷.

1.2. Le système productif localisé (SPL):

Système productif Localisé : Organisation productive particulière localisée sur un territoire correspondant généralement à un bassin d'emploi. Cette organisation fonctionne comme un réseau d'interdépendances constituées d'unités productives ayant des activités similaires ou complémentaires qui se divisent le travail (entreprises de production ou de services, centres de recherche, organismes de formation, centres de transfert et de veille technologique, etc.)²⁸.

La notion de SPL reçoit ainsi un contenu : c'est plus qu'un système productif local, c'est un ensemble d'institutions ou de conventions générant des relations économiques particulières entre les entreprises ou individus qui en font partie. Le SPL apparaît ainsi comme une forme

²⁷ BENKO.G, DUNFORD.M, LIPIETZ.A, « Les districts industriels revisités, in dynamiques territoriales et mutations économiques », Bernard Pecqueur éd. L'Harmattan, 1996.

²⁸ANNICK.S L'attractivité des territoires : Regards croisés, in : http://rp.urbanisme.equipement.gouv.fr/puca/edito/actes_attr_territoires.pdf le 03/02/2017.

d'organisation économique performante et comme lieu de processus économiques collectifs situés²⁹.

Selon COURLET.C, système productif localisé : peut se définir comme une configuration d'entreprises regroupées dans un espace de proximité autour d'un métier, voire de plusieurs métiers industriels ou tertiaires. Ces entreprises entretiennent des relations entre elles et avec leur milieu socioculturel d'insertion. Ces relations ne sont pas seulement marchandes, elles sont aussi informelles et produisent des externalités positives pour l'ensemble des entreprises. La prédominance d'un métier ou d'une profession au sein d'un SPL n'exclut pas la possibilité de la présence simultanée de plusieurs types d'activité. Souvent, on fait référence à des systèmes de PME. Cependant, il existe aussi des relations très territorialisées entre grandes entreprises et entre grands groupes et PME sans que cela renvoie nécessairement aux liens de sous-traitance traditionnels³⁰.

1.3.Le cluster

La Harvard business School définit le cluster comme « une concentration géographique de groupes d'entreprises interconnectées, d'universités et d'institutions associées, qui résulte des couplages (linkages) ou des externalités entre industries ».

De cette définition, il ressort que le Cluster est constitué d'un ensemble d'entreprises potentiellement complémentaire (de production et services liés à la production), et d'institutions telles que les centres de recherche-développement, universités, organismes financiers

Ces trois concepts relatifs aux formes organisation des entreprises sur un territoire, permettent d'appréhender la relation entre l'entreprise et son territoire et identifier la nature d'externalité sous ses différentes formes (géographiques, organisationnelles, et informationnelles).

²⁹ COURLET.C, « Les Systèmes productifs localisés », Études et recherches sur les systèmes agraires et le développement, INRA Éditions, université pierre Mende-France, 2002.

³⁰ COURLET.C, FERGUENE.A, « globalisation et territoire : le cas des SPL dans les pays en développement », Université Pierre Mendès France, 2003.

2. Les facteurs de localisation industrielle:

L'État s'intéresse au concept « d'attractivité » des firmes et à leurs investissements, et qui offre des coûts salariaux moins élevés, dans le cadre de sa politique en faveur de l'implantation des différentes entreprises, notamment productrices, pour pouvoir tirer profit et améliorer réellement la croissance, doit mettre en œuvre un ensemble d'actions visant, entre autres, à mobiliser les différentes incitations spatiales, administratives, financières et fiscales...

Il est clair qu'une entreprise internationale localise ses unités de production là où elle espère qu'elles seront les plus profitables. Donc, le choix de son implantation tient compte, en général, de plusieurs facteurs.

2.1. Les matières premières et l'énergie

La localisation des établissements industriels a longtemps été conditionnée par la proximité des sources des matières premières et d'énergie, notamment les industries de base.

La disponibilité des matières premières et d'énergie s'est restreinte ces dernières années en raison de mutation technique (MERENNE-SCHOUMAKER, 1991):³¹

- Mutation au sein des fabrications, par exemple la diminution des quantités de matières premières et le développement du recyclage.
- Augmentation du nombre de matières intervenant au sein même des fabrications (chaque matière n'intervenant parfois qu'en quantité restreinte et se trouvant fréquemment à un endroit différent des autres) il y a dès lors compétition et même souvent annulation entre les différentes influences.

2.2. Les coûts des transports

Le rôle des coûts de transports varie d'une activité à une autre et la préférence pour l'un d'eux peut s'expliquer par ses coûts relativement faibles, d'où la tendance à la localisation industrielle près des voies de navigation et des ports. L'importance attribuée aux coûts de transport s'est réduite avec le temps, car au fur et à mesure que les facilités de communication augmentent ; les charges de transport diminuent par rapport au coût total du produit. La localisation des usines est dépendante des coûts du transport si la part des coûts directs de transport dans le

³¹ BOUVARD.A, OP CIT.P28.

prix de revient des produits dépasse 5%. C'est pour cela qu'un grand nombre d'entreprises industrielles ont pour objectif de minimiser les coûts liés aux transports³².

2.3.les coûts de la main-d'œuvre

La main-d'œuvre est le principal facteur de localisation pour la plupart des industries, notamment les grandes entreprises, il est devenu nécessaire de s'implanter dans des zones de recrutement de la main-d'œuvre, ces industries ont tendance à se localiser où il trouve la qualification et la main-d'œuvre moins chères, la possibilité de formation et l'expérience professionnelle. Et aussi le coût de la main d'œuvre constitue un facteur clé dans l'attraction des investissements dans la mesure où beaucoup d'entreprises se délocalisent pour tirer profit de la disponibilité des facteurs de production, notamment du coût faible du facteur travail, et qu'est essentiellement retrouvé dans les PED.

2.4.Les coûts de production

L'entreprise cherche, par son implantation à maximiser son profit grâce a une meilleure accessibilité aux facteurs de production qu'elle achète, et /ou aux marchés des produits qu'elle vend. Dans l'analyse de l'économiste Weber, si seuls les coûts de production intervenaient, la meilleure localisation ou « localisation optimale » serait celle qui minimiserait ces coûts. Si les matières premières par exemple sont à localisation fixe (charbon, bois, eau, etc.) et le marché diffuse sur l'ensemble du territoire, alors l'implantation de l'usine devrait se réaliser sur le lieu de l'extraction de ces matières premières. Si la matière première et la main-d'œuvre sont immobiles et localisées dans deux endroits différents, la localisation de l'usine s'établira géographiquement entre ces deux facteurs de production. Si en revanche la main-d'œuvre est mobile, l'implantation s'effectuera près de l'autre facteur de production. Les coûts de transports vont alors devenir l'élément déterminant de l'implantation de l'activité de production. L'entreprise cherchera le meilleur compromis entre la minimisation des coûts de transport et la proximité des lieux où les coûts des différents facteurs de production³³.

³² BOUVARD.A, OP CIT.P28.

³³ AJABID.M, BONNET.K, DA SILVA.D, GUERNUT.J, JAMOT.D, ROHART.P, WANG.D; « les facteurs de localisation des entreprises » ; université du littoral-côte d'opale ; année 2002.

2.5. La taille de marché

La taille de marché a une grande importance dans le choix d'une implantation. Le marché constitue le lieu d'échanges, d'achat et de vente, cela facilite généralement l'ensemble de ses activités. L'entreprise préfère d'être proche de la demande finale elle s'implantera donc dans les territoires les plus denses, regroupant le plus de consommateurs.

2.6. Les services

L'implantation des investissements sur un territoire repose sur l'existence d'un réseau de services : des services d'administration, des assurances, des banques, des infrastructures touristiques, des restaurations, des l'hôtellerie, des aires commerciales, et des infrastructures de stockages... etc.³⁴

2.7. La disponibilité des infrastructures

Le développement d'infrastructures est saisi à travers un certain nombre d'indicateurs comme le nombre de lignes de téléphones ou d'indicateurs de consommation d'énergie.

On trouve deux catégories d'infrastructure : les infrastructures de base et les infrastructures socioéconomiques :

a. Infrastructures de base : on trouve principalement :

- Les infrastructures de communication : ports, aéroports, routes, etc. ;
- Infrastructures de télécommunication : le téléphone, internet, etc. ;
- Infrastructures énergétiques : gaz, électricité, etc.

b. Infrastructures socioéconomiques³⁵

Les Infrastructures socioéconomiques constituent une force réelle pour les entreprises, car elles fournissent de la main-d'œuvre et assurent la formation de cette dernière, de même elles garantissent un environnement favorable qui opère dans le bon fonctionnement de l'entreprise. Elles peuvent être représenté par les universités, les centres de recherches, les centres de formation, les établissements sanitaires, les différents centres culturels et sportifs....etc.

³⁴ HAMOUR.S, « essai d'analyse des déterminants de choix de localisation des entreprises : cas de la zone d'activité TAHARACHT AKBOU », Mémoire de Master en science de gestion, université de Bejaia, année 2012/2013. P43.

³⁵ Idem

2.8. La qualité de vie

Pour attirer et retenir une main-d'œuvre qualifiée, l'entreprise mise sur le facteur relatif à la qualité de la vie, dans son choix d'un site d'implantation. Le cadre de vie comprend : la situation géographique, les conditions climatiques, la beauté du paysage... en plus, la qualité de vie englobe les enjeux liés à la sécurité.

2.9. L'intervention des pouvoirs publics

Deux groupes d'interventions ont de l'importance³⁶ : les interventions régionalisées du pouvoir central et les interventions des dirigeants régionaux ou locaux. La majorité des politiques régionales sont des politiques d'incitation (mesures financières et fiscales, orientation des investissements vers telle ou telle région, décentralisation des pôles en croissance vers les périphéries en retard). Mais leurs impacts sont faibles dans les régions en difficulté malgré les aides, qui ne modifient pas l'image des régions qu'ont les chefs d'entreprises des conditions minimales de fonctionnement. De plus, l'avantage obtenu n'est pas permanent et ne peut pas être comparé avec des avantages permanents comme l'infrastructure ou la qualification élevée de la main-d'œuvre. Les interventions des dirigeants régionaux et locaux sont plus déterminantes, en raison de l'importance accordée par les dirigeants aux « structures d'accueil » et à une bonne collaboration avec les autorités locales.

Enfin, seule la demande locale intervient dans le choix de localisation: naturellement et logiquement, le choix entre plusieurs localisations prend en compte le potentiel de marché offert par chacune. Cette notion (de choix entre plusieurs localisations) a été analysée par les géographes dans les années cinquante et récemment redécouverte et formalisée par les spécialistes d'économie géographique telle que Hanson en 2005 et Fujita en 1999, Mucchielli en 1998 et Neary en 2001, pour mesurer le potentiel de marché, les travaux empiriques retiennent donc des estimations plus élaborées des différentes barrières aux échanges et utilisent des données de branches par rapport à la situation de chaque pays. En effet, il y a de bonnes raisons pour que les firmes internationales ne se précipitent pas sur un marché même s'il est important.

³⁶ BOUVARD.A, MILLION.F, HOMOCIANU.M, TOILIER.F, ZUCARELL.P, « La Localisation des Activités économiques au sein de L'aire urbaine de Lyon » op.cit.p37.

Section 03 : contribution des facteurs d'attractivité des territoires sur la création d'une entreprise

L'attractivité d'un territoire se base à la fois sur des facteurs économiques, géographiques, humains et historiques. Tous les acteurs et les services d'une collectivité participent directement ou indirectement à l'attractivité d'un territoire.

Les facteurs d'attractivité d'un territoire sont toujours difficiles à identifier, puisqu'ils sont fortement liés de niveau de la concurrence entre les différents territoires, qu'il s'inscrit dans des cycles de plus en plus courts et qu'ils sont extrêmement diversifiés dans leur contribution.

1. Les approches complémentaires de l'attractivité :

On commence par une définition simple de l'attractivité territoriale qu'est « la capacité d'un territoire donné à attirer une quantité importante d'activités productives », Fabrice Hatem identifie cinq grandes catégories d'approches, que l'on désignera, pour faire simple, par les termes suivant : « macro », « méso », « micro », « processus de décision », « image ». On décrira successivement et séparément, chacune de ces approches:

1.1. L'approche « macro » par les indicateurs globaux

Globalement elle explique l'attractivité du territoire considéré pour l'ensemble des investissements internationaux, c'est-à-dire sa capacité à attirer une part de ces investissements plus importante que d'autres territoires. Sur le plan théorique, cette approche peut être considérée comme une descendante de la théorie du commerce international, dans une vision où l'hypothèse de fixité du capital productif est levée. Il s'agit d'expliquer, non seulement les conditions de spécialisation des territoires dans certaines productions, à dotations données en facteurs fixes, et donc une certaine configuration de leur commerce international, mais, plus en amont, les déterminants de la localisation d'un facteur de production mobile « capital ». C'est ce passage d'une problématique de spécialisation « à facteur fixe » vers une problématique d'accueil d'un facteur mobile (le capital productif) qui légitime ici l'apparition de la notion d'attractivité territoriale, en complément de celle de compétitivité³⁷.

³⁷ HATEM.F, « attractivité du territoire : théorie et pratique, aller-retour », année 2005, P2.

1.2.L'approche « méso » par les effets d'agglomération ou clusters

Elle se définira comme³⁸ la présence sur le territoire d'un certain nombre de « pôles de compétitive » où des investisseurs appartenant à des activités similaires ou complémentaires peuvent être incités à s'implanter par effet d'agglomération. Cette définition s'intéresse sur l'analyse des dynamiques locales permettant l'émergence endogène d'un pôle de production et de compétitivité. Cette approche a donné lieu au cours des 15 dernières années des développements récents dans deux domaines distincts³⁹:

- D'une part, les travaux de l'école dite de la « nouvelle économie géographique » cherchent à réintégrer la dimension spatiale dans les modèles d'équilibre économique.

- D'autre part, les approches en termes de « clusters » développées, dans la lignée directe d'Alfred Marshall, par de nombreux auteurs dont le plus connu est Michael Porter.

Ces analyses insistent notamment sur l'importance des synergies potentiellement existantes entre des activités complémentaires réunies en un même lieu : laboratoires de recherche, développement et centres de formation, entreprises ensemblières, sous-traitantes et fournisseurs, acteurs publics du développement.

1.3.l'approche en termes d'image

Elle s'intéresse à la manière dont un territoire donné, en créant un effet d'image dans l'esprit du décideur, peut accroître son attractivité, comme l'existence d'une « image de marque ». Cette approche est très fortement par rapport à l'approche « méso » parce que les effets d'image se créent uniquement dans une réalité industrielle et technologique de type « cluster » ou « districts industriels ».

1.4.L'approche « micro » par les comparaisons de rentabilité selon les sites

Il s'agit de déterminer le meilleur site de localisation possible pour un projet particulier. Ni l'approche par les indicateurs globaux, ni celle par l'offre territoriale différenciée ne permettent en effet de porter un jugement définitif sur la rentabilité escomptée d'un projet d'investissement individuel sur un site donné.

Pour réaliser cette approche, il faut reconstituer de la manière la plus fine les conditions concrètes de fonctionnement du projet. Aux approches issues de la théorie économique (économie spatiale ou économie internationale) se substituent alors des techniques inspirées de

³⁸ HETEM.F, « investissement international et politiques d'attractivité », Economica, Paris, 2004.

³⁹ HATEM.F, « attractivité du territoire : théorie et pratique, aller-retour », P3.

l'analyse financière, avec l'utilisation de business-plans plus ou moins détaillés, couplés éventuellement avec des scénarios permettant de prendre en compte les incertitudes liées aux différents facteurs susceptibles d'influer sur le niveau des coûts et des recettes⁴⁰.

1.5.L'approche par les processus de décision

S'intéresse au processus à travers lequel l'investisseur choisit le site sur lequel il localisera son projet. Il met le point sur la logique de choix de l'investisseur plutôt que sur les caractéristiques comparées des territoires en compétition. Sous cette approche figure une littérature abondante mettant en évidence l'impact de l'incertitude, des imperfections dans l'information, et des jeux de négociation entre groupes d'intérêt sur les processus de décision en entreprise, et des travaux empiriques décrivant les séquences du processus de décision de localisation de l'entreprise multinationale.

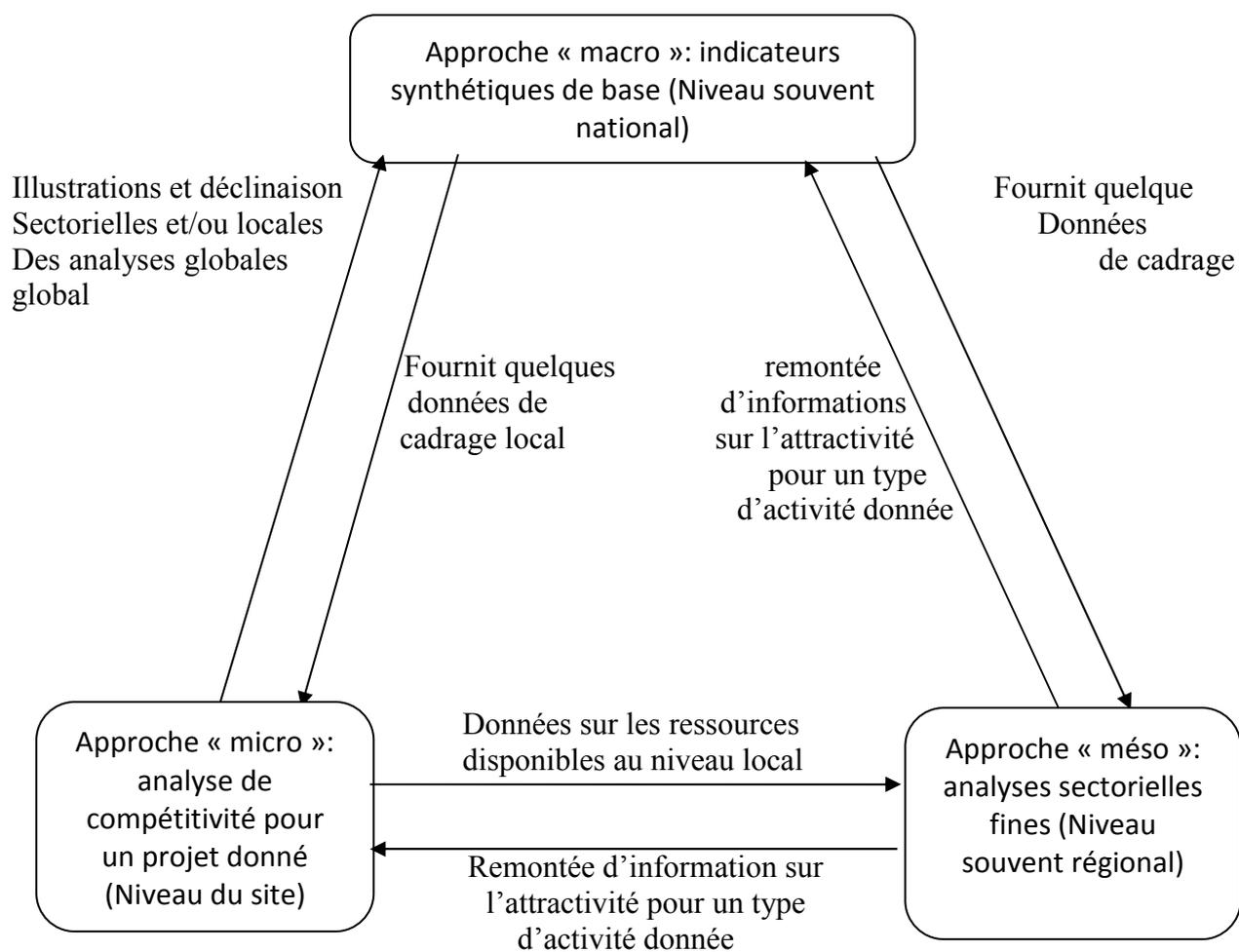
1.6.Complémentarité ente approches macro, méso et micro

Les trois approches de l'attractivité qui viennent d'être présentées doivent être utilisées de manière complémentaire pour évaluer l'attractivité territoriale dans ses différentes dimensions (Figure N°01)⁴¹.

⁴⁰ HATEM.F, « attractivité du territoire : théorie et pratique, aller-retour », P5.

⁴¹ HATEM.F, « Attractivité : DE QUOI PARLONS-NOUS ? », 2006, P16.

Figure N°01: Complémentarité entre trois approches de l'attractivité



Source : Hatem 2004

D'après ce schéma, la complémentarité entre ces trois approches se fait de la manière suivante :

- L'approche macro fournit grâce à ses indicateurs synthétiques de base des analyses globales pour les deux autres approches.
- Dans son côté, l'approche méso fournit des éléments d'analyses sectorielles pour les études micro de comparaison des sites, et d'autre côté, des illustrations des analyses macro.
- L'approche micro fournit des analyses partielles et détaillées sur les avantages et les contraintes, mais précises concernant la compétitivité du territoire pour un projet donné

Les résultats rassemblés pour un ensemble représentatif de projets peuvent fournir des éléments utilisables pour l'élaboration d'un diagnostic d'ensemble de l'attractivité du territoire, globalement ou pour un secteur donné.

2. Les facteurs d'attractivité de territoire

Nous essayerons dans ce qui suit de synthétiser les différents facteurs influencent sur l'attractivité territoriale. Les facteurs de l'attractivité de territoire sont repartis de la manière suivante :

2.1. Les facteurs infrastructures

Les facteurs d'infrastructures⁴² constituent un reflet de degré de développement d'un pays ils représentent un puissant vecteur de croissance économique et d'attractivité. Parmi les facteurs infrastructures, nous distinguerons :

Les infrastructures de transport: qui joue également un rôle important dans l'attractivité des territoires du fait qu'ils conditionnent les relations entre la firme et ses différents partenaires (fournisseurs, clients, main d'œuvre... etc.). Ainsi, les différents modes de transport doivent être développés, autrement dit, le réseau routier local et international, le réseau portuaire, mais aussi, le transport aérien, ceci dans le but de faciliter le transport des marchandises, des biens, mais encore, pour les déplacements du personnel et dirigeant.

Les infrastructures de l'énergie : ce sont les moteurs à toute industrie, elles se présentent comme un facteur indispensable pour son fonctionnement et son développement. C'est la présence des réseaux d'électricité et des canalisations du gaz naturel qui sont acheminées à toute agglomération et en même temps elle constitue une attraction aux industries.

Les infrastructures physiques et technologiques: notamment des pôles de compétitivité pour que les entreprises bénéficient d'effets d'agglomération, mais également des infrastructures de transport, de communication et de télécommunication.

2.2. Les ressources humaines :

Les industriels sont sensibles à la structure de la main-d'œuvre locale et plus particulièrement à la présence des catégories, de techniciens aux différents niveaux de formation, d'institution pour l'éducation supérieure et universitaire et la qualification de la population.

⁴² TRAKI.D, « Essai analyse de la contribution des facteurs d'attractivité à la création d'entreprises : cas des entreprises agroalimentaires dans la wilaya Bejaia », op.cit.p34.

2.3.La taille du marché :

Dans leurs décisions d'investissement, les firmes sont d'abord motivées par la taille et le taux de croissance des marchés d'implantation (marchés nationaux ou régionaux) dont l'accès est facilité par l'absence de réglementations restrictives à l'entrée des investissements.

Plusieurs études statistiques sur les déterminants des investissements directs étrangers démontrent que la taille du marché dans les pays d'accueil mesurée par le produit intérieur brut (PIB) par habitant, et sa croissance potentielle c'est un élément d'important dans le choix d'implantation⁴³.

2.4.Climat d'affaires :

Le climat des affaires est une expression balisée par des conceptions bien définies. Dans le monde, le cadre de référence est le rapport annuel Doing Business que publie la banque mondiale, en plus du Doing Business un comité est créé spécialement pour mieux envisager cette notion de climat des affaires.

Selon le dictionnaire Larousse, le climat peut être défini comme « l'ensemble des conditions de vie, des circonstances qui agissent sur quelqu'un ; milieu, ambiance, contexte » le climat regroupe ainsi, des facteurs qui influent sur le moral et l'humeur des personnes.

Par interpolation, le climat des affaires est l'ensemble de variables « politiques, économiques et sociales » qui ont un impact direct sur le moral des investisseurs et sur leur décision d'investissement dans un espace géographique bien déterminé⁴⁴.

2.5.Les ressources naturelles :

Les firmes sont naturellement sensibles aux caractéristiques exogènes des territoires. Chaque pays, chaque région disposent des dotations naturelles influençant la productivité et le profit des entreprises⁴⁵. De même, la présence de terre à cultiver, de ressources minières, d'un accès à la mer d'un fort ensoleillement ou tout autre avantage naturel permet donc d'expliquer certains choix de localisation en particulier pour les entreprises utilisant ces facteurs de production.

⁴³ OUGUENOUNE.H, « La politique de promotion et d'attraction de l'investissement en Algérie », op.cit.p90.

⁴⁴ LAMROUS.K, « l'obtention de prêts, critère d'évaluation du climat des affaires en Algérie » ; mémoire de Magister, université de Tizi-Ouzou ; année 2015.P05.

⁴⁵ AMOKRANE A, « les facteurs d'attractivité des investissements directs étrangers en Algérie : aperçu comparatif aux autres pays de Maghreb », op.cit.p.61.

2.6. La stabilité politique et sociale :

Cette dernière constitue le plus souvent un des déterminants visés par les investisseurs, ces derniers se sentent rassurés d'investir dans des environnements économiques stables et promoteurs. Étant toute fois donnée les situations d'instabilités politiques et sociales qui prônent dans les pays en voie de développement (PVD), la situation est loin d'être satisfaisante en matière d'attraction d'investissement direct étrangère (IDE). Car investir dans un pays instable avec un risque pays élevé n'est pas assez rassurant, d'où une forte nécessité d'amélioration des cadres politiques et sociaux est nécessaire dans les PVD.

2.7. Le contexte institutionnel et fiscal :

Il peut également améliorer le climat des affaires et le potentiel d'attractivité d'un territoire en agissant comme un facteur de facilitation de l'investissement, en diminuant notamment l'incertitude et les coûts non prévisibles qui lui sont associés pour les investisseurs étrangers. Il s'agit des différentes dimensions de l'instabilité et du risque politique, de la corruption et de la qualité des systèmes juridique et judiciaire, mais également de l'environnement administratif et bureaucratique des affaires ou de l'étendue et la qualité des infrastructures. En plus, l'action publique peut aller plus loin et influencer les décisions microéconomiques des firmes par des incitations fiscales⁴⁶.

2.8. Le coût de la main d'œuvre :

Le coût de la main-d'œuvre est un déterminant important des investissements dans la mesure où beaucoup d'entreprises se délocalisent pour tirer profit de la disponibilité des facteurs de production, notamment du coût faible du facteur travail dans les PVD. Le faible coût de la main-d'œuvre constitue donc un facteur clé d'attraction des investissements⁴⁷.

L'existence d'une offre locale de main-d'œuvre qualifiée est un facteur important pour l'investisseur. Les qualifications de la main-d'œuvre, les possibilités de formation, le niveau d'instruction en générale et l'expérience professionnelle sont d'une importance considérable pour l'investisseur. En effet, tous ces éléments influent sur les dépenses et les recettes et donc, sur la rentabilité de l'investissement. Le coût de la main d'œuvre constitue aussi un facteur clé dans l'attraction des investissements dans la mesure où beaucoup d'entreprises se délocalisent

⁴⁶ ALAYA.M, NICET-CHENAF.D, ROUGIER.E ; « politique attractivité des IDE et dynamique de croissance et de convergence dans les pays des Sud Est de la méditerranée » ; université de France ; année 2007

⁴⁷ L'impact du rôle économique de l'État sur l'attractivité du territoire des PVD : cas des pays miniers et pétroliers d'Afrique centrale, L'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF, Paris), le 7 et 8 septembre 2006.

pour tirer profit de la disponibilité des facteurs de production, notamment du faible coût du facteur travail.

2.9. Les services :

L'existence des réseaux de service composé des services d'administration, des banques, des assurances, des infrastructures touristiques, restaurations et hôtellerie... etc. Est un élément indispensable dans la question d'attractivité et de localisation des entreprises.

2.10. La qualité du cadre de vie et de l'environnement

Ce critère s'avère plus difficile à apprécier que les précédents, du fait de son non-mesurabilité. Il renvoie aux principales aménités qui renforcent l'attractivité d'un territoire qui sont : la qualité et la beauté du paysage, l'ancienneté et l'authenticité du patrimoine, la présence d'éléments naturels préservés comme l'air et l'eau et la sécurité des biens et des personnes⁴⁸.

En général, un territoire ne possède pas l'ensemble de ses facteurs d'attractivité. L'existence de ces facteurs d'une manière inégale rend certains territoires plus attractifs que les autres, et renforce la concurrence entre les territoires.

⁴⁸ BARKOU T, ALEM A, « Essai d'analyse de la localisation des entreprises dans la wilaya de Bejaia : cas de communes Elkseur et Akbou », op.cit.p43.

Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons expliqué comment les territoires se livrent à une concurrence acharnée sur le marché de la localisation des activités économiques. Chaque territoire développe un ensemble d'instrument et politique pour assurer une meilleure attractivité des capitaux.

La relation entre l'entreprise et son territoire est très importante. Le territoire fournit aux entreprises les principaux facteurs dont elles ont besoin dans leurs activités productives.

La conceptualiste de l'attractivité consiste à mettre l'accent sur les différentes stratégies qui affectent le déploiement au niveau d'un territoire avec des indicateurs qui mesurent le degré de la participation dans le processus de développement.

Chapitre II
Les investissements en Algérie

L'investissement tant national qu'étranger est déterminant dans le développement de n'importe quel secteur économique. Il est un facteur essentiel de l'activité économique. L'investissement est le moyen le plus rationnel de toute opération de croissance et d'expansion économique, vu la valeur ajoutée et les emplois qu'il crée.

Dans ce cas, ces investissements peuvent avoir un impact positif en termes de croissance et d'amélioration des ressources humaines locales. Cependant, des études ont montré que les investissements n'ont pas toujours des effets positifs significatifs sur la croissance économique.

Ainsi, la première section de ce chapitre sera consacrée aux notions générales sur les investissements, par la suite nous donnerons les différents investissements en Algérie. Dans la deuxième section, nous essayerons de présenter la réglementation et la promotion des investissements en Algérie. Enfin, la troisième section sera consacrée les investissements et la croissance économique en Algérie.

Section 01 : Les investissements et les différents secteurs activité

Investissement est une opération économique fondamentale, car elle est déterminante pour l'accumulation du capital nécessaire à la croissance économique. Elle constitue un des principaux moteurs économiques et elle permet d'améliorer des techniques de production et le développement du progrès technique. Elle est une puissante source d'emplois et de revenus. L'investissement est au cœur des débats économiques et des débats politiques notamment.

1. Définition des investissements

L'investissement est une opération qui consiste pour une entreprise ou un pays à remplacer ou augmenter le stock capital par l'acquisition des moyens de production qui permettent de produire des biens et services. Il est brut ou net, selon qu'il prend en compte ou non l'usure et l'entretien des biens durables qui interviennent dans la production.

Aux termes de la loi, les investissements sont¹:

- Les acquisitions d'actifs qui entrent dans le cadre de la création d'activités nouvelles ou qui sont susceptibles d'étendre les capacités de production, de réhabiliter ou de restructurer l'outil de production ;

¹ KPMG, guide investir en Algérie, janvier 2017. P43.

- Les participations dans le capital des entreprises sous forme d'apports en nature ou en numéraire ;
- La reprise d'activité dans le cadre d'une privatisation totale ou partielle.

D'une manière générale, L'investissement est une dépense actuelle devant engendrer des bénéfices futurs, mais, le terme investissement est très vaste en lui-même, comme nous venons de le souligner. Sa définition varie selon le point de vue adopté. Nous pouvons reprendre quelques notions jugées fondamentales.

1.1. Du point de vue économique

Les économistes définissent conceptuellement l'investissement comme « l'échange d'une satisfaction immédiate et certaine, à laquelle on renonce, contre une espérance que l'on acquiert et dont le bien investi est le support. Ils marquent ainsi la double caractéristique de l'investissement : échange d'une certitude contre une espérance et sa dimension inter temporelle. En pratique, ils définissent l'investissement comme un flux qui vient augmenter le stock de capital.²

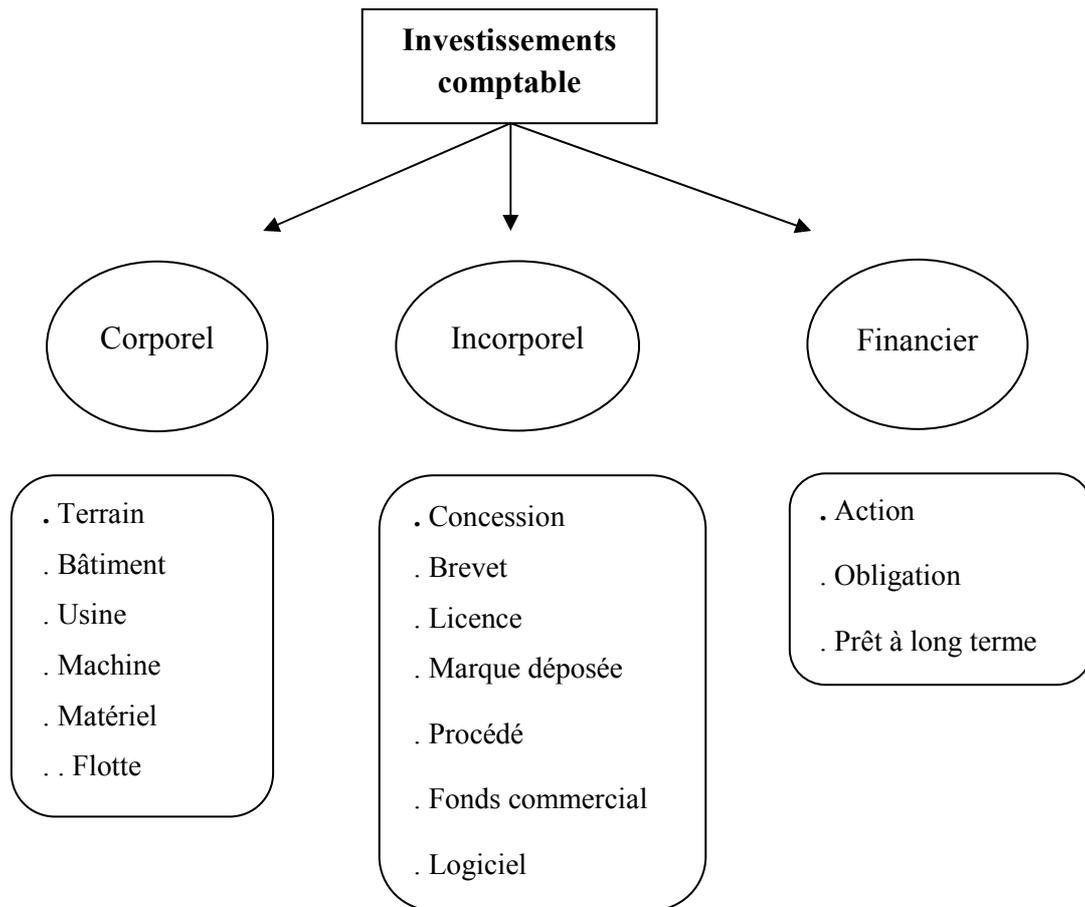
1.2. Du point de vue comptable

L'investissement est « constitué de tout bien meuble ou immeuble, corporel ou incorporel, acquis ou créé par l'entreprise destinée à rester durablement sous la même forme dans l'entreprise »³. Les comptables distinguent trois types d'investissement: d'une part, les Immobilisations corporelles (terrains, constructions, installations techniques, matérielles et outillages), d'autre part, les immobilisations incorporelles (brevets, licences, fonds de commerce...), et enfin les immobilisations financières (participation, prête à long terme).

²JACKY.K, «Les choix d'investissement »Ed, Dunod, Paris 2012.

³ BANCEL.F, «Les choix d'investissement : Méthodes traditionnelles, flexibilités et analyse stratégique», Éditions Economica, Paris 1996.

Figure N° 02: Les types d'investissements d'après le point de vue comptable.



Source : BOUGHABA Abdallah, Analyse et évaluation de projets, Édition BERTI, Alger, 2005.

1.3.D'un point de vue financier

Pour un financier, un investissement consiste en un engagement durable de capitale réalisé en vue de dégager des flux financiers que l'on positif dans le temps⁴.

2. Les investissements étrangers

Les économistes distinguent deux composantes de l'investissement étranger. Il s'agit de l'Investissement Direct Etranger (IDE) et de l'Investissement Etranger en Portefeuille (IEP). La distinction entre les deux sous-groupes repose sur un choix consensuel. Il s'agit de la part minimale du capital social que doit détenir l'investisseur étranger pour être classé comme investissement étranger direct (IDE) ou investissement étranger en portefeuille (IEP).

La plupart des organismes internationaux tels que la Banque Mondiale, le FMI, la CNUCED, l'OCDE et l'OMC retiennent le seuil de 10 % du capital social. Au-delà de ce seuil

⁴ JAKY.K, "Les choix d'investissement", OP.CIT.P.13.

l'investissement étranger, il est dit "direct". L'investissement étranger en portefeuille (appelé aussi Indirect) est donc tout investissement étranger ne dépassant pas le seuil prédéfini.

2.1. Définition des IDE

La Banque Mondiale définit l'investissement direct étranger comme : "l'acquisition d'un intérêt durable dans la gestion de l'entreprise. L'investissement direct étranger suppose l'intention de détenir un actif pendant quelques années et la volonté d'exercer une influence sur la gestion de cet actif ⁵ ». Ainsi, le FMI définit «l'IDE est effectué dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise exerçant ses activités sur le territoire d'une économie autre que celle de l'investisseur. Le but de ce dernier étant d'avoir un pouvoir de décision effectif dans la gestion de l'entreprise⁶».

En vue d'approfondir les définitions citées auparavant, L'OCDE a donné aux (IDE) la définition suivante: "IDE est une activité par laquelle un investisseur résidant dans un pays obtient un intérêt durable et une influence significative dans la gestion d'une entité résidant dans un autre pays cette opération peut consister à créer une entreprise entièrement nouvelle (investissement de création) ou, plus généralement, à modifier le statut de propriété des entreprises existantes (par le biais de fusions et d'acquisitions). Sont également définis comme des investissements directs étrangers d'autres types de transactions financières entre des entreprises apparentées, notamment le réinvestissement des bénéfices de l'entreprise ayant obtenu l'IDE, ou d'autres transferts en capital⁷». Ces derniers incluent notamment les prêts accordés par une maison-mère à sa filiale implantée à l'étranger.

La littérature économique distingue trois grands types d'IDE⁸:

- L'IDE "à la recherche de marchés» est attiré par les grands marchés caractérisés par un revenu par habitant élevé et un fort potentiel de croissance.
- L'IDE "à la recherche d'actifs» est attiré par les régions dotées de ressources naturelles, de matières premières, de main-d'œuvre non qualifiée à bon marché, de main-d'œuvre qualifiée, d'actifs technologiques et d'infrastructures physiques.

⁵ ILIAS.H, MAACHOU.D ; "INVESTISSEMENT DIRECT ÉTRANGER EN ALGÉRIE ATTRACTIVITÉ ET OPPORTUNITÉS", thèse de Doctorat en Science Économie, Université de Sidi Bel Abbes, septembre 2015, P 02.

⁶ KHALFALLAH.S ; "impact des IDE sur la croissance économique dans les pays : Maroc-Algérie-Tunisie entre la période 1990-2009", mémoire magister, option analyses économie, université de Tlemcen, année 2009/2010. P08.

⁷ Idem

⁸ EL AOUMARI.Z, « L'investissement Direct Etrangère et dynamique de La Croissance », Université de QUEBEC A MONTREAL, mars 2009.

- L'IDE «à la recherche d'efficience» est attiré par certaines régions en fonction du coût ajusté à la productivité des actifs, des coûts de transport et de communications, et des réductions de coûts attribuables à l'agglutination des industries.

2.2. Définition des investissements étrangers de portefeuille (IEP)

Ils consistent à investir par l'acquisition d'actions ou d'obligations dans une entreprise donnée. Ces investissements n'ont pas pour but de prendre le contrôle de la firme en question, il s'agit souvent d'investir à court terme en quête de rendements plus élevés.

IEP : «la somme des acquisitions en toute sorte de titres, effectuées par les investisseurs étrangers. C'est la somme des fonds pays, des certificats de dépôt (nationaux, régionaux ou mondiaux) ou d'autres titres semblables (tels que les bons, les effets commerciaux et autres titres commerciaux) et des parts du capital (actions ou autres) acquis par les investisseurs étrangers».

3. Les branches d'activité en Algérie

3.1. Le secteur des hydrocarbures, d'énergie et des mines

L'Algérie est dotée d'importantes infrastructures et de grandes capacités de production. Ce secteur hydrocarbure a connu des évolutions importantes, depuis l'adoption de la loi n° 91-21 du 4 décembre 1991, modifiant la loi n° 86-14 sur les hydrocarbures et consacrant ainsi l'ouverture de ce secteur à l'investissement étranger. Cette démarche novatrice a donné une véritable impulsion au partenariat⁹.

Plus de 60 contrats d'exploration ont été signés depuis 1992 entre l'entreprise nationale sonatrach et des compagnies pétrolières étrangères. Mis en œuvre dans l'activité exploration sous la forme de contrat de partage de production, le partenariat ne se limite pas à ce domaine, il se prolonge en aval par la création de sociétés mixtes dans les activités de services, de maintenance et d'engineering.

Cette libéralisation du secteur des hydrocarbures élargie aux activités de l'aval pétrolier est renforcée depuis la promulgation de loi n° 05-07 sur hydrocarbures, du 28 avril 2005. Cette loi, bien qu'amendée en 2006, établit la suppression du monopole de l'État dans le secteur, sonatrach devenant du sort une entreprise économique et commerciale entièrement délestée des

⁹ KPMG, Guide investir en Algérie, Édition 2014.

prérogatives d'autorité qui, jusqu'alors ; avaient été siennes et que l'État devait récupérer pour les déléguer à des agences spécialement créées à cet effet¹⁰.

L'année 2002 a vu l'approbation et la promulgation de la loi sur l'électricité et la distribution du gaz. Cette loi, qui instaure le régime de la concession de la distribution de l'électricité et du gaz, permet également l'investissement privé dans la production de l'électricité et de la vente de l'énergie.

Ce secteur est toujours dominé par le groupe public sonelgaz qui compte près de 5 millions d'abonnés pour l'électricité et 1.5 million pour le gaz naturel. Sa capacité de production électrique est de 6000 mégawatts¹¹.

Concernant les mines, les résultats ne sont pas d'accord avec la réalité présente, c'est-à-dire par rapport aux potentialités de l'Algérie en ressource minière. Pour amener les investisseurs à s'intéresser à l'exploitation de ces ressources, l'Algérie a adopté, le 3 juillet 2001, une nouvelle loi minière qui encourage l'investissement des nationaux et des étrangers. Le 24 février 2014, une nouvelle loi minière fut publiée abrogeant l'ancienne.

Cette loi définit de façon plus claire et simplifiée les conditions juridiques d'exercice de l'activité minière en Algérie et prévoit un régime fiscal particulier pour les entreprises minières. Ce qui n'était pas le cas dans l'ancienne loi.

3.2. Secteur industriel

Dès les premières années de son indépendance, l'Algérie a accordé la priorité à la mise en place d'une base industrielle publique diversifiée, dont la production était exclusivement destinée au marché intérieur.

La libération de l'économie nationale, amorcée au début des années 1990, a mis l'entreprise publique face à des situations concurrentielles auxquelles elle n'était pas préparée.

Dans le même temps, le secteur industriel privé a commencé à se développer, à la faveur d'un nouveau dispositif législatif et réglementaire mis en place, notamment, par la loi n° 88-25 du 12 juillet 1988 relative à l'orientation des investissements économiques privés nationaux.

¹⁰ KPMG, Guide investir en Algérie, Édition 2015.

¹¹ KPMG, Guide investir en Algérie, Édition 2017.

3.3. Secteur télécommunication

Le secteur des télécommunications a connu des mutations considérables. L'ouverture du secteur au capital privé, local et étranger a débuté en 2001. Dans cette perspective, l'Algérie s'est dotée d'une autorité de régulation, l'Autorité de Régulation de La Poste et des Télécommunications (ARPT), assurant la régulation du secteur, le gouvernement a engagé en outre de nombreuses mesures dans le but de développer et d'améliorer les technologies de réseau des télécommunications.

Cette institution est chargée de veiller¹² :

- À la transparence et à garantir une concurrence loyale entre opérateurs ;
- Au respect des aspects réglementaires et législatifs ;
- Au contrôle et à la tarification de toutes les transactions.

Selon le bilan de l'Autorité de régulation de La Poste et des télécommunications le marché des télécoms en Algérie a connu, durant le premier trimestre de l'année 2016, une "nette progression" avec un chiffre d'affaires de 97 milliards de DA contre 87 milliards de DA durant le premier trimestre de 2015¹³,

Téléphonie fixe, les informations communiquées par l'opérateur Algérie Télécom, et auditées par l'Autorité de régulation, font état de 3,4 millions d'abonnés à fin mars 2016 dont 87 % sont des particuliers contre 3,268 millions à fin 2015, soit une évolution de 4,20 %¹⁴.

Selon ARPT¹⁵, près de 47 millions d'Algériens disposent d'un téléphone mobile en 2016, contre un peu plus de 43 millions, en 2015. Soit une évolution de "8,48 %", faisant de l'Algérie l'un des marchés les plus attractifs du Maghreb et de l'ensemble du continent africain. Le secteur des télécommunications est aujourd'hui dominé par trois acteurs¹⁶ : Djezzy, qui détient 52 % de part de marché, Mobilis (29 %) et Nedjma (19 %).

¹² MDPPI ; Investir en Algérie ; 2004

¹³ <http://www.radioalgerie.dz/news/fr/article/20160523/78397.html> le 14/05/2017.

¹⁴ Idem

¹⁵ BENDRIS.M ; Bilan de l'ARPT: 47 millions d'abonnés dans le marché de la téléphonie mobile <http://dia-algerie.com/bilan-de-larpt-47-millions-dabonnes-marche-de-telephonie-mobile/> le 15/05/2017.

¹⁶ Télécommunications <http://fre.mazars.dz/Accueil/Notre-expertise/Secteurs-d-activite2/Telecommunications> le 15/05/2017.

Le parc abonné internet est passé¹⁷ de 10,1 millions abonnés en 2014 à 21,4 millions abonnés à fin mars 2016, dont 19 millions abonnés enregistrés pour l'internet mobile, 1,89 million pour l'ADSL et 554.903 pour les 4G LTE.

La télé densité Internet fixe et mobile est de 71,17 %, le nombre total d'abonnés souscrits à l'internet fixe et mobile a subi une augmentation de 10,592 millions d'abonnés à fin décembre 2016 par rapport à 2015, qui par la migration des abonnés GSM vers les réseaux 3G et 4G.

Il est à noter que 90,32 % des abonnés Internet sont des abonnés mobiles (26,680 millions abonnés), contre 9,68 % d'abonnés internet fixes.

3.4. Le Secteur bancaire et financier

L'ordonnance n° 2013-544 du 27 juin 2013, le statut juridique des établissements du secteur bancaire agréés par l'Autorité de Contrôle prudentiel et de Résolution (ACPR) a évolué. Précédemment, depuis la loi bancaire de 1984, les Établissements de Crédit étaient répartis en trois statuts : les Banques, les Sociétés Financières et des Institutions Financières Spécialisés. Désormais, on distingue les trois statuts suivants¹⁸:

- Établissement de crédit : banques commerciales, mutualistes et coopératives.
- Société de financement, pour les anciennes Sociétés Financières ayant déposé une demande d'agrément pour ce statut.

• Établissement de crédit spécialisé (ECS) pour les autres établissements bancaires. À la Réunion, 22 établissements sont installés au 31 décembre 2014, soumis à la loi bancaire et participante au système d'intermédiation financière de l'île (collecte des dépôts et financement de l'économie). 11 ont le statut d'établissements de crédit, 6 celui d'établissements de crédit spécialisés et 5 celui de sociétés de financement. La diminution du nombre d'établissements enregistrée entre 2010 et 2014 s'explique par la disparition de DEXIA et la fusion opérée par le Groupe General Electric Compagnie entre SOREFI et REUNIBAIL en 2013. En marge de ces établissements bancaires, on dénombre également la Caisse des Dépôts et consignations, établissement public à statut particulier : "institution financière internationale".

¹⁷ Télécommunications <http://fre.mazars.dz/Accueil/Notre-expertise/Secteurs-d-activite2/Telecommunications> le 15/05/2017.

¹⁸ <http://www.iedom.fr/la-reunion/banques/systeme-bancaire-et-financier-presentation-328.html> le 16/05/2017

D'autres établissements interviennent sporadiquement dans le département, ou de manière plus régulière, comme notamment les sociétés du groupe Crédit Agricole spécialisées dans le crédit-bail ou l'affacturage (Euro factor).

3.5. Le secteur agricole

Délaissée en raison de l'attrait de la main-d'œuvre par les autres secteurs d'activité et pénalisée par une faible pluviométrie, l'agriculture qui employait 25 % de la population active, mais ne représentait qu'un faible pourcentage du PNB enregistre un regain d'intérêt, principalement pour les cultures destinées à l'exportation, telles que les agrumes, le vignoble, la tomate industrielle, les olives et les dattes. Toutefois, la faible productivité a rendu l'importation de denrées alimentaires nécessaire¹⁹.

Les principales cultures sont le blé et l'orge. L'Algérie cultive également des pommes de terre, des vignes et des agrumes.

3.6. Le secteur de tourisme

Depuis l'année 2001 le secteur du tourisme en Algérie s'apprête à faire ses premiers pas, après une période noire durant les années 1990 pendant laquelle le tourisme fût mis entre parenthèses, et qui a retardée le développement des infrastructures et découragé bon nombre de touristes d'y séjourner.

Le tourisme algérien est actuellement destiné en grande partie aux hommes d'affaires. Le développement de l'infrastructure touristique commence à se faire ressentir. La majorité des compagnies aériennes desservent aujourd'hui l'Algérie, ainsi que les ferries. Le parc hôtelier national comprend soit, des hôtels de luxe soient chambres d'hôtels modestes. Au cours du premier semestre de l'année 2012, l'Algérie a accueilli 1,498 millions de touristes, soit un taux de croissance estimé à 25 % par rapport à la même période l'année 2011, selon l'office national du tourisme, l'Algérie table sur 347 millions de dollars de revenus touristiques en 2014.

D'après les autorités algériennes, "la capitale connaîtra un saut qualitatif en termes de capacité d'accueil", grâce à la construction d'hôtels et autres complexes touristiques. Une fois

¹⁹ MDPPI, Investir en Algérie, Édition 2004.

ces projets menés à bien, le secteur hôtelier dans la capitale passera de 19 000 à 50 000 lits de cette année, selon le gouvernement algérien²⁰.

Après avoir les différentes définitions de l'investissement on peut dire que l'investissement est l'engagement d'un capital dans une opération de laquelle on attend des gains futurs, étalés dans le temps, avec un objectif de création de valeur.

Section 02 : La réglementation et la promotion des investissements en Algérie

Dans cette section nous allons voir l'évolution de la réglementation, les facteurs d'attractivité des investissements en Algérie ainsi qu'un éclaircissement sur la place de l'Algérie au niveau continental et mondial.

1. L'évolution de la réglementation des investissements en Algérie

L'investissement étranger en Algérie a fait l'objet de plusieurs textes juridiques

1.1. Les codes dans la période de l'économie planifiée

1.1.1. Le code de 1963 Lois N° 63-277

Le premier code qui a été promulgué par l'État algérien date de 26/07/1963. Il définit les garanties générales et particulières accordées aux investissements productifs en Algérie, les droits, les obligations et les avantages qui s'y rattachent ainsi que le cadre général des interventions de l'État dans le domaine des investissements. Les garanties et les avantages prévus par ce code s'appliquaient aux investissements étrangers.

L'article 23 de ce code dispose "l'État intervient par le moyen des investissements publics, en créant des sociétés nationales, ou des sociétés d'économie mixte avec la participation du capital étranger ou national, pour réunir les conditions nécessaires à la réalisation d'une économie socialiste spécialement dans les secteurs d'activités présentant une importance vitale pour l'économie nationale »²¹.

²⁰ www.jeunefrique.com/332672/economie/lalgerie-veut-attirer-touristes-etrangers-facilitant-lobtention-visas/ le 19/07/2017.

²¹ Article 23, loi n° 63-277, du 26/07/1963 portant code des investissements, Journal officiel n° 53, p.775.

1.1.2. Le code 1966 l'ordonnance N° 66-284

Après l'échec du premier code, l'État a été forcé de promulguer un autre code en 15/09/1966. Ce dernier délimite le cadre dans lequel est organisée l'intervention du capital privé dans les diverses branches d'activité économique²².

Il définit la politique gouvernementale en matière d'investissement privé, il vise les opérations en capitale susceptible d'être réalisée au profit de l'économie nationale

1.1.3. Le code de 1982 (la loi n°82-11 modifier et complétée par la loi 86-13)

C'est le troisième code de l'investissement, il a été destiné aux investisseurs privés nationaux, le capital engrangé était régie par la loi n° 82-11 du 21/08/1982 modifié par la loi du 19/08/1986 qui fait référence aux sociétés mixtes. Mais ce dernier texte n'a pas suscité un grand intérêt de la part des sociétés étrangères du fait que d'abord, le capital de la société était composé selon le ratio 51 /49 en faveur du secteur public, c'est la raison pour que cette loi soit un échec

1.2. Les codes après la période de l'économie planifiée

1.2.1. Le code 1993 (le décret législatif n° 93-12)

Ce code date du 05/10 /1993, il repose sur les principes fondamentaux suivants :

- Liberté d'investir pour les résidents et non-résidents,
- Déclaration d'investissement comme procédure simplifiée,
- Affirmation des garanties de Transfert du capital investi et son bénéfice ainsi que la garantie de recours à l'arbitrage international.
- Institution du dispositif d'encouragement et d'incitation à l'investissement fondé sur le régime général et le régime particulier.

À partir de ce code que les libéralisations ont commencé d'assurer les investisseurs.

1.2.2. L'ordonnance du 01-03 du 20aout 2001

L'ordonnance du 20/08/2001 a été promulguée pour pallier aux résultats décevants en matière d'investissement étranger et de rendre le cadre de l'investissement en Algérie plus attractif, est simplifier les formalités administratives liées à l'investissement.

²²Article 3, Ordonnance n° 66-284, du 15/09/1966 portant code des investissements, Journal officiel n° 80, p. 901.

Par cette loi l'État Algérien a décidé de créer des organes pour accompagner, les investisseurs, et ces organes sont :

- L'agence nationale de développement de l'investissement (ANDI), elle a été créée par l'article 21 de cette ordonnance.
- Le conseil national de l'investissement (CNI), il a été créé par l'article 21 de cette ordonnance.
- Le guichet unique a été créé par l'article 23 de cette ordonnance.

1.2.3. L'ordonnance N° 06-08

L'ordonnance du 15/07/2006, elle est le prolongement de l'ordonnance n°01-03 ; elle vise la simplification des procédures et la réduction des délais d'études des dossiers d'avantages pour les investisseurs qui sont à la charge de l'ANDI.

1.2.4. L'ordonnance N° 09-01 de la loi de finances complémentaire de 2009

Cette ordonnance a pour objectif d'encadrer des investissements étrangers "voir annexe N° 07".

- La généralisation de l'obligation de la procédure de déclaration de l'ANDI à tous les IDE en partenariat
- Dans tout l'investissement réalisé en Algérie, la participation au partenariat étranger est limitée à 49 % du capital social, le reste étant détenu par des résidents algériens.

1.2.5. La loi 16-09

Elle a été adoptée d'abord, par l'APN en juin 2016 puis, par le conseil de la nation en juillet 2016 et enfin, publiée au journal officiel du 03/08/2016 ; elle a pour préciser et/ou modifier certains dispositifs prévus par l'ancienne législation.

Parmi les dispositions de l'ordonnance n° 01-03 qui sont reprises on trouve la règle du 49/51 et d'autres dispositions ont été supprimées, sans être reprises dans la loi 16-09 ou dans la loi de finance 2016 telles que : l'obligation pour les investissements étrangers de générer une balance en devises excédentaires au profit de l'Algérie pendant toute la durée du projet.

2. Les institutions chargées de la promotion des investissements

La mise en œuvre des avantages accordés par la loi relative au développement des investissements est assurée par le conseil national de l'investissement, l'Agence Nationale de développement de l'investissement et le guichet unique.

2.1.Le Conseil National d'Investissement

Le conseil national de l'investissement (CNI) est géré par le ministre chargé de la promotion de l'investissement. Elle est placée sous l'autorité du chef du gouvernement qui en assure la présidence. Il a une fonction de proposition et d'étude et dotée, également, d'un véritable pouvoir de décision. Ses principales missions sont comme suit²³ :

- La priorité est de proposer des stratégies pour le développement de l'investissement;
- Proposer l'adaptation, aux évolutions constatées, des mesures d'incitation pour l'investissement;
- Proposer au gouvernement toutes les décisions et mesures nécessaires à la mise en œuvre du dispositif de soutien et d'encouragement de l'investisseur;
- Étudier certaines propositions d'institution de nouveaux avantages.

De plus, le CNI évaluer le crédit nécessaire à la couverture du programme national de promotion de l'investissement, encourage la création d'institution et d'instruments financiers adaptés, ainsi que toute autres question en rapport avec l'investissement²⁴. Le conseil n'est pas une autorité administrative indépendante, ses décisions ne s'adressent pas à l'investisseur directement, mais sont destinées aux autorités en charge de la mise en œuvre des textes sur la promotion de l'investissement, et spécialement à l'ANDI.

²³ Décret exécutif n° 01-281 du 24 septembre 2001, relatif à la composition, à l'organisation et au fonctionnement du Conseil national de l'investissement, journal officiel n° 55 du 26 septembre 2001.

²⁴ Article 19- 20 de l'ordonnance 01-03, du 20 aout 2001 », relative au développement de l'investissement, Op.cit.

2.2.L'Agence Nationale de Développement de l'Investissement (ANDI)

ANDI est un établissement public à caractère administratif doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Elle est placée sous la tutelle du ministre chargé de la promotion des investissements²⁵.

Ses principales missions sont les suivantes²⁶:

- D'assurer la promotion, le développement et le suivi des investissements ;
- D'accueillir, d'informer et d'assister les investisseurs ;
- De faciliter l'accomplissement des formalités de constitution des sociétés ;
- De faciliter les projets d'investissement à travers les prestations du guichet unique décentralisé ;
- D'octroyer les avantages liés à l'investissement dans le cadre du dispositif en vigueur;
- De gérer des fonds d'appui à l'investissement ;
- D'assurer le respect des engagements souscrits par les investisseurs durant la phase d'exonération.

Par ailleurs, elle a pour mission de dynamiser le traitement des demandes d'avantages pour les investisseurs. Elle peut, en contrepartie des frais de traitement des dossiers, percevoir une redevance versée par les investisseurs²⁷.

2.3.Le guichet unique

Il est créé, au sein de l'ANDI, un guichet unique regroupant les administrations et organismes concernés par l'investissement. Les décisions du guichet unique sont opposables aux administrations concernées. Son objectif est d'assurer, par sa coordination avec les administrations concernées, l'allégement et la simplification des procédures et formalités de constitution des sociétés et de réalisation des projets.

²⁵ KPMG, Guide Investir en Algérie, Édition 2015. P33

²⁶ KPMG, Guide Investir en Algérie, Édition 2011.

²⁷ Guide fiscale de l'investisseur, année 2013. P23.

2.4. Le fonds d'appui à l'investissement

Le fonds d'appui à l'investissement fait partie de ces instruments financiers mis en place dans le cadre de l'ordonnance du 20 août 2001 relative au développement de l'investissement²⁸.

Ce fonds est créé au sein de l'ANDI. Il est destiné à financer la prise en charge de la contribution de l'État dans le coût des avantages consentis aux investisseurs, notamment les dépenses au titre des travaux d'infrastructures nécessaires à la réalisation de l'investissement. Une nomenclature des dépenses susceptibles d'être imputées à ce compte est fixée par arrêté.

3. Les garanties accordées aux investisseurs

- Tout investisseur qu'il soit une personne physique ou morale reçoit un traitement identique à celui de la personne physique ou morale algérienne eu égard aux droits et obligations en relation avec l'investissement. L'investisseur étranger reçoit le même traitement sous réserve des dispositions des conventions conclues par l'État Algérien avec les États dont il est ressortissant.

- Les révisions ou abrogations susceptibles d'intervenir à l'avenir ne s'appliquent pas aux investissements réalisés dans le cadre de l'ordonnance n° 01/03 du 20 Août 2001, modifiée et complétée, relative au développement de l'investissement à moins que l'investisseur ne la demande expressément.

- Les investissements réalisés dans le cadre de l'ordonnance relative au développement de l'investissement ne peuvent faire l'objet de réquisition par voie administrative, sauf dans les cas prévus par la législation en vigueur. La réquisition donne lieu à une indemnisation juste et équitable.

- Tout différend entre l'investisseur étranger et l'État Algérien sera soumis aux juridictions compétentes sauf, conventions bilatérales ou multilatérales conclues par l'État Algérien, relatives à la conciliation et à l'arbitrage ou accords spécifiques stipulant une clause compromissoire ou permettant aux parties de convenir d'un compromis par arbitrage ad hoc.

- Sont maintenus les droits acquis par les investisseurs en ce qui concerne les avantages dont ils bénéficient en vertu des législations instituant des mesures d'encouragement aux

²⁸ ZOUITEN.A, « L'investissement En Droit Algérien », Thèse De Doctorat, Université Des Frères Mentouri Constantine, année 2014/2015. P221.

investissements lesquels avantages demeurent en vigueur jusqu'à expiration de la durée, et aux conditions pour lesquelles ils ont été accordés.

- Les investissements réalisés à partir d'apports en capital au moyen de devises librement convertibles, régulièrement cotés par la banque d'Algérie et dont l'importation est dûment constatée par cette dernière, bénéficient de la garantie de transfert du capital investi et des revenus qui en découlent.

- Cette garantie porte également sur les produits réels nets de la cession ou la liquidation, même si le montant est supérieur au capital initialement investi.

4. Les Règles régissant les Investissements Directs Etrangers

Pour réaliser un projet d'investissement en Algérie, l'investisseur étranger doit nécessairement respecter les nouvelles règles édictées par la législation en vigueur, à savoir²⁹:

- Obligation de réalisation de l'investissement étranger dans le cadre d'un partenariat, public ou privé, dans lequel l'actionnariat national résident détiendra au moins 51 % du capital social.

- Obligation de présentation d'une balance en devises excédentaires au profit de l'Algérie, pendant toute la durée de vie, du projet pour les investissements étrangers directs ou en partenariat ;

- Obligation de recours aux banques et établissements financiers locaux pour le financement des investissements étrangers, directs ou en partenariat, à l'exception de la constitution du capital ;

Toute opération de cession de participations des actionnaires étrangères ou au profit d'actionnaires étrangers est subordonnée à la présentation d'une attestation de renonciation à l'exercice du droit de préemption en cas de renonciation de l'État à l'exercice de son droit.

Cette attestation est délivrée par les services compétents du ministre chargé de l'Industrie après délibération du Conseil des Participations de l'État.

L'État ou les entreprises publiques conservent le droit de racheter les actions ou parts sociales de la société concernée par la cession directe ou indirecte;

²⁹ Guide fiscale de l'investisseur, édition 2015. P20.

- Obligation pour les personnes morales de droit étranger, possédants des actions dans des sociétés établies en Algérie, de communiquer annuellement la liste de leurs actionnaires authentifiée par les services en charge de la gestion du registre de commerce de l'État de résidence.

Notre pays ne fait pas exception à cette règle. Depuis au moins le début des années 1990, plusieurs lois ont été promulguées pour capter les investissements. Nous avons mis le point sur les tentatives de son ouverture vers l'extérieur et son niveau d'attractivité des investissements en général.

Section 03 : Les investissements (investissement local et IDE) et la croissance économique en Algérie

L'investissement constitue un élément principal dans le processus de développement et de la croissance économique de tout pays, son rapport avec la dynamique économique est tellement important qu'il conditionne l'amélioration de la croissance et la compétitivité économique.

1. Les investissements sur la croissance économie en Algérie

1.1. Les effets positifs des investissements sur la croissance économique

L'investissement a un double effet positif sur la croissance. Nous verrons dans un premier temps qu'il y a un effet d'offre qui est source de croissance et dans un second temps nous verrons qu'un effet de demande la favorise lui aussi. L'investissement de capacité permet d'augmenter le capital fixe, et de productivité permet d'accroître l'efficacité du facteur travail et/ou du facteur capital (cette dernière grâce aux innovations le plus souvent). La combinaison de ces deux types d'investissements permet de faire baisser les coûts unitaires de production. Les investissements de productivité de l'entreprise pourront améliorer sa compétitivité hors prix et grâce à cela elle pourra "conserver ou accroître sa part de marché".

D'un point de vue conjoncturel une reprise durable est difficile à envisager sans une reprise de l'investissement, car l'investissement est d'une part un des deux composantes de la demande intérieure (l'autre étant la consommation finale) et un poste essentiel pour certains secteurs, ceux produisant des biens d'équipement, ainsi que pour le bâtiment. Cet effet de l'investissement sur la demande a été formalisé par Keynes dans le mécanisme du multiplicateur.

L'investissement est le moteur de l'innovation donc du progrès technique (ensemble des méthodes de production permettant d'accroître la productivité des facteurs de production). En effet, les entreprises intègrent les innovations dans leur système de production ce qui leur permet d'accroître leur compétitivité prix et leur compétitivité hors prix.

L'Algérie, on peut avancer que les facteurs qui expliquent davantage la croissance, sont l'investissement domestique et les exportations. En effet, ces deux variables présentent un niveau de significativité assez élevé. Le capital humain n'est significatif qu'à 10 % alors que l'IDE, bien qu'il soit de signe positif, n'est pas pour autant significatif. La concentration de l'IDE dans le secteur de l'énergie dans ces deux pays 25 pourrait justifier un tel constat. Surtout que la CNUCED (2005) indique que "l'IDE dans les secteurs pétroliers et miniers tend à être plus instable que dans d'autres secteurs, en particulier l'industrie, compte tenu de l'intensité capitalistique des projets, conjuguée à la sensibilité des bénéfices aux prix mondiaux des matières premières. Par ailleurs, dans ces secteurs, une forte croissance peut souvent prendre la forme d'un boum aux conséquences potentiellement néfastes pour l'investissement dans d'autres secteurs"

1.2. Les effets négatifs des investissements sur la croissance économique

Tous les effets de l'investissement ne sont pas favorables à la croissance économique. En effet, l'investissement est sans doute l'une des sources des fluctuations de la croissance du PIB, et on constate également que ces effets sur la productivité se produisent avec retard, engendrant au passage quelques inconvénients.

D'une part, l'investissement sur réagit par rapport à la demande et rend la croissance irrégulière. Lorsque la demande augmente, les entreprises investissent pour répondre à cette augmentation. Mais si le rythme d'augmentation de cette demande ralentit, alors les entreprises vont avoir des surcapacités de production, ce qui engendre une forte diminution de l'investissement. C'est ce qu'on appelle l'effet accélérateur.

Les investissements en Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication n'ont pas d'autre part provoqué immédiatement l'amélioration de l'offre espérée : c'est le paradoxe de la productivité. L'efficacité de la combinaison productive a mis du temps à s'améliorer, peut-être à cause de difficultés d'adéquation entre les nouvelles technologies, l'organisation des entreprises et la formation du personnel.

Comme souvent, les victimes de ces transformations indispensables sont les salariés les moins qualifiés et les moins protégés, ceux qui n'ont comme seuls protecteurs que la collectivité publique, quand celle-ci prend ses responsabilités.

L'Algérie ressort des résultats que toutes les variables sont significatives et ont le signe attendu. Le coefficient de l'investissement est positif et significatif à 5 %. Dès lors, on stipule que l'investissement dans ce pays contribue à l'accumulation du capital physique. Toutefois, on ne peut pas affirmer s'il s'agit bien d'une relation de complémentarité entre l'investissement et l'investissement domestique dans ce pays.

2. Les obstacles des investissements en Algérie

L'Algérie est un marché alléchant avec des atouts que beaucoup de pays lui envient le coût réduit de l'énergie et de la main d'œuvre, sa démographie 70 % de la population à moins de 30 ans. Malgré sa bonne situation financière, l'Algérie n'a pas su attirer les compagnies étrangères et relancer l'investissement local. Le rapport de la banque mondiale de l'année 2017, sur le climat mondial des affaires, l'Algérie a été classée la 156^e place en matière de facilités accordées pour la création d'entreprises³⁰. Plusieurs obstacles freinent l'investissement en Algérie : parmi ces obstacles :

2.1. L'absence de visibilité

L'absence de visibilité est l'un des facteurs dissuasifs à l'investissement. Par ailleurs, les données statistiques restent insuffisantes pour cerner les segments de marché et l'économie en général.

2.2. La taille du marché

Le marché algérien reste de petite taille, en comparaison avec celui du Maroc et de l'Égypte et insignifiant si on le compare avec celui de l'Inde et de la Chine. Un marché plus étendu comme celui favorisé par l'intégration maghrébine ou bien l'adhésion à une zone de libre-échange comme le projet de l'union pour la méditerranée propose par le président actuel de l'Union européenne pour une durée de 6 mois, permettrait de rendre plus incitatifs les investissements.

³⁰ <http://français.doingbusiness.org/data/exploreeconomies/algeria> Le 05/08/2017.

2.3. Problème d'accès aux infrastructures en Algérie

Des experts du Forum économique mondial dans leur dernier rapport (avril 2009) parlent de plusieurs obstacles qui freinent l'investissement lié aux infrastructures comme les ruptures dans la distribution de l'énergie et de l'eau. Les approvisionnements en matières premières et les difficultés de transport des marchandises ainsi que la difficulté d'accès aux réseaux d'infrastructure et les lenteurs des délais, avec tous les problèmes d'accès au foncier. Une entreprise perd plus d'une année à attendre pour avoir toute les commodités indispensables à son activité comme l'eau, téléphone, énergie, réseau routier...Etc. même si cela semble minime ce problème peut décourager une entreprise à s'installer en Algérie ou bien influencer sa décision et se tourner vers d'autre pays comme le Maroc ou la Tunisie qui sont plus performante.

2.4.Faible protection des investissements

L'Algérie est perçue comme un état moyen en matière de protection des investissements. Le rapport de la BM a établi une notation de 0 à 10 qui met en exergue la transparence des transactions, le droit des actionnaires à poursuivre les administrateurs et directeurs pour faute professionnelle. Le coût de la mise en faillite par exemple représente 4 % du patrimoine et dure parfois plus de 2 ans.

2.5. Déficit d'image et de communication

Malgré les importantes réformes mises en place par les autorités, l'Algérie enregistre un considérable déficit d'image à l'extérieur. En effet, le milieu des affaires étrangères à généralement une méconnaissance des nouvelles réglementations adoptées afin de libéraliser l'économie et de mettre en valeur le potentiel d'investissement que recèle le pays³¹.

Nous pouvons dire que les investissements sont devenus une source importante de développement économique et modernisation de croissance des revenus et d'emplois.

³¹ AMOKRANE.A, « les facteurs d'attractivité des investissements direct étrangers en Algérie : aperçu comparatif aux autres pays de Maghreb », Mémoire de Magister, option Monnaie-Finance-Banque; université de Tizi-Ouzou, 27/06/2012. P143

Conclusion

Les investissements sont d'un enjeu majeur et d'une grande importance pour les pays en développement. Ils traduisent la confiance des investisseurs dans l'économie d'un pays. Les études économétriques mettent en avant une panoplie de déterminants de la localisation et de l'attractivité des capitaux.

Dans ce chapitre, nous avons essayé de représenter notion générale des investissements, et la réglementation et la promotion des investissements en Algérie, ainsi l'impact des investissements sur la croissance économique.

Chapitre III
Les facteurs déterminants de l'attractivité
dans les deux wilayas (Bejaia et BBA)

Le secteur industriel occupe une place importante dans l'activité économique, notre travail à intéresse aux facteurs pouvons jouer un rôle important dans la localisation des entreprises. Ainsi, nous avons structuré ce chapitre, en trois sections tout d'abord, on va présenter la wilaya de Bejaia et celle de BBA, où nous allons présenter la situation géographique, la démographique, les infrastructures de base et les secteurs industriels implanter dans la région, en suite nous avons présenté l'enquête de terrain et analysé les résultats obtenus dans les deux wilayas, et enfin nous dégagerons existence de la dynamique des facteurs d'attractivité.

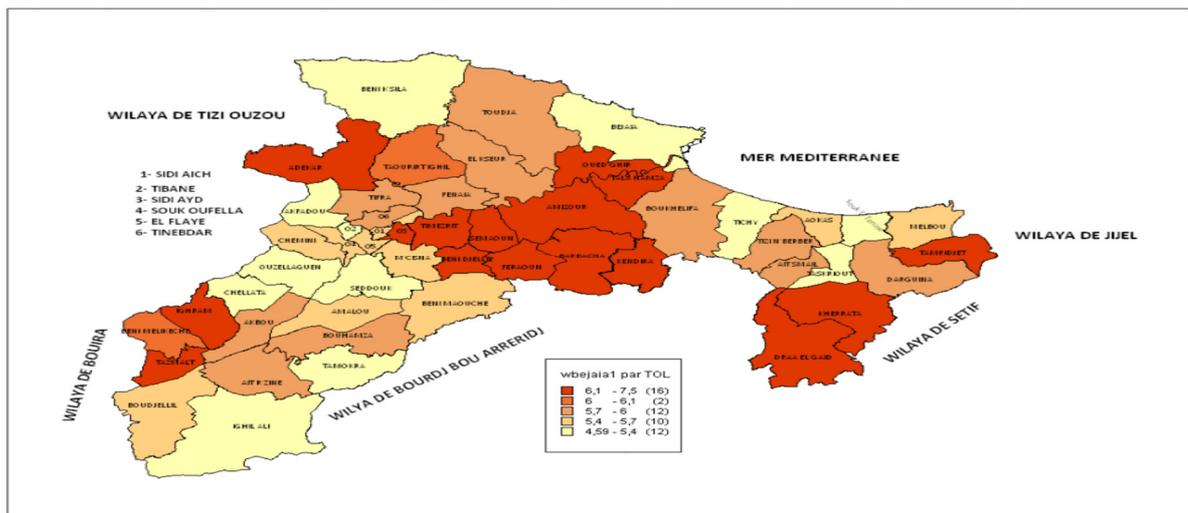
Section 01 : présentation de la wilaya de Bejaia

1. Présentation géographique de la wilaya

La wilaya de Bejaia est une wilaya (province) algérienne, située au nord du pays. Dans la région de la Kabyle sur sa côte méditerranéenne. La wilaya de Bejaia, qui occupe une surface de 3223.5 km², elle est diverse administrativement en 19 daïras et 52 communes et limitée par :

- La mer méditerranée au Nord ;
- La wilaya de Jijel à l'Est ;
- Les wilayas de Sétif et Bordj-Bou-Arreidj au Sud ;
- Les wilayas de Tizi-Ouzou et Bouira à l'Ouest.

Figure N° 03 : La carte découpage administratif de la wilaya de Bejaia



Source : données du DPSB.

1.1.Le relief

Le territoire de la wilaya de Bejaia est marqué par la prédominance des montagnes. On peut distinguer trois ensembles des reliefs¹:

- L'ensemble des montagnes occupe 75 % soit (3/4) de la superficie totale de la Wilaya. Elle est constituée des chaînes des Bibans, Babors et Djurdjura.

- L'ensemble des piémonts constitué d'une succession de collines, il apparaît moins accidenté que la zone de montagne. Il représente la zone intermédiaire entre la plaine et la montagne.

- L'ensemble des plaines: composé des plaines de la vallée de la Soummam qui apparaît comme une bande sinueuse de 80 Kms de long sur une largeur maximale de 04 Kms et la plaine côtière qui sépare la mer et la chaîne des babors, elle se présente comme une bande étroite qui s'étend de l'embouchure de Oued Soummam à celui de Oued Agrioun soit une trentaine de Kilomètres.

1.2.Le climat

Le climat de la wilaya de Bejaia varie d'une zone à une autre. La zone littorale et la vallée de la Soummam jouissent d'un climat pluvieux et doux en hivers, sec et chaud en été.

Le climat des zones de montagnes est caractérisé par un été sec et chaud et un hiver pluvieux et froid, la température atteint parfois 0 c° et moins ce qui s'accompagne par la chute de neige².

2. Présentation démographique (les ressources humaines)

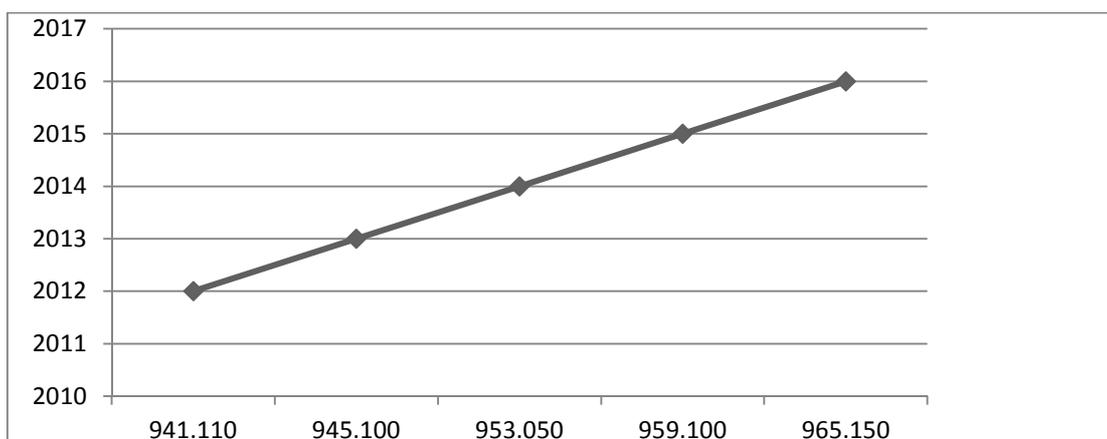
Selon l'annuaire statistique de la wilaya de Bejaia (la fin de l'année 2016), la population totale a atteint 965 150 individus, contre 959 100 individus en 2015, soit une évolution d'environ 0,63 %.

La figure suivante retrace l'évolution de la population de la wilaya de Bejaia depuis 2012 à 2016.

¹ Annuaire statistique de la wilaya de Bejaia 2015, DPSB

² Idem.

Figure N° 04: Évolution de la population de la wilaya de Bejaia de 2012 à 2016



Source : réalisé à partir des données de la DPSB.

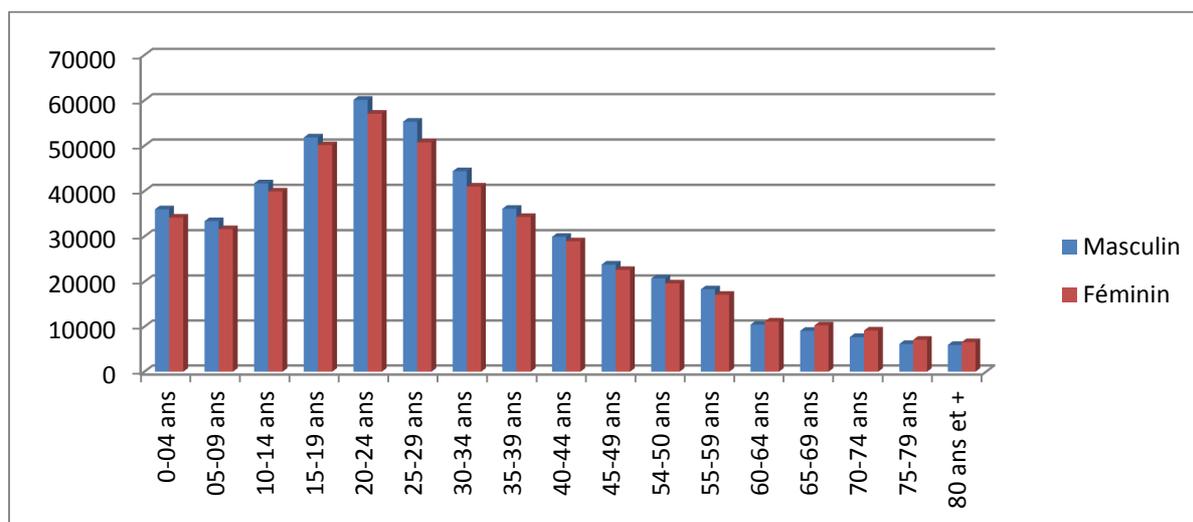
a. La structure de la population

Concernant la structure de la population, appréciée par genre et par tranche, on trouve un certain équilibre au niveau de la répartition par genre (50.97 % hommes, 49.03 % femmes).

Le tableau suivant représente la répartition de la population d'âge pour l'année 2016.

Le graphique suivant représente la répartition de la population par tranche d'âge pour l'année 2016.

Figure N°05: La répartition de la population par tranche d'âge en 2016



Source : réalisé à partir des données DPSB, 2015.

D'après ce tableau nous pouvons constater 3 catégories :

- Population scolarisable : 04-19 ans : 318940 soit 33.05 % de la population totale,
- Population : 20-60 ans : 560805 soit 58.10 % de la population totale,
- Population de plus de 60 ans : 85405 soit 8.85 % de la population totale.

Concernant la composition de la population de la wilaya de Bejaia, la tranche d'âge la plus dominante en 2016 est celle qui varie entre [10-35 ans], elle s'élève à 492 825 personnes près (51 %), dont sont 238 970 de sexe féminin (48,48 %).

3. La population active

La population active de la wilaya de Bejaia à la fin de l'année 2015 représente environ de 40 % de la population totale de la wilaya soit 383 650 personnes, la population occupée elle est estimée à 337 615 personnes, enregistrant ainsi un taux de chômage de 12 %.³

Le tableau suivant représenté la population active dans la wilaya la fin de l'année 2015

Tableau N° 02 : Estimation de l'emploi de la wilaya de Bejaia a la fin de l'année 2015

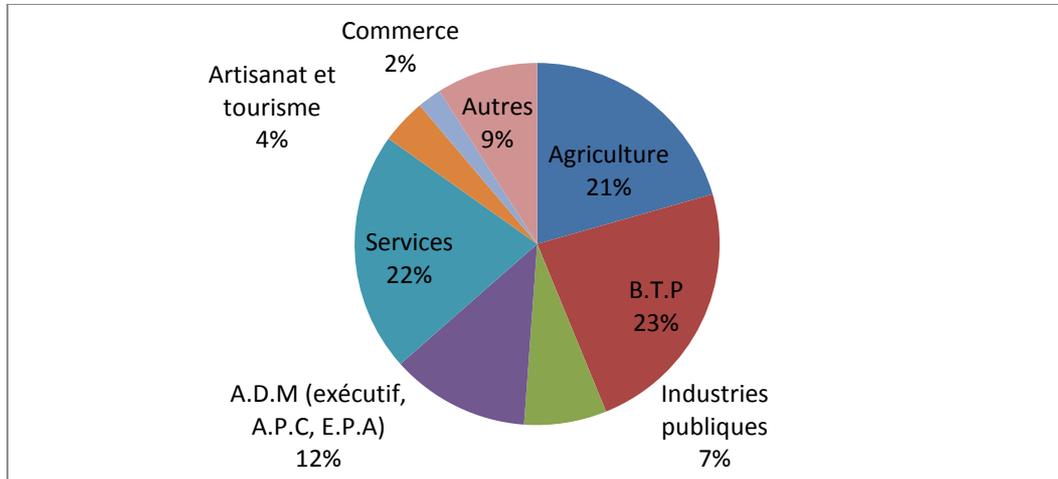
Désignation	Données arrêtées Au 31/12/2015
Population active	383 650
Taux d'activité	40 %
Population active occupée	337 615
Taux de chômage	12 %

Source : DPSB.

³ Annuaire statistique de la wilaya de Bejaia

La figure suivante représente la répartition de la population active par secteur d'activité pour l'année 2015.

Figure N° 06 : La répartition de la population active occupée par les grands secteurs



Source : établir à partir des données DPSB, 2015.

Le secteur BTP occupe 23,26 % de la population active, 21,43 % dans le secteur service, suivi l'agriculture avec 20,57 %, ADM soit 12,30 % et seulement 2,12 % dans le secteur commercial.

4. L'éducation et la formation dans la wilaya de Bejaia

En 2015, la wilaya dispose de 560 établissements primaires répartis tout au long de son territoire et abritant plus de 81 712 élèves dont 48.20 % sont des filles, 156 CEM (Collège d'Enseignement moyen) formant plus de 59 342 élèves dont 48.21 % de filles, et de 56 lycées abritant plus de 38 542 élèves dont 56.88 % de l'effectif est constitué de filles. Ces données ont permis à la wilaya d'enregistrer un taux de scolarisation de 98.52 % des enfants âgés de 6 ans, 95.16 % des enfants ayant entre 6 et 15 ans et 54.2 % des enfants âgés entre 16 et 19 ans.

Pour la formation de jeunes, la wilaya de Bejaia dispose de deux Institutions Nationales Spécialisées En Formation Professionnelle (INSFP), une sise à Bejaia et l'autre à Sidi-Aich, d'une capacité totale de 1300 places, et aussi 25 centres formation professionnelle et d'apprentissage (CFPA) installé dans 23 des 52 communes et d'une capacité de 6 400 places.

Tableau N° 03 : Établissements et capacités d'accueil dans la formation professionnelle (2015)

	INSFP	CFPA	Totale
Nombre	74	25	99
Capacité d'accueil	1300	6400	7700
Capacité internat	280	1000	1280

Source : réalisé à partir des données DPSB.

Les établissements hors secteur de la formation professionnelle consistent en 4 établissements sont :

- École de formation paramédicale d'Aokas avec d'une capacité de 400 postes et 190 diplômés délivrés.
- Chambre du commerce et de l'industrie de Bejaia avec d'une capacité de 30 postes.
- École Maritime de Bejaia avec d'une capacité de 80 postes avec 52 diplômés délivrés et 2 504 attestations.
- École privée et agréés avec d'une capacité de 1 509 postes et 79 diplômés délivré.

L'enseignement supérieur est représenté par l'existence d'une université qui offre de déverse spécialité dans différent secteur. L'université de Bejaia accueille environ 48 000 étudiants inscrits en cours de l'année, à cela le nombre des diplômés dans le système classique d'environ 250, et 10 988 diplômés de système LMD (représente 60.02 % de licence et 39.98 % de master).

5. Les infrastructures de base de la wilaya de Bejaia

Les infrastructures de base jouent un grand rôle dans la dynamique de l'activité économique d'un pays ou d'une région. La wilaya de Bejaia dispose :

5.1.Réseau routier

Le réseau routier de la wilaya est très dense et se compose de⁴ :

⁴ DPSB, annuaire statistique de la wilaya de Bejaia 2015.

- **Routes nationales:** qui relie la wilaya de Bejaia aux autres wilayas du pays, d'une longueur totale de 444 km.

- **Chemin de wilaya:** qui relie la wilaya avec les différentes communes de la wilaya sur une longueur totale de 803.8 km.

- **Chemins communaux:** qui relie la wilaya avec les différentes localités des communes, d'une longueur totale de 3200 km.

Le réseau routier de la wilaya est dans un état relativement convenable. Parmi les plus importants de ces travaux la route nationale RN26 qui relie directement la wilaya de Bejaia avec la wilaya de Bouira, axe structurant par excellence, fait l'objet d'une modernisation afin de valoriser et répondre au mieux aux besoins de transport de gros tonnage à partir des installations portuaires d'une part et l'adapter aux ambitions locales de développement économique et social, d'autre part.

5.2. Réseau ferroviaire

L'infrastructure ferroviaire dispose d'une seule voie longue de 90 km (Bejaia – Beni Mansour) et de 09 gares au niveau des principaux centres urbains de la vallée de la Soummam par lesquelles ont transité près de 166867 voyageurs durant l'année 2015. Ce réseau pourrait jouer un rôle des plus importants dans la vie économique de la région, et insuffler une réelle relance de l'activité des zones industrielles et d'activités se trouvant de part et d'autre de son tracé. Cette année, cette infrastructure connaît une amélioration et renouvellement des rails dans le but de développement de l'infrastructure ferroviaire.

5.3. Réseau portuaire

Le port de Bejaia constitue un atout stratégique pour toute la région aussi bien pour le transport de marchandises que celui des voyageurs. Sa consistance est composée⁵ de 03 bassins d'une superficie de plus de 156 Ha, d'un terre-plein de 50 Ha et 2730 ml de quais cernés par cinq (05) jetées d'une longueur totale de 3400 ml.

Pour l'année 2015, les mouvements de la marchandise pour les quantités embarquées sont de l'ordre 12 286 764 tonnes et celles débarquées de 7 871 679 tonnes soit un total plus de 20 millions de tonnes. Aussi, le trafic des passagers est de 6 135 personnes débarquées et 7 463 embarquées soit au total 13 598 personnes.

⁵ DPSB, annuaire statistique de la wilaya de Bejaia 2015.

5.4. Réseau aéroportuaire

Le réseau aéroportuaire relie Bejaia au Sud algérien, à Alger et à l'Europe avec des vols réguliers. L'infrastructure se compose⁶ d'une piste de 2 400 m x 45, d'une aérogare de 250 passagers/jour en moyenne et une aire de stationnement de 24 576 m². Durant l'année 2015, par exemple, l'aéroport de Bejaia a enregistré sur lignes internationales l'arrivée de 103 407 voyageurs et le départ de 109 555 et sur les lignes intérieures l'arrivée de 49 222 voyageurs et le départ de 756 personnes.

6. Présentation de secteur industriel de la wilaya

D'après annuaire statistique de la wilaya de Bejaia, elle dispose d'un fondement industriel important plus 82 entreprises productives. Le secteur public compose de 16 entreprises et un complexe SOMACOB de 6 unités, et pour le secteur privé (PME/PMI) dispose principalement 65 entreprises (voir l'annexe n° 01 et n° 02), et on remarque que le secteur agroalimentaire occupe une place importante dans la wilaya d'environ 35 entreprises.

La majorité se localisé autour des zones d'activité et zones industrielles, la superficie totale des zones industrielles est 154.72 Ha (ZI Bejaia, ZI Elkseur, ZI Taharacht), et la zone d'activité est 178.41 Ha⁷, la plus importante de la wilaya sont : celle de Taharacht, d'El-kseur et la ville de Bejaia.

⁶ DPSB, annuaire statistique de la wilaya de Bejaia 2015.

⁷ DPSB, annuaire statistique de la wilaya de Bejaia 2015.

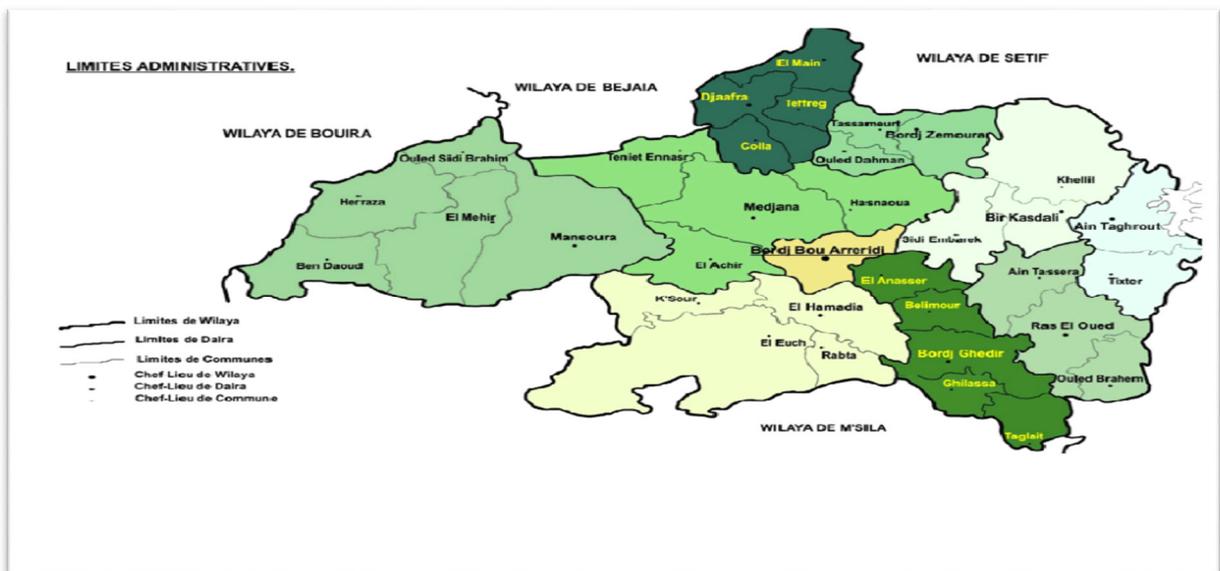
Section 02 : présentation de la wilaya de BBA

1. géographie de la wilaya de BBA

Géographiquement, la wilaya de Bordj Bou Arreridj occupe une place stratégique au sein de l'Est algérien. La wilaya s'étend sur une superficie de l'ordre de 3 920,42 km², et située au nord-est du pays sur les hauts- plateaux. Est illimité par :

- Au nord, par la Wilaya de Bejaia
- À l'Est, par la wilaya de Sétif
- À l'Ouest, par la wilaya de Bouira
- Au sud, par la wilaya de M'Sila.

Figure N° 07: La carte découpage administratif de la wilaya de BBA



Source : données du BPSB.

1.1.Le relief

Le relief de la wilaya est caractérisé par les trois grandes zones géographiques qui se succèdent⁸:

- La zone des hautes plaines : elle s'étend de la chaîne des Bibans à l'Ouest jusqu'au barrage de Ain Zada à l'Est. Les hautes plaines occupent les superficies les plus importantes.

⁸ DPSB, annuaire statistique de la wilaya de Bejaia 2015.

Avec une pluviométrie assez convenable comprise entre 400 et 600 mm, hors les périodes de sécheresse.

- La zone montagneuse : Le cadre montagneux du Nord formé par la chaîne des Bibans s'étend entre Ouled Sidi Brahim à l'Ouest et Bordj Zemmoura à l'Est.

- La zone steppique : La zone sud est constituée de sols légers à vocation agropastorale. Cependant, une sous zone traversée par l'Oued Lakhdar permet la pratique de cultures maraîchères et l'arboriculture fruitière en irrigué.

2.1.Le climat

Le climat est de type continental semi-aride aux hivers rigoureux et aux étés secs et chauds. Cependant, il existe des contrastes pluviométriques entre les différentes régions de la wilaya.

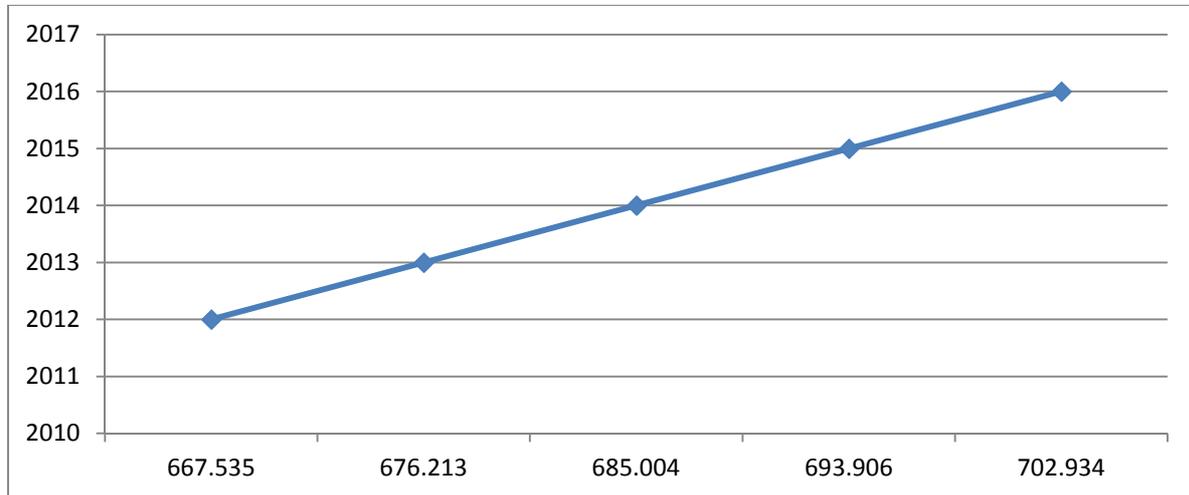
C'est au niveau des zones montagneuses que sont enregistrées les plus importantes précipitations (700 à 1 000 mm). Ailleurs, la pluviométrie est comprise entre 300 et 600 mm. Les gelées blanches sont fréquentes sur les hautes plaines qui constituent un facteur limitant la production agricole. Pendant le mois le plus froid, les moyennes minimums sont voisines de 0 °C. Les vents les plus fréquents sont d'origine nord-ouest pendant une grande partie de l'année, tandis que les vents venus du Sud (Sirocco) sont fréquents en été.

2. Présentation démographique

La population totale de la wilaya de BBA a atteint 702 934 individus au la fin de l'année 2016, contre 693 906 individus en 2015 soit une évolution d'environ 9028 individus. La population de la wilaya évaluée d'année en année soit une évolution 35399 des individus entre 2012 à 2016.

La figure suivante retrace l'évolution de la population de la wilaya de Bejaia depuis 2012 à 2016.

Figure N° 08 : L'évolution de la population de la wilaya de BBA de 2012 à 2016



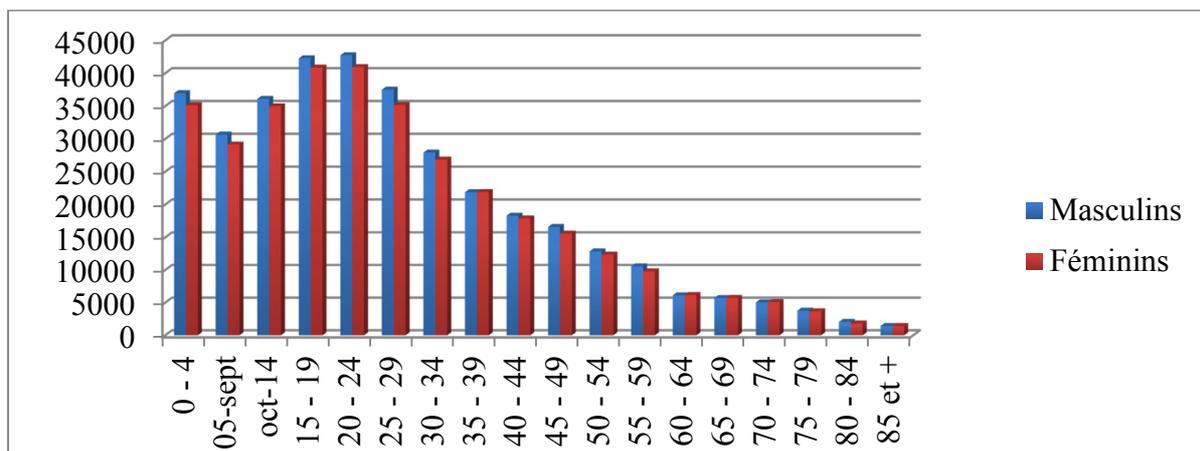
Source : réalisé à partir des données de la DPSB, 2016.

2.1.La structure de la population

Concernant la structure de la population, appréciée par genre et par tranche, on trouve un certain équilibre au niveau de la répartition par genre (51.04 % hommes, 48.96 % femmes).

La figure suivante représente la répartition de la population par tranche d'âge pour l'année 2016.

Figure N°09 : La répartition de la population par tranche d'âge en 2016



Source : réalisé à partir des données de la DPSB, 2016.

D'après cette figure on peut constater 3 catégories :

- Population scolarisable : 04-19 ans : 113 505 soit 31.66 % de la population totale,
- Population : 20-60 ans : 188 373 soit 52.55 % de la population totale,
- Population de plus de 60 ans : 24 129 soit 6.73 % de la population totale.

D'après ces constatations on remarque 52.55 % de la population est en l'âge de travail (la population active).

D'après les statistiques annuaires de la wilaya de BBA, la tranche d'âge dominante en 2016 est, celle qui varie [10-35 ans], elle s'élève à 365 302 personnes, environ 52 % de la population totale, et 51 % à Bejaia ce qui signifie que les deux wilayas a eu une population jeune. Soit 10.25 % de la varie [0-4 ans] alors que à Bejaia est de 7,25 %.

3. La population active

La population active de la wilaya de BBA la fin de l'année 2015 est estimée à 26 043 personnes soit 32,04 % de la population totale de la wilaya. La population occupée est estimée 209 384 personnes enregistrant ainsi un taux de chômage de 7,37 %.

Le tableau suivant représenté la population active dans la wilaya la fin de l'année 2015

Tableau N° 04 : Estimation de l'emploi a la fin de l'année 2015

Désignation	Données arrêtées Au 31/12/2015
Population active	26 043
Taux d'activité	32.04 %
Population active occupée	209 384
Taux de chômage	7.37 %

Source : DPSB

4. L'éducation et la formation

En 2015, la wilaya dispose de 453 établissements primaires abritant plus de 96 775 élèves dont 47.83 % sont des filles, 128 CEM (Collège d'Enseignement Moyen) formant plus de 53 213 élèves dont 47.53 % de filles, et de 54 lycées abritant plus de 25 286 élèves dont 54.71 % de

l'effectif, sont constitués de filles. Les enseignements supérieurs disposent de 16 291 étudiants inscrits en cours de l'année.

La wilaya de BBA dispose de deux Institutions Nationales Spécialisées En Formation Professionnelle (INSFP), et aussi 16 Centres Formation Professionnelle et D'apprentissage (CFPA).

5. Les infrastructures de base de la wilaya de BBA

La wilaya de Bordj Bou Arreridj est considérée comme parmi les régions les plus dotées en matière d'infrastructure économique notamment routière. Elle a accumulé un réseau routier d'une longueur totale de 2497.3 km, qui se compose de⁹ :

- Routes nationales: qui relient la wilaya de BBA aux autres wilayas du pays, d'une longueur totale de 304.2 km.

- Chemin de wilaya: qui relient la wilaya avec les différentes communes de la wilaya sur une longueur totale de 297.5 km.

- Chemins communaux: qui relient la wilaya avec les différentes localités des communes, d'une longueur totale de 1895.6 km.

Quant au réseau ferroviaire, la wilaya de Bordj Bou Arreridj est disposée d'une seule voie longue de 103.3 KM. Avec la réalisation de la liaison Bordj Bou Arreridj-M'sila, dans le cadre du redéploiement du réseau ferroviaire national sur un linéaire de 55 km.

6. Présentation de secteur industriel de la wilaya

La wilaya de Bordj Bou Arreridj est devenue un jeune pôle industriel. Elle figure parmi les wilayas les plus dynamiques d'Algérie, notamment dans le secteur de l'électronique. Elle a été rebaptisée par les Algériens « capitaux l'électronique ».

D'après l'annuaire statistique de la wilaya de BBA en 2015, elle dispose d'un fondement industriel important plus 60 entreprises productives. Le secteur public est composé de 6 entreprises, et pour le secteur privé (PME/PMI) il est de 54 entreprises et plus de 6 entreprises privées implantées hors zone industrielle (voir l'annexe n° 04 et n° 05 et n° 06).

⁹ Annuaire statistique de la wilaya de Bejaia 2015, DPSB

Section 03 : Présentation de l'enquête de terrains et les résultats obtenus

1. Présentation de questionnaire

Notre travail basera sur un questionnaire qui sera élaboré et distribué afin de réussir à recueillir un maximum d'informations. Dans notre cas, nous utilisons le questionnaire comme une meilleure compréhension pour conformer et/ou infirmer les hypothèses.

Notre questionnaire contient 30 questions, dont certaines sont fermées, c'est-à-dire, ils doivent répondre par oui ou non ou par des choix de réponse, et d'autres sont ouverts pour permettre à l'entreprise enquêtée pour exprimer et donner d'autres possibilités réponses. Il est composé de deux axes, des axes liés à l'identification des entreprises et un autre lié à l'évolution des entreprises en terme du nombre d'employés, du chiffre d'affaires... un dernier qui est consacré pour la détermination des facteurs de la localisation des entreprises.

2. L'objectif de l'étude de terrain

L'objectif de notre enquête est de savoir qu'elles sont les facteurs et les déterminants qui poussent une entreprise à s'implanter dans un territoire donné et de vérifier les hypothèses de base de notre travail et de répondre ainsi à notre problématique de recherche qui est « **Quels sont les facteurs déterminants de la localisation des activités industrielles dans les deux wilayas de Bejaia et BBA?** ».

3. Le déroulement de l'enquête

Nous avons utilisé les statistiques fournies par les différents organismes en Algérie tel que la DPSB et la direction de commerce et de registre de commerce des deux wilayas concernées par notre étude, à savoir la wilaya de Bejaia et celle de BBA, ainsi que d'autres sources de données et d'informations. Nous avons distribué des questionnaires auprès des entreprises industrielles dans les deux wilayas et cela d'une façon aléatoire.

Au final, nous avons réussi à distribuer en totalité 50 questionnaires auprès de différentes entreprises industrielles existantes dans deux wilayas. À la fin, nous avons pu récupérer 24 réponses uniquement sur l'ensemble des questionnaires déposés (13 au niveau de Bejaia et 11 à BBA). Il est à signaler que de nombreuses entreprises ont refusé de prendre et/ou répondre à notre questionnaire pour des raisons qui ne sont pas claires. Cela s'ajoute aux différentes autres

difficultés que nous avons rencontrées durant la réalisation de notre travail (manque de données, difficulté de déplacement, le refus de répondre de la part des entreprises ...).

4. Analyse des résultats de l'enquête

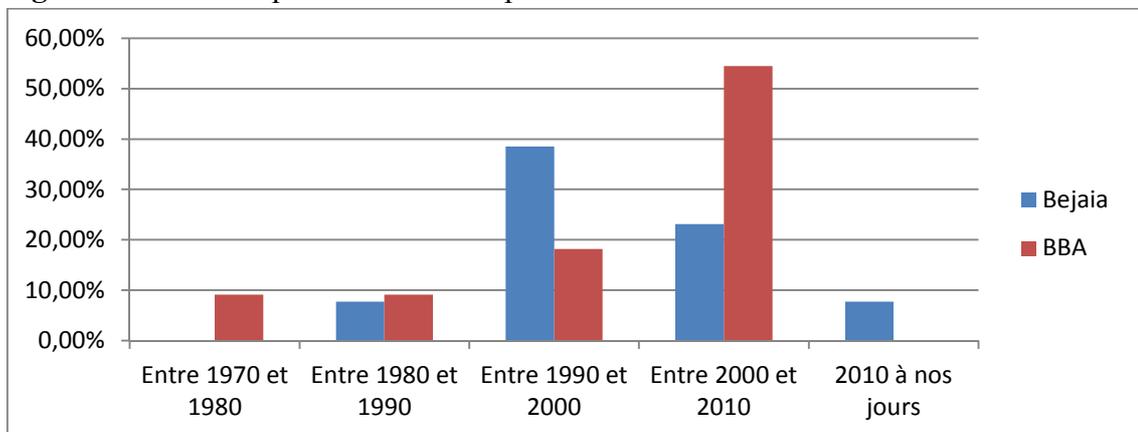
Pour analyser les résultats de notre questionnaire, nous avons utilisé le logiciel SPSS qui nous aidera à organiser et à étudier notre cas.

Q.3: La création des entreprises enquêtées

Les entreprises que nous avons enquêté ont été créées après l'indépendance. La plupart d'entre elles ont été créées dans une phase spécifique de l'économie algérienne. Il s'agit de la période des années 1990, période de l'ouverture économique et le passage de l'économie algérienne vers l'économie du marché.

La figure suivante représente la répartition des entreprises enquêtées selon la date de leur création.

Figure N° 10 : La répartition des entreprises selon la date de création



Source : élaboré par nos soins

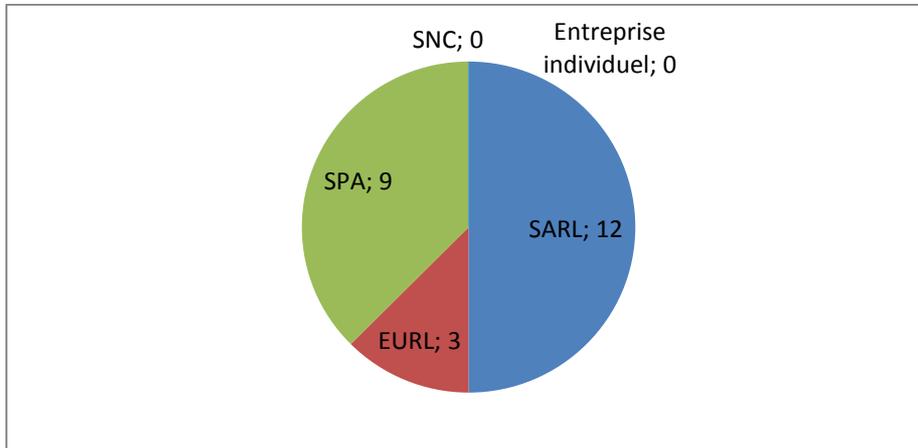
D'après les réponses obtenues (80 %) des entreprises ont été créées après 1990, soit (17 sur 24 entreprises). Un résultat qui s'explique par l'ouverture du marché algérien vers l'international et privatisation de l'économie algérienne.

Q.4: Statut juridique des entreprises enquêtées

Cette question relative à l'identification de l'entreprise selon sa forme juridique. La répartition des entreprises enquêtées par leur statut juridique révèle la prédominance (dans les

deux wilayas) des Sociétés À Responsabilité limitée (SARL), comme cela est illustré dans la figure et le tableau ci-après.

Figure N° 11 : Répartition des entreprises enquêtées selon leur statut juridique



Source : élaboré par nos soins

D'après les réponses obtenues, 50 % des entreprises sont sous forme de SARL soit (12 sur les 24 entreprises enquêtées), 9 sont des SPA (Société Par Action) soit 37.5 %, le reste sont des EURL (Entreprise Unilatirale à Responsabilité Limitée). Aucune entreprise est de forme SNC ou Entreprise individuelle.

Tableau N° 05: La répartition des entreprises selon la forme juridique et par wilaya

Statut juridique	wilaya d'exercice			
	Bejaia		bordj Bou Arreridj	
	Effectif	Pourcentages	Effectif	Pourcentages
SARL	5	38,5 %	7	63,6 %
EURL	2	15,4 %	1	9,1%
SPA	6	46,2%	3	27,3%
SNC	0	0,0%	0	0,0%
Entreprise individuelle	0	0,0%	0	0,0%

Source : élaboré par nos soins

D'après les réponses des entreprises enquêtées dans la wilaya Bejaia, 46,2% sont des SPA (6 sur 13 entreprises), et 38,5% de la forme SARL.

Concernant la wilaya de BBA, la plupart des entreprises sont de forme SARL (7 sur 11 entreprises enquêtées) soit 64,6%, 27,3% sont des SPA (soit 3 sur 11 entreprises) et le reste est des EURL.

Q.5: Chiffre d'affaires des entreprises

Cette question consiste à savoir le chiffre d'affaires de chaque entreprise enquêtée, le tableau suivant représente la répartition des entreprises enquêtées selon leur chiffre d'affaires.

Tableau N° 06: La répartition des entreprises selon leur chiffre d'affaires

Chiffre d'affaires (CA)	wilaya d'exercice			
	Bejaia		Bordj Bou Arreridj	
	Effectif	Pourcentages	Effectif	Pourcentages
Inférieur à 100 millions DA	3	23,1%	3	27,3%
Entre 100 millions et 1 milliard DA	2	15,4%	4	36,4%
Entre 1 et 100 milliards DA	5	38,5%	3	27,3%
Entre 100 et 500 milliards DA	1	7,7%	0	0,0%
Plus de 500 milliards DA	2	15,4%	1	9,1%

Source : élaboré par nos soins

D'après le tableau ci-dessus, 8 sur les 24 entreprises enquêtées ont un chiffre d'affaires variant entre 1 et 100milliards DA (5 à Bejaia et 3 à BBA). Elles sont 6 entreprises qui enregistrent un chiffre d'affaires inférieur à 100 millions DA, 6 autres entreprises ont un chiffre d'affaire qui varie entre 100 millions et 1 milliard DA ou moment où nous trouvons qu'une seule entreprise enregistre un chiffre d'affaires allant entre 100 et 500 milliards DA.

Également, nous trouvons parmi les entreprises enquêtées trois grandes entreprises avec CA supérieure à 500 Milliards de DA, il s'agit de CEVITAL et le Complexe industriel et commercial « Farine-Semoule » au niveau de wilaya de Bejaia, et l'entreprise électronique Condor à BBA.

Q.6: Quelle est la branche d'activité de votre entreprise ?

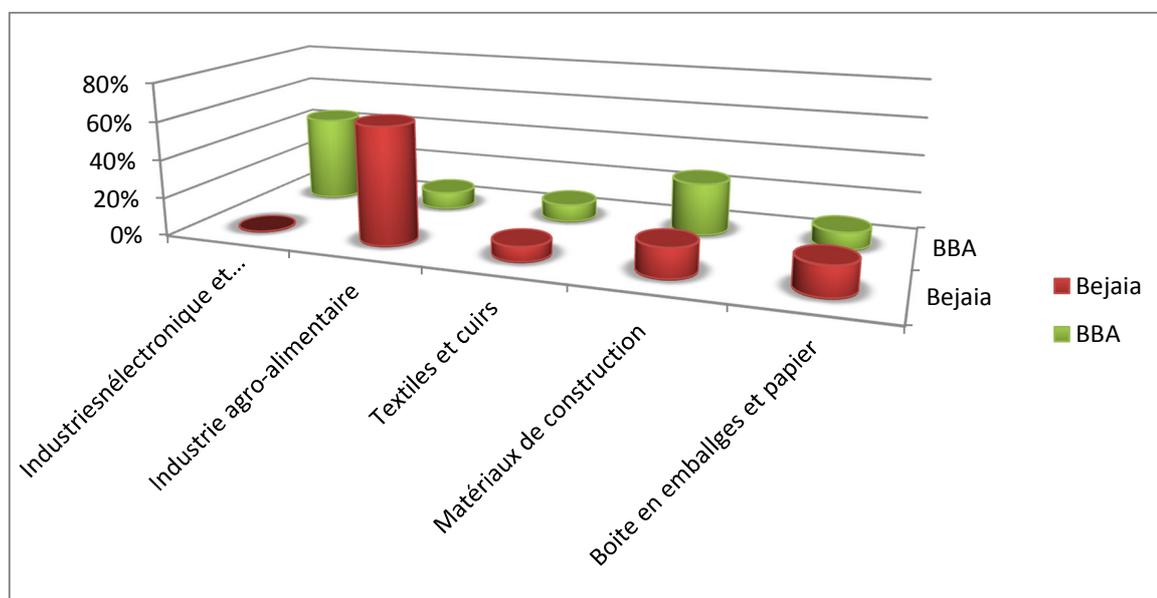
Cette question représente le secteur d'activité industrielle le plus important dans les deux wilayas, le tableau et la figure suivante représente la répartition des entreprises selon leurs secteurs d'activité.

Tableau N° 07 : La répartition des entreprises selon leur branche d'activité

	wilaya d'exercice			
	Bejaia		bordj Bou Arreridj	
	Effectif	Pourcentages	Effectif	Pourcentages
Industries électronique et électroménagère	0	0,0%	5	45.5%
Industrie agroalimentaire	8	61,5%	1	9,1%
Textiles et cuirs	1	7,7%	1	9.1%
Matériaux de construction	2	15,4%	3	27.3%
Boite en emballage et papier	2	15,4%	1	9,1%

Source : élaboré par nos soins

Figure N° 12: Répartition des entreprises enquêtées selon leur branche d'activité



Source : élaboré par nos soins

À travers le tableau N° 07, nous remarquons que l'activité la plus dominante dans la wilaya de Bejaia est le secteur agroalimentaire (environ 62 % soit 8 sur 13 entreprises), 15,4% dans le secteur matériaux de construction ainsi que dans l'industrie des boites emballage et papier, aucune entreprise n'a été enregistrée dans le secteur électronique et électroménager. Concernant la wilaya de BBA, 45,5% sont des entreprises activant dans le secteur électronique et électroménager, 27,3% dans les matériaux de construction, les autres activent dans les secteurs de textiles et cuirs, industries agroalimentaires et boites emballage et papier.

Q.8: provenance des employés des entreprises enquêtées

Les réponses à cette question sont regroupées dans le tableau ci-après.

Tableau N° 08 : L'origine de provenance des employés selon les wilayas

	wilaya d'exercice			
	Bejaia		bordj Bou Arreridj	
	Effectif	Pourcentages	Effectif	Pourcentages
De la commune de localisation	12	92,3%	8	72,7%
Du reste du la wilaya	10	76,9%	9	81,8%
Des autres wilayas	6	46,2%	5	45,5%
De l'étranger	2	15,4%	2	18,2%

Source : élaboré par nos soins

Le tableau N° 08 montre que la plupart des entreprises enquêtées utilisent la main-d'œuvre issue de la commune et de la wilaya de localisation. D'autres fonts appel à des travailleurs hors wilayas (6 sur 13 entreprises à de la wilaya de Bejaia et 5 sur 11 à BBA) ou bien à l'étrangère (c'est le cas de deux entreprises à Bejaia et à BBA). Il y à signaler que 3 entreprises enquêtés n'ont pas répondu à cette question.

Q.10: Comment est venue l'idée de créer votre entreprise ?

Le tableau suivant représente les réponses liées à l'idée de la création des entreprises.

Tableau N° 09 :L'origine de l'idée de créer d'entreprise

	wilaya d'exercice			
	Bejaia		Bordj Bou Arreridj	
	Effectif	pourcentages	Effectif	Pourcentages
Connaissance et expérience acquise dans le domaine	11	84,6%	8	72,7%
Conseil d'un bureau d'étude	1	7,7%	0	0,0%
Relations professionnelles	2	15,4%	3	27,3%
Relation familiale	2	15,4%	1	9,1%

Source : élaboré par nos soins

D'après les résultats, 19 des 24 entreprises enquêtées ont répondu que l'idée de création de leur entreprise était grâce à leur expérience et connaissance dans le domaine de leur activité. 5 entreprises ont été créées grâce aux différentes relations professionnelles de leur créateur au moment où les autres entreprises ont été créées grâce à leur relation familiale ou grâce à des conseils de bureau d'étude.

Q.11: Quelles sont les principales motivations qui vous ont poussé à créer votre entreprise ?

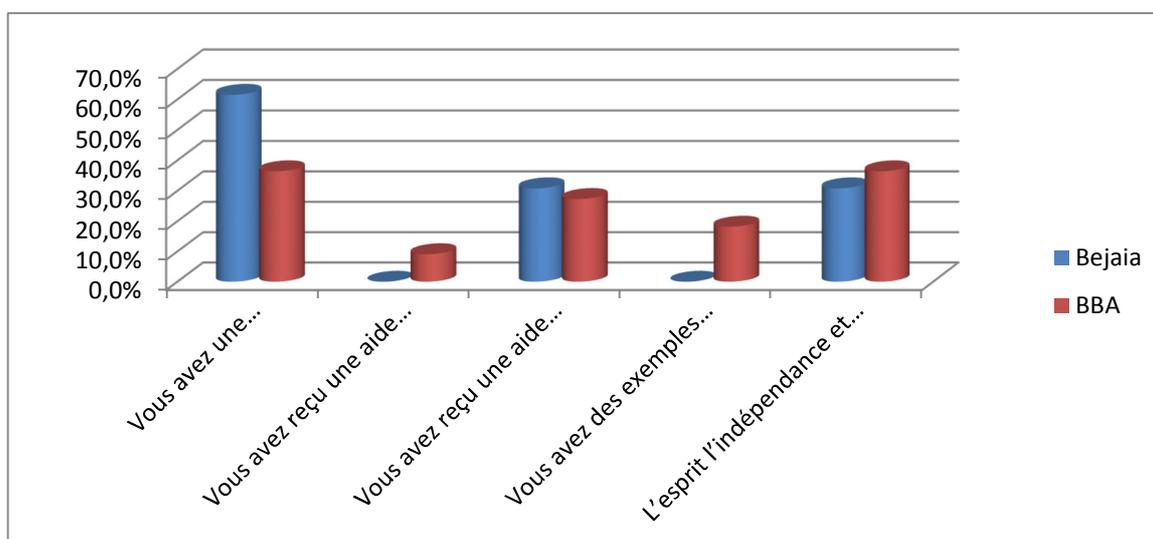
Le tableau et la figure représentent les principales motivations qui ont poussé les entrepreneurs de créer leur entreprise.

Tableau N° 10 : Les principales motivations de création de l'entreprise

	wilaya d'exercice	
	Bejaia	BBA
	Effectif	Effectif
Vous avez eu une opportunité de créer une entreprise	8	4
Vous avez reçu une aide financière de la part de votre entourage	0	1
Vous avez reçu une aide auprès d'un organisme de promotion de l'investissement (CNI, ANDI.....)	4	3
Vous avez des exemples réussis d'entrepreneurs dans votre entourage	0	2
L'esprit l'indépendance et d'avoir une propriété privée	4	4

Source : élaboré par nos soins

Figure N° 13: Les motivations de création des entreprises



Source : élaboré pour nos soins.

D'après les résultats (8 sur 13 entreprises) dans la wilaya de Bejaia ont eu une opportunité de créer leur entreprise, soit près 62%. Environ 31% des entrepreneurs ont été motivés grâce à des aides obtenues auprès d'un organisme de promotion de l'investissement ainsi que leur esprit d'indépendance et leur volonté de disposer d'une propriété privée.

Concernant la wilaya de BBA, 36,4% des entrepreneurs ont créé leurs entreprises suite à des opportunités offertes sur le marché, 36% autre grâce à leur esprit l'indépendance et le désir d'avoir une propriété privée, et 27,3% ont bénéficié des aides auprès d'un organisme de promotion de l'investissement.

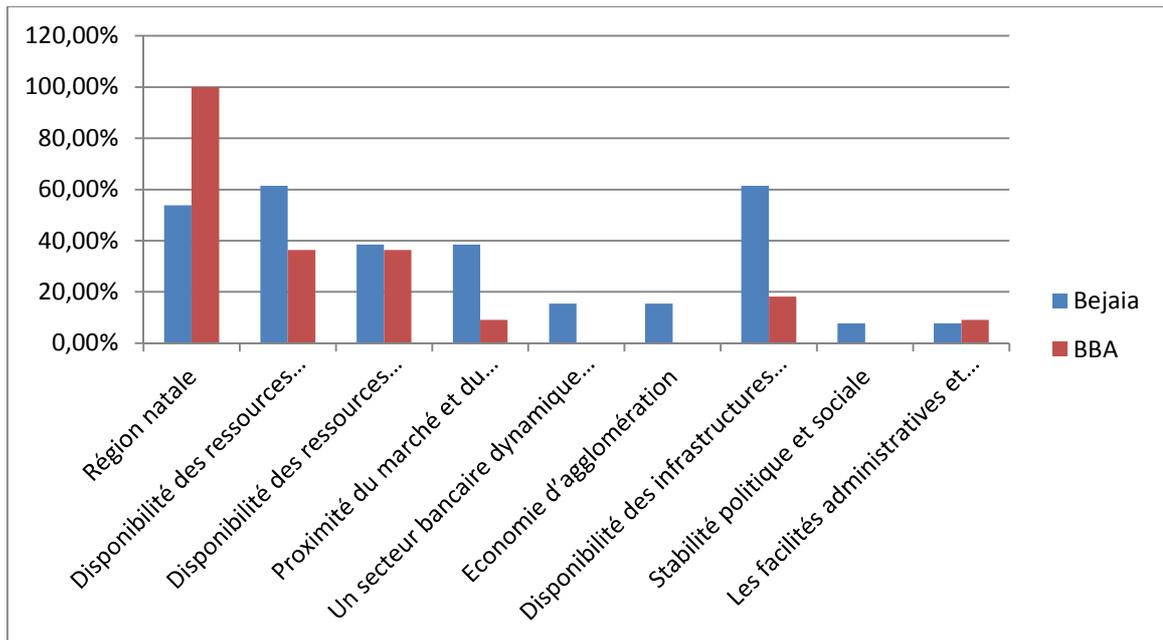
Q.12: Quelles sont les raisons ou les motivations qui vous poussent à choisir la wilaya de votre localisation ?

Dans cette question nous avons proposé aux entreprises les différents facteurs d'attractivités dans le but de déterminer les facteurs les plus attractifs dans chaque wilaya. Le tableau et la figure illustrent les réponses obtenues.

Tableau N° 11 : Raisons et motivations de localisation des entreprises dans les deux wilayas

	wilaya d'exercice			
	Bejaia		bordj Bou Arreridj	
	Effectif	Pourcentages	Effectif	Pourcentages
Région natale	7	53,8%	11	100,0%
Disponibilité des ressources humaines qualifiées	8	61,5%	4	36,4%
Disponibilité des ressources naturelles	5	38,5%	4	36,4%
Proximité du marché et du fournisseur	5	38,5%	1	9,1%
Un secteur bancaire dynamique et développé	2	15,4%	0	0,0%
Économie d'agglomération	2	15,4%	0	0,0%
Disponibilité des infrastructures de base	8	61,5%	2	18,2%
Stabilité politique et sociale	1	7,7%	0	0,0%
Les facilités administratives et fiscales de l'État	1	7,7%	1	9,1%

Source : élaboré par nos soins

Figure N°14 : Raisons et motivations de localisation des entreprises dans les deux wilayas

Source : élaboré par nos soins

D'après les résultats, nous remarquons que 100% les chefs des entreprises enquêtées dans la wilaya de BBA ont choisis leur région natale afin d'implanter leur activité. Au côté de cet indicateur, près de 37% des chefs entreprises ont répondu que la disponibilité des ressources naturelles et d'une main-d'œuvre qualifiée constitue aussi l'un des indicateurs qui ont poussés de faire tel choix. 18% sont motivés par le fait de la disponibilité des infrastructures de base alors que 9% trouvent que la proximité des marchés et la fiscalité sont des éléments favorisant pour l'investissement à BBA.

Aucune entreprise parmi celle enquêtée à BBA ne considère que la dynamique du secteur bancaire, l'économie d'agglomération, et la stabilité politique et sociale constituent des facteurs qui les ont poussés à choisir cette wilaya.

Concernant la wilaya de Bejaia, tous les facteurs proposés constituent des indicateurs qui ont poussé les entreprises enquêtées à choisir cette wilaya, mais à des degrés différents. En effet plus de 61% ont été motivés à cause de la disponibilité des ressources humaines qualifiées et des disponibilités des infrastructures de base. Près de 54% des choix sont liés à l'appartenance à la région, 15% par rapport à la dynamique et au développement du secteur bancaire et près de 8% trouvent que la stabilité politique et sociale ainsi que les facilités administratives et fiscales sont déterminantes dans leur choix.

Q.13: localisation de l'entreprise

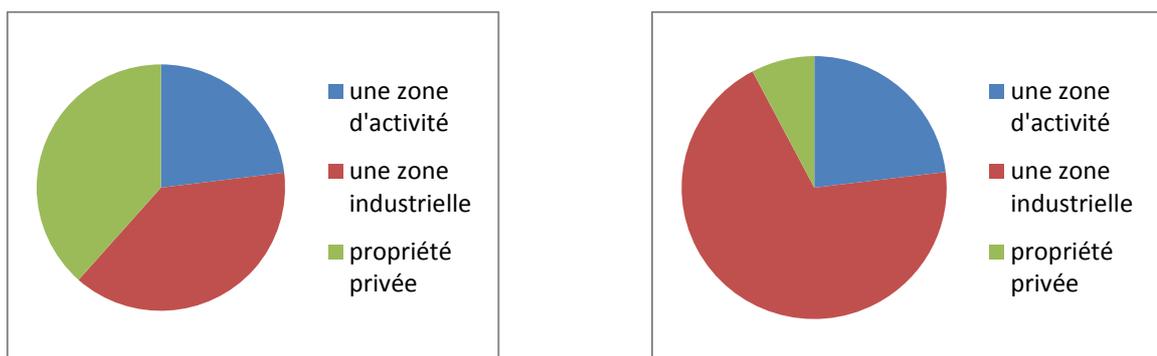
Dans cette question, nous cherchons à savoir le lieu de localisation de l'ensemble des entreprises enquêtées. Le tableau ci-après nous permet de classer ces entreprises selon la zone de localisation.

Tableau N° 12 : La répartition des entreprises enquêtées selon la zone de localisation.

	wilaya d'exercice			
	Bejaia		bordj Bou Arreridj	
	Effectif	Pourcentages	Effectif	Pourcentages
Une zone d'activité	3	23,1%	3	27,3%
Une zone industrielle	5	38,5%	9	81,8%
Propriété privée	5	38,5%	1	9,1%

Source : élaboré par nos soins

Pour le lieu de localisation nous avons 20 sur la totalité des entreprises implantées dans les zones aménagées soit une zone d'activité ou bien zone industrielle (83.33%) et le reste 16.67% on dehors des zones aménagées, c'est-à-dire dans une propriété privée. Deux entreprises à s'implanté dans la zone d'activité et en même temps propriété privée.

Figure N° 15 : La structure de l'entreprise par lieu de localisation

Source : élaboré par nos soins

D'après la figure N° 12, nous remarquons que plus de 81% des entreprises dans la wilaya de BBA sont localisées dans des zones industrielles (soit 9 sur 11) contre 27% dans des zones d'activité. Une seule entreprise à répondu qu'elle se localise dans une propriété privée.

Concernant la wilaya de Bejaia, nous avons recensé plus de 38% des entreprises enquêtées qui se localisent dans les différentes zones industrielles, 38% dans une propriété privée, le reste des entreprises enquêtées se trouve dans une zone d'activité.

Q.14 : La relation des entreprises enquêtée avec des autres entreprises, si votre réponse est oui, ces entreprises se trouvent au niveau local/ national/étranger.

Ces tableaux représentent le nombre d'entreprises enquêtées qui ont une relation avec d'autres entreprises et le lieu de localisation de ces dernières.

Tableau N° 13 : Relations avec les autres entreprises

	wilaya d'exercice			
	Bejaia		Bordj Bou Arreridj	
	Effectif	Pourcentages	Effectif	Pourcentages
non	0	0,0%	0	0,0%
oui	13	100,0%	11	100,0%

Source : élaboré par nos soins

D'après les résultats de l'enquête, toutes les entreprises entretiennent des relations avec d'autres entreprises et cela dans les deux wilayas.

Tableau N° 14: localisation des entreprises en relation avec l'entreprise enquêtée

	wilaya d'exercice			
	Bejaia		bordj Bou Arreridj	
	Effectif	Pourcentages	Effectif	Pourcentages
Local	9	69,2%	7	63,6%
National	13	100,0%	10	90,9%
À l'étrange	9	69,2%	5	45,5%

Source : élaboré par nos soins

D'après les résultats, 100% des entreprises de la wilaya de Bejaia entretiennent des relations économiques avec des entreprises se trouvant sur le territoire national contre près de 91% à BBA, 69% concernent des entreprises se trouvant localement (c'est à dire à Bejaia) ainsi qu'à l'étranger. À BBA, ces taux de l'ordre de près de 64% pour le local et 45% pour l'étranger.

Q.15: L'entreprise fait-elle de la sous-traitance ?**Tableau15** : la sous-traitance avec d'autres entreprises

	Bejaia		bordj Bou Arreridj	
	Effectif	Pourcentages	Effectif	Pourcentages
	Fait de la sous-traitance à une ou plusieurs autres entreprises	4	30,8%	1
Réalise seul son/ses propres produits	7	53,8%	6	54,5%
Les deux	2	15,4%	4	36,4%

Source : élaboré par nos soins

Plus de 50% des entreprises réalisent seuls son/ ses propres produits dans les deux wilayas, 30.8% des entreprises font de la sous-traitance avec les autres entreprises dans la wilaya de Bejaia contre 9.1% à BBA. 6 sur la totalité des entreprises enquêtées dans les deux wilayas ont répondu qu'elles font les deux en même temps, c'est-à-dire de la sous-traitance et réalise son /ses propres produits en même temps.

Q.16: Pour financer votre projet, avez-vous fait recours à un prêt bancaire ? Si oui, avez-vous eu des contraintes liées à ce financement ?

L'objectif de cette question est d'avoir une idée sur la contribution du secteur dans la question d'attractivité et de localisation des entreprises. Le tableau suivant illustre les réponses obtenues des entreprises enquêtées qui font recours au financement bancaire.

Tableau N° 16 : Le financement bancaire

	wilaya d'exercice			
	Bejaia		Bordj Bou Arreridj	
	Effectif	pourcentages	Effectif	Pourcentages
Non	3	23,1%	2	18,2%
Oui	10	76,9%	9	81,8%

Source : élaboré par nos soins

D'après les résultats d'obtenus près 80% des entreprises financent leurs projets avec prêt bancaire dans les deux wilayas, tandis que les autres recourent à leurs propres moyens (autofinancement).

Q.17: Bénéficiez-vous des aides de la part de l'État ? Si oui, de quel genre ?

Les réponses obtenues de la première question sont représentées dans le tableau suivant.

Tableau N° 17: Les entreprises bénéficiant des aides de l'État

	wilaya d'exercice			
	Bejaia		bordj Bou Arreridj	
	Effectif	Pourcentages	Effectif	Pourcentages
Non	6	46,2%	3	30,0%
Oui	7	53,8%	7	70,0%

Source : élaboré par nos soins

D'après les résultats obtenus, Près 46% des entreprises de la wilaya de Bejaia ne bénéficient pas des aides de l'État, concernant la wilaya de BBA 70% bénéficient les aides de l'État soit (7 sur 10), et une entreprise au niveau de BBA n'a pas donné de réponse à cette question.

Concernant la forme des aides obtenues, les réponses sont regroupées dans le tableau ci-après.

Tableau N° 18 : les différentes formes des aides de l'État

	wilaya d'exercice			
	Bejaia		bordj Bou Arreridj	
	Effectif	Pourcentages	Effectif	Pourcentages
Financières (aides et subvention)	5	38,46%	3	27,27%
Fiscalité	5	38,46%	6	54,54%
Un accompagnement technique	0	0,0%	0	0,0%

Source : élaboré par nos soins

Nous remarquons que 5 entreprises sur la totalité des entreprises enquêtées dans la wilaya de Bejaia ont répondu avoir reçu des aides financières de la part l'État et 5 autres ont reçu des aides fiscales. Concernant de la wilaya de BBA, 54,54% des entreprises reçoivent des aides en termes de fiscalité contre 27,27% qui reçoivent des aides financières. Aucune entreprise dans les deux wilayas ne bénéficie d'un accompagnement technique de la part de l'État.

Q.18: Dans votre politique du recrutement de la main-d'œuvre, intéressez-vous plus à ?

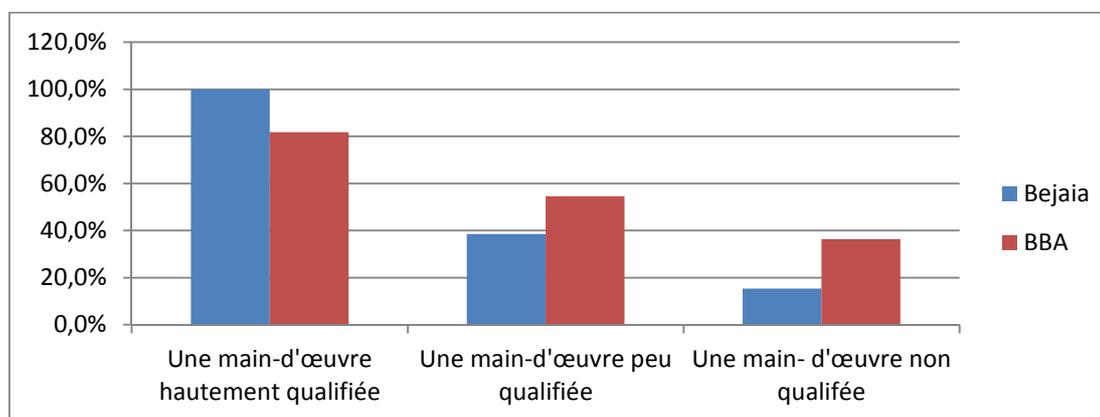
Ce tableau représente la qualité de la main d'œuvre exigée par les entreprises enquêtées. .

Tableau N° 19 : La qualification de la main-d'œuvre

	wilaya d'exercice			
	Bejaia		bordj Bou Arreridj	
	Effectif	Pourcentages	Effectif	Pourcentages
Une main-d'œuvre hautement qualifiée	13	100,0%	9	81,8%
Une main-d'œuvre peu qualifiée	5	38,5%	6	54,5%
Une main-d'œuvre non qualifiée	2	15,4%	4	36,4%

Source : élaboré par nos soins

Figure N° 16 : La qualification de la main-d'œuvre



Source : élaboré par nos soins.

Nous remarquons que la majorité des entreprises (92% soit 22 sur 24) requièrent une main-d'œuvre de qualification élevée. Une main-d'œuvre est issue généralement de l'enseignement supérieur et des centres de formation professionnelle, alors que 70% (17 sur 24) de ces entreprises recensent également un besoin en main-d'œuvre peu qualifiée et/ou non qualifiée.

Q.20: Que pensez-vous du coût de la main d'œuvre ?**Tableau N° 20:** Le coût de la main-d'œuvre

	wilaya d'exercice			
	Bejaia		bordj Bou Arredj	
	Effectif	Pourcentages	Effectif	Pourcentages
une main-d'œuvre bon marché	1	84,6%	7	70,0%
cherté de la main-d'œuvre	2	15,4%	3	30,0%

Source : élaboré par nos soins

Concernant la question liée au coût de la main-d'œuvre, 18 sur les 24 entreprises enquêtés dans les deux wilayas trouvent que la main d'œuvre est à bon marché. Une l'entreprise de la wilaya de BBA n'a pas donné de réponse à cette question.

Q.23: Vos matières premières et biens intermédiaires sont d'origine ?

Le tableau suivant représente l'origine des matières premières utilisées par les entreprises enquêtées.

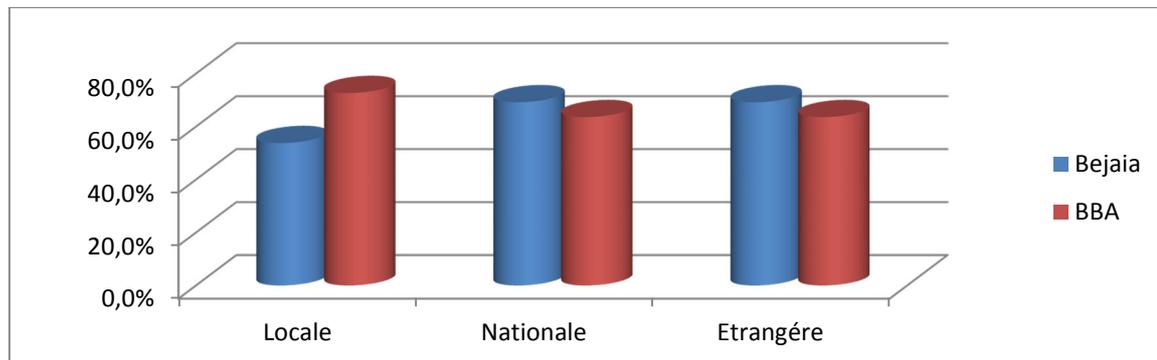
Tableau N° 21 : Approvisionnement en matière première

	wilaya d'exercice			
	Bejaia		Bordj Bou Arredj	
	Effectif	pourcentages	Effectif	Pourcentages
Locale	7	53,8%	8	72,7%
Nationale	9	69,2%	7	63,6%
Étrangère	9	69,2%	7	63,6%

Source : élaboré par nos soins.

Nous remarquons que la majorité des entreprises enquêtées utilisent la matière première locale, nationale et étrangère, en effet, près 70% des entreprises enquêtées de la wilaya Bejaia importent leur matière première ou s'approvisionne au niveau national, le reste utilisé des matières premières disponibles sur le marché local. Concernant la wilaya BBA, plus de 72% des matières premières qu'utilisent ces entreprises enquêtées proviennent du territoire de localisation, 63% récemment au marché national on étranger afin de s'approvisionner en termes de matière première.

Figure N° 17 : La répartition des entreprises selon la provenance de leurs matières premières et intermédiaires (en %)



Source : élaboré par nos soins

Q.24: Vos produits sont destinés au ?

La destination de la production des entreprises enquêtées est illustrée dans le tableau suivant.

Tableau N° 22 : Destination des produits

	wilaya d'exercice			
	Bejaia		bordj Bou Arreridj	
	Effectif	Pourcentages	Effectif	Pourcentages
Marché local	10	76,9%	9	81,8%
Marché national	11	84,6%	11	100,0%
À l'exportation	2	15,4%	3	27,3%

Source : élaboré par nos soins

Concernant la distribution, 5 entreprises sur la totalité des entreprises enquêtées dans deux wilayas arrivent à exporter leur produit tel que le groupe de Cevital et Condor et autre. Et la majorité, écoule leur produit sur le marché local et/ou national.

Q.25: Parmi les infrastructures de base, quelles sont celles les plus déterminantes dans votre activité ?

Pour mieux comprendre le rôle joué par les infrastructures de transport dans la localisation des entreprises industrielles, on présente le tableau suivant.

Tableau N° 23 : L'importance des infrastructures de transports dans la localisation

	wilaya d'exercice			
	Bejaia		bordj Bou Arreridj	
	Effectif	Pourcentages	Effectif	Pourcentages
Proximité d'aéroport	3	23,1%	1	9,1%
Proximité de port	8	61,5%	4	36,4%
Proximité des chemins de fer	3	23,1%	2	18,2%
Proximité des principaux axes routier et autoroutier	11	84,6%	11	100,0%

Source : élaboré par nos soins

La proximité des principaux axes routiers et autoroutiers joue le rôle déterminant dans le choix de localisation des entreprises. En effet, la totalité des entreprises (100%) à BBA et près de 85% à Bejaia accordent une priorité à ce point. 61% des entreprises de la wilaya de Bejaia considèrent la proximité de port est d'une grand importance, contre 36,4% pour BBA, cette importance accordée à ce type d'infrastructure est expliquée par le fait que la plupart des ces entreprises importent leur matières premières et d'autres exportent leurs produits vers l'extérieur. La proximité des chemins de fer et l'aéroport occupent une moindre importance par rapport aux infrastructures précédentes.

Q.26: Êtes-vous satisfaits de la qualité des infrastructures de base ?**Tableau N° 24**: La qualité des infrastructures de base

	wilaya d'exercice			
	Bejaia		bordj Bou Arreridj	
	Effectif	Pourcentages	Effectif	Pourcentages
Satisfait	5	38,5%	6	54,5%
Moyennement satisfait	7	53,8%	5	45,5%
Non satisfait	1	7,7%	0	0,0%

Source : élaboré par nos soins

Concernant la qualité des infrastructures de base, nous trouvons 11 entreprises qui sont satisfaites (5 à Bejaia et 6 à BBA) et les autres sont moyennement satisfaites (7 niveaux de Bejaia et 5 à BBA). Afin d'avoir une idée sur les meilleurs moyens de satisfaire ces entreprises en termes de disponibilité des infrastructures de base, nous avons posé comme question à toutes les entreprises enquêtée. Les résultats et les propositions de ces entreprises sont comme suit :

Dans la wilaya de Bejaia :

- Amélioration des infrastructures de base ;
- Développement du réseau routier ;
- Développement des infrastructures et du transport maritime et ferroviaire ;
- Création de nouvelles zones d'activités industrielles.

Dans la wilaya de BBA :

- Développement des infrastructures au niveau local ;
- Création d'un Port sec ;
- Multiplier les pénétrantes autoroutières ;
- L'extension et l'acquisition du foncier industriel.

Q.28: Les contraintes rencontrées lors de votre activité ?

Tableau N° 25 : Les contraintes rencontrées lors de votre activité

	wilaya d'exercice			
	Bejaia		bordj Bou Arreridj	
	Effectif	Pourcentages	Effectif	Pourcentages
Non-disponibilité d'une main d'œuvre	2	15,4%	3	27,3%
Des lourdeurs administratives	8	61,5%	4	36,4%
Problème de corruption	1	7,7%	1	9,1%
Manque de foncier	5	38,5%	0	0,0%
Non-disponibilité des infrastructures de base	2	15,4%	1	9,1%
La fiscalité	4	30,8%	6	54,5%

Source : élaboré par nos soins

D'après le tableau précédent, nous constatons que 61.5% des entreprises dans la wilaya de Bejaia rencontrent des problèmes liés aux lourdeurs administratives, 38.5% au de manque du foncier, 30.8% en terme de fiscalité, 15% en termes de la disponibilité de la main-d'œuvre et des infrastructures de base, tandis que 7% rencontrent des problèmes liés à la corruption. .

Concernant de BBA, plus que la moitié des entreprises (54%) trouvent des contraintes liées à la fiscalité (54.5%), 36.4% à des lourdeurs administratives, 27.3% au manque de la main-d'œuvre et 9% pour chacun des infrastructures et du problème de la corruption. Aucune entreprise dans cette wilaya ne rencontre de contrainte liée à la disponibilité du foncier.

Q.29: Comment estimez-vous des conditions d'investissement dans la wilaya?**Tableau N° 26 : Conditions d'investissement dans la wilaya**

	wilaya d'exercice			
	Bejaia		bordj Bou Arreridj	
	Effectif	Pourcentages	Effectif	pourcentages
Facile	1	9,1%	6	66,7%
Difficile	10	90,9%	3	33,3%

Source : élaboré par nos soins

6 réponses obtenues des entreprises enquêtées de la wilaya de BBA trouvent que les conditions d'investir dans la wilaya sont faciles, 90.9% dans la wilaya de Bejaia qui ont répondu que c'est difficile d'investir de cette wilaya à cause des les difficultés rencontraient durant leurs activités : lourdeurs administratives, manque de foncier la fiscalité...Etc. (comme nous l'avons constaté des réponses données à la question précédente). Il est à signaler que 4 entreprises n'ont pas répondu à cette question (2 entreprise de Bejaia et 2 à BBA). 4 entreprises au niveau de deux wilayas n'ont pas répondu à cette question.

Q.30: Est-ce que vous envisagez de délocaliser votre entreprise dans une autre wilaya ? Si oui ; quelle est votre destination ?**Tableau N° 27 : La délocalisation des entreprises**

	wilaya d'exercice			
	Bejaia		bordj Bou Arreridj	
	Effectif	Pourcentages	Effectif	Pourcentages
Non	11	84.62%	11	100,0%
Oui	2	15.38%	0	0,0%

Source : élaboré par nos soins

Toutes les entreprises enquêtées à BBA n'ont pas l'idée de délocaliser leurs activités vers une autre région, soit 100% des entreprises qui ont répondu par « NON ». Concernant la wilaya de Bejaia, deux (02) entreprises envisagent de délocaliser leurs activités, une pour s'implanter en dehors du territoire de la wilaya, l'autre tout en restant dans la même wilaya. Le choix de cette dernière est favorisé par le fait d'avoir bénéficié d'un foncier industriel qui répond plus à leurs besoins, et améliore leurs conditions de travail.

Synthèse

L'attractivité du territoire est devenue une composante essentielle pour le développement économique. D'après l'analyse des résultats de notre enquête, l'existence des différents facteurs d'attractivité dans une région facilite la création des entreprises déterminent le choix d'implantation de ces dernières. Parmi les facteurs, nous trouvons la disponibilité des infrastructures de base, la disponibilité des ressources naturelles, la disponibilité des ressources humaines et la région natale.

La disponibilité des infrastructures de base (aéroport, port, chemin de fer, réseaux routiers et autoroutiers) occupe une place importante dans le développement du secteur industriel, car plus de 80% des chefs entreprises ont répondu favorablement pour ce facteur, qui joue un rôle important dans l'approvisionnement des matières premières et la distribution de leurs produits finis. D'après les résultats de l'enquête, le moyen de transport le plus utilisé dans l'activité des entreprises enquêtées c'est les réseaux routiers et autoroutiers, suivi par la voie maritime, les autres moyens ont une influence faible dans la détermination de la localisation des entreprises industrielles.

La ressource humaine constitue un facteur important dans la fourniture de la main d'œuvre nécessaire dans l'activité économique en générale et industrielle en particulier dans les deux wilayas. Les entreprises exigent beaucoup une main œuvre qualifiée, adéquate avec leur branche d'activité, un besoin qui ne peut être satisfait que par la formation et l'investissement dans le capital humain.

En plus de ces facteurs, il existe d'autres qui sont pris en considération par les investisseurs dans le choix d'implantation de leurs entreprises telles que l'attachement a la wilaya (la région natale) et la disponibilité du réseau bancaire. En effet et de ce qui précède, nous trouvons qu'environ 60% des entreprises font appel au financement bancaire.

D'après les résultats de notre enquête, la wilaya de Bejaia est attractive et occupe une place importante dans le secteur industriel en Algérie. Nous constatons également qu'elle se caractérise par une diversification du tissu industrielle avec la prédominance des industries agroalimentaire, pour cela, la wilaya de Bejaia est considérée comme le plus important pôle de l'industrie agroalimentaire en Algérie. Concernant la wilaya de BBA, elle occupe une place dans

l'industrie électronique et électroménagère et elle constitue actuellement un pôle d'industrie électronique.

Conclusion

Le secteur industrie est considéré comme le moteur d'économie dans les deux wilayas étudiées, détient des capacités de s'accommoder son territoire d'accueil.

À partir de résultats obtenus, nous pouvons révéler, que la dominance de quatre facteurs d'attractivité sur les neuf facteurs que comporte notre questionnaire. Il y a trois qui sont considérés importants aux yeux des industries dans les deux wilayas qui sont : la potentialité des infrastructures dont elle dispose à savoir, le port, l'aéroport, autoroute....Etc. suivi par la disponibilité des terrains, le facteur de travail considérable en utilisant beaucoup de main-d'œuvre et de niveau de qualification différente et nous constatons que 100% d'entreprises enquêtées dans la wilaya de BBA aux raisons natives. Mais en général, la majorité des entreprises sont attractives pour les investissements, celle-ci rencontre des obstacles tels que : problèmes des lourdeurs administratives, manque de foncier et la fiscalité.

Conclusion Générale

L'attractivité des territoires constitue un élément primordial dans la question du choix d'implantation des activités économiques. La décision de localisation des entreprises est déterminée par un certain nombre de facteurs qui poussent l'entreprise à opter pour une région donnée. Ses facteurs sont liés directement à des aspects économiques et sociaux tels que la disponibilité des infrastructures de base, d'une main-d'œuvre hautement qualifiée, d'une stabilité politique et sociale et une fiscalité encourageante pour l'investissement.

L'Algérie dispose des atouts en termes géographique, démographique et une diversification culturelle qui lui permettent de se classer parmi les pays les plus dotés en ces derniers et d'attirer ainsi les différentes activités économiques. Ces atouts ont permis la création de différents projets d'investissement dans de différents secteurs d'activité y compris le secteur industriel. Une stratégie favorisée par la promulgation de lois et réglementation encourageant l'investissement hors hydrocarbure, notamment l'investissement privé et étranger au début des années 1990.

Les wilayas de Bejaia et de BBA sont dotées d'un tissu industriel diversifié qui leur a attribué le statut de pôle d'activité dans différents secteurs. En effet, la wilaya de Bejaia constitue aujourd'hui un pôle agroalimentaire par excellence tandis que BBA est devenu un pôle électronique et électroménager.

L'objectif de ce travail est de déterminer les facteurs qui ont permis la localisation des entreprises industrielles en Algérie, notamment dans la wilaya de Bejaia et celle de Bordj Bou Arreridj. Pour le faire, nous avons avancé quelques hypothèses auxquelles nous avons essayé d'apporter des éléments de réponses en fonction des résultats de l'enquête que nous avons menée auprès des entreprises industrielles se trouvant dans les wilayas que nous avons choisies comme échantillon. Nous avons permis de constater un certain nombre d'éléments explicatifs des déterminants de localisation des activités industrielles dans ces deux régions. En effet, les 24 réponses, des 50 questionnaires distribués, que nous avons récupérées nous permettent de dégager quelques constats sur notre problématique.

La dynamique territoriale -plutôt liée à la présence et la proximité des infrastructures de base (aéroport, port, chemin de fer, réseaux routiers et autoroutiers), qui joue un rôle important dans l'approvisionnement des matières premières et la distribution de leurs produits finis.

Les chefs des entreprises localisées où il existe une population active suffisante, pour requièrent une main-d'œuvre qualifiée et moins chers.

Les entreprises enquêtées entretiennent des relations économiques avec d'autres entreprises durant leurs activités, pour échanger des biens et services entre-elles.

Le secteur bancaire joue un rôle important dans l'activité économique, en accordant des prêts et des crédits aux investisseurs. Et aussi ils bénéficient des différents aides de la part de l'État (aide financier, la fiscalité.....).

Les investisseurs prennent en considération plusieurs motivations dans le choix de leurs implantations telles que la région natale, les ressources naturelles, proximité du marché, effet d'agglomérationetc.

Au terme de cette conclusion nous pouvons confirmer nos deux hypothèses du départ, à savoir le choix de localisation d'une entreprise qu'est lié à des raisons personnelles et sociales. D'autre part, a des raisons économiques telles que proximité des marchés, disponibilité des ressources humaines et des infrastructures de base et autres.

Bibliographie

I. Ouvrages

1. ABEDOU.A, BOUYACOUB.A, LALLEMENT.M, MADOUI.M ; « Entrepreneurs et PME Approches algéro-française » ; Edition L'Harmattan 2004
2. BANCEL.F, « Les choix d'investissement : Méthodes traditionnelles, flexibilités et analyse stratégique », Editions Economica, Paris 1996
3. HETEM F, « investissement international et politique d'attractivité », Economica, Paris, 2004.
4. JACKY (K), « Les choix d'investissement »Ed, Dunod, Paris 2012

II. Articles Et Revues

1. ALAYA.M, NICET-CHENAF.D, ROUGIER.E, « Politique d'attractivité des IDE et dynamique de croissance et de convergence dans les pays du sud Est de la Méditerranée », université Montesquieu Bordeaux- France, année 2007.
2. ANNICK.S, « L'attractivité des Territoires : Regards croisés », Février 2009.
http://rp.urbanisme.equipement.gouv.fr/puca/edito/actes_attr_territoires.pdf
3. AJABID.M, BONNET.K, DA SILVA.D, GUERNUT.J, JAMOT.D, ROHART.D, WANG.D, « les facteurs de localisation des entreprises » ; université du littoral-côte d'opale ; année 2002
4. BELHADIA.A, « Les modèles de la localisation des activités économiques », 2010. In :
<http://amorbelhedi.m.a.f.unblog.fr/files/2017/02/mlae.pdf>
5. BOUVARD.A, MILLION.F, HOMOCIANU.M, TOILIER.F, ZUCARELL.P « La localisation des activités économiques au sein de l'aire urbaine de Lyon » Rapport intermédiaire N°06 du Projet Simbad simuler Les Mobilités Pour Une Agglomération Durable, Décembre 2008.
6. COURLET.C, « Les Système productif Localisé », Études et recherches sur les systèmes agraires et le développement, INRA Editions, université pierre Mendès-France, 2002.
7. COURLET.C, FERGUENE.A, « globalisation et territoire : le cas des SPL dans les pays en développement », Université Pierre Mendès France, 2003.
8. MOURIAUX.F, « Le Concept D'attractivité en Union monétaire », Direction des Études économiques et de La Recherche, Service d'Études sur Les Politiques monétaires et Financière, bulletin de la banque de France N° 123, MARS 2004.
9. BENKO.G, DUNFORD.M, LIPIETZ.A, « Les districts industriels revisités, in dynamiques territoriales et mutations économiques », Bernard Pecqueur éd. L'Harmattan, 1996.

10. HATEM F, « attractivité du territoire : théorie et pratique, aller-retour », 2005.
11. HATEM F, attractivité : de quoi parlons-nous? ,2006. <http://fabrice.hatem.free.fr/>
12. HATEM.F, attractivité : de quoi parons-nous ? 2004.
13. PRUNIER.L, « Art contemporain et attractivité des territoires le cas du musée soulages à Rodez », université de TOULOUSE-JEAN JAURES, année 2015-2016.
14. L'impact du rôle économique de l'Etat sur l'attractivité du territoire des PVD : cas des pays miniers et pétroliers d'Afrique centrale, L'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF, Paris), le 7 et 8 septembre 2006.

III. Thèses et Mémoires

1. ABDELLATIF.N, « La localisation et l'attractivité territoriale des investissements directs étrangers : essai de modélisation économétrique », Thèse de Doctorat, spécialité Economie et Gestion de l'Espace, Université Ibn Zohr, Année 2010.
2. ABEDOU.A, « Les TIC et les dynamiques territoriales de développement : étude de l'usage des TIC dans les PME de Bejaia », Mémoire de Magister, Université de Bejaia, Année 2011.
3. ADJIOUA.R, « L'attractivité territoriale et culturelle de la ville de tizi-ouzou dans une problématique de métropole », Mémoire de Master en sciences économiques, Université Mouloud Mammeri De Tizi-Ouzou, Année 2012/2013.
4. ALLOUI.F, « l'impact de l'ouverture du marché sur le droit de la concurrence », Diplôme de Magister, université Tizi-Ouzou, année 23/06/2011.
5. AMOKRANE.A, « les facteurs d'attractivité des investissements direct étrangers en Algérie : aperçu comparatif aux autres pays de Maghreb », Mémoire de Magister, option Monnaie-Finance-Banque; université de Tizi-Ouzou, 27/06/2012.
6. BARKOU.T, ALEM.A, « Essai d'analyse de la localisation des entreprises dans la wilaya de Bejaia : cas de communes Elkseur et Akbou », Mémoire De Master, Université de Bejaia, Année 2014/2015.
7. BEDJGUELEL.F, « Essai D'analyse des Déterminants de La Localisation des Entreprises dans La Wilaya De Bejaia », Mémoire de Magister en science économique, Université De Bejaia, 31 Janvier 2007.
8. BOUVARD.A, « Les facteurs de localisation des activités économiques : application à l'aire urbaine de Lyon », Master 2 recherche transport, espace, réseaux, Université Lumière Lyon, année Septembre 2008.

9. EL AOUMARI.Z, « L'investissement Direct Etrangère et dynamique de La Croissance », Mémoire présenté comme Exigence partielle de La Maitrise en économie, Université de Quebec a Montreal, mars 2009.
10. HAFHOUF.M, « la protection des investissements en Algérie », Mémoire de Master 2 droit privé et science criminelle, Université de perpignan, année 2006/2007.
11. HAMOUR.S, « essai d'analyse des déterminants de choix de localisation des entreprises : cas de la zone d'activité TAHARACHT AKBOU », Mémoire de Master en science de gestion, Université de Bejaia, année 2012/2013.
12. LAMROUS.K, « L'obtention de prêts, critère d'évaluation du climat des affaires en Algérie », Mémoire de Magister, Option Management des entreprises, Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, année 2015.
13. ILIAS.H, MAACHOU.D ; « Investissement direct étranger en Algérie attractivité et opportunités », Université de Sidi Bel Abbes, Septembre 2015.
14. KHALFALLAH.S, « l'impact des IDE sur la croissance économique dans les pays : (Maroc-Algérie-Tunisie) entre la période 1990-2009 », Mémoire de Magister en science économique, Université (ABOU BEKER BELKAID) Tlemcen, année 2009/2010.
15. MERADI.O, « Essai d'analyse et la dynamique de l'aménagement du territoire en espace littoral : cas de la wilaya de Bejaia-Défis et perspective », Mémoire de Magister, Université de Bejaia, Année 2008.
16. TRAKI.D, « Essai analyse de la contribution des facteurs d'attractivité a la création d'entreprises : cas des entreprises agroalimentaires dans la wilaya Bejaia », Mémoire de Magister, en science de gestion, Université De Bejaia, Juin 2011.
17. OUGUENOUNE.H, « La politique de promotion et d'attraction de l'investissement en Algérie », Thèse de Doctorat, Spécialité économies et finances, Université Paris3-Sorbonne nouvelle, année 2014.
18. ZOUITEN.A, « L'investissement en Droit Algérien », Thèse de Doctorat en Sciences, Spécialité Droit Public, Université Des Frères Mentouri Constantine, année 2014/2015.

IV. Les articles et législatifs

1. Article 23, loi n°63-277, du 26/07/1963 portant code des investissements, Journal officiel n°53.
2. Article 03, Ordonnance n°66-284, du 15/09/1966 portant code des investissements, Journal officiel n°80.
3. Décret exécutif n°01-281 du 24 Septembre 2001, relatif à la composition, à l'organisation et au fonctionnement du Conseil national de l'investissement, journal officiel n° 55 du 26 Septembre 2001.
4. Article 19 et 20 de l'ordonnance 01-03, du 20 aout 2001 », relative au développement de l'investissement.
5. Guide fiscale de l'investisseur, année 2013.
6. Guide fiscale de l'investisseur, édition 2015.
7. *KPMG*, guide investir en *Algérie*, Editions (2011 ; 2014 ; 2015 ; 2017).
8. MDPPI, investir en Algérie, Edition 2004.
9. CNUCED, « World Investment Report, 2005 », Unites Nations Publication, New York ET Genève, 2006.

V. Rapports et documents statistiques

1. DPSB, annuaire statistique de la wilaya de Bejaia, 2015.
2. DPSB, annuaire statistique de la wilaya de BBA, 2015.

VI. Site d'internet

1. <http://www.radioalgerie.dz/news/fr/article/20160523/78397.html>
2. **BENDRIS.M** ; Bilan de l'ARPT: 47 millions d'abonnés dans le marché de la téléphonie mobile <http://dia-algerie.com/bilan-de-larpt-47-millions-dabonnes-marche-de-telephonie-mobile/>
3. Télécommunications <http://fre.mazars.dz/Accueil/Notre-expertise/Secteurs-d-activite2/Telecommunications>
4. <http://www.iedom.fr/la-reunion/banques/systeme-bancaire-et-financier-presentation-328.html>
5. www.jeuneafrique.com/332672/economie/lalgerie-veut-attirer-touristes-etrangers-facilitant-lobtention-visas/
6. <http://français.doingbusiness.org/data/exploreconomies/algeria>
7. www.dipmepi-biskra.com

Table des matières

Remerciements

Dédicaces

Liste des abriviations

Liste des tableaux

Liste des figures

Sommaire

Introduction generale :	1
Chapitre I : Généralité sur l’attractivité des investissements	4
Introduction	4
Section 1 : Cadre théorique et conceptuel de l’attractivité des investissements	4
1) La notion du territoire :	4
1.1) La définition de territoire :	4
1.2) La relation entre l’entreprise et son territoire:	5
1.2.1) La relation du point du vue de l’entreprise:	6
1.2.2) La relation du point du vue du territoire:	7
1.2.3) La relation du point du vue de l’interaction « entreprise, territoire »:	7
2) L’attractivité du territoire : les enjeux et les mesures de l’attractivité.....	8
2.1) Définition de l’attractivité territoriale :	8
2.2) Les enjeux de l’attractivité :	9
2.3) Les mesures de l’attractivité :	9
3) La notion de localisation :	12
3.1) Les principales théories de localisation :	13
3.1.1) La théorie d’affectation agricole du sol de Von Thunen:	13
3.1.2) La théorie de localisationindustrielle de Weber :	15
Section 2 : Les modes et déterminants de localisation	16
1) Les modes de la localisation des entreprises :	16
1.1) Le district industriel :	17
1.2) Le système productif localisé (SPL) :	17
1.3) Le cluster :	18
2) Les facteurs de localisation industrielle ou commerciale :	19
2.1) Les matières premières et énergie :	19
2.2) Les coûts des transports :	19
2.3) Les coûts de la main d’oeuvre :	20
2.4) Les coûts de production :	20
2.5) La taille de marché :	21
2.6) Les services :	21

2.7)	La disponibilité des infrastructures :	21
2.8)	La qualité du vie :	22
2.9)	L'intervention des pouvoirs publics :	22
Section 3 : Contribution des facteurs d'attractivité des territoires sur la création d'une entreprise		23
1)	Les approches complémentaires de l'attractivité:	23
1.1)	L'approche « macro » par les indicateurs globaux :	23
1.2)	L'approche « méso » par les effet d'agglomération ou cluster:	24
1.3)	L'approche en terme d'image :	24
1.4)	L'approche « micro » par les comparaisons de rentabilité selon les sites :	24
1.5)	L'approche par les processus de décision:	25
1.6)	Complémentarité entre approches macro, méso et micro :	25
2)	Les facteurs d'attractivité de terroitre:.....	Erreur ! Signet non défini.27
2.1)	Les facteurs infrastructurels :	27
2.2)	Les ressources humaines :	28
2.3)	La taille de marché:	28
2.4)	Le climat d'affaire:	28
2.5)	Les ressources naturelles :	29
2.6)	La stabilité politique et sociale:	29
2.7)	Le contexte institutionnel et fiscal :	29
2.8)	Les coûts de la main d'oeuvre :	29
2.9)	Les services :	30
2.10)	La qualité du cadre de vie et de l'environnement :	30
Conclusion		31
Chapitre II : Les investissements en Algérie :		32
Introduction		32
Section 1 Les investissements et les différents sectuers activité		32
1)	Définition des investissements:	32
1.1)	Du point de vue économique :	33
1.2.)	Du point de vue comptable :	33
1.3)	Du point de vue financier:	34
2)	Les investissements étrangers :	34
2.1)	Définitions des Investissements Directs Etrangers (IDE):	35
2.2)	Définition des investissements étrangers de portefeuille (IEP):	36
3)	Les branches d'activités en Algérie:	36
3.1)	Le secteur des hydrocarbures, d'énergie et des mines :	36
3.2)	Le secteur de l'industrie :	37

3.3)	Le secteur des télécommunications :	38
3.4)	Le secteur bancaire et financier :	39
3.5)	Le secteur agricole :	40
3.6)	Le secteur tourisme :	40
Section 2 : Cadre réglementation et la promotion en Algérie:		41
1)	L'évolution de la réglementation des investissements en Algérie :	41
1.1)	Les codes dans la période de l'économie planifiée :	41
1.1.1)	Le code de 1963 Loi N° 63-277:	41
1.1.2)	Le code 1966 l'ordonnance N° 66-284:	42
1.1.3)	Le code de 1982 (La loi n°82-11 modifier et complétée par la loi 86-13):	42
1.2)	Les codes après la période de l'économie planifiée:	42
1.2.1)	Le code 1993 (le décret législatif n° 93-12):	42
1.2.2)	L'ordonnance du 01-03:	42
1.2.3)	L'ordonnance N°06-08:	43
1.2.4)	L'ordonnance N° 09-01 de la loi de finance complémentaire de 2009:	43
1.2.5)	La loi 16-09:	43
2)	Les institutions chargées de la promotion des investissements :	44
2.1)	Le Conseil National d'Investissement :	44
2.2)	L' Agence Nationale de Développement de l'Investissement:	45
2.3)	Le guichet unique:	45
2.4)	Le fonds d'appui à l'investissement :	46
3)	Les garanties accordées aux investisseurs:	46
4)	Les règles régissant les Investissements Directs Etrangers:	47
Section 3 : Les investissements et la croissance économique en Algérie:		48
1)	Les investissements sur la croissance économique :	48
1.1)	Les effets positifs des investissements sur la croissance économique.....	48
1.2)	Les effets négatifs des investissements sur la croissance économique:.....	49
2)	Les obstacles des investissements en Algérie.....	50
2.1)	L'absence de visibilité:	50
2.2)	La taille de marché.....	50
2.3)	Problème d'accès aux infrastructures en Algérie :	51
2.4)	Faible protection des investissements :	51
2.5)	D éficit d'images et de communication :	51
Conclusion:.....		52
Chapitre III : Les facteurs déterminant de l'attractivité dans les deux wilayas:.....		53
Introduction		53
Section 1 : Présentation de la wilaya de Bejaia		53

1) présentation géographique de la wilaya:.....	54
1.1) Le relief :.....	54
1.2) Le climat :	54
2) Présentation démographique :.....	54
2.1) La structure de la population:	55
3) La population active:	56
4) L'éducation et la formation :.....	57
5) Les infrastructures de base :.....	58
5.1) Réseau routier :	58
5.2) Réseau ferroviaire :.....	59
5.3) Réseau portuaire :	59
2.4) Réseau aéroportuaire:.....	60
6) Présentation de secteur industriel de la wilaya :.....	60
Section 2 : Présentation de la wilaya de BBA:.....	61
1) Géographique de la wilaya:	61
1.1) Le relief :.....	61
1.2) Le climat :	62
2) Présentation démographique :.....	62
2.1) La structure de la population:	63
3) La population active:	64
4) L'éducation et la formation :.....	64
5) Les infrastructures de base :.....	65
6) Présentation de secteur industriel de la wilaya :.....	65
Section 3 : Présentation de l'enquête de terrain et les résultats obtenus :.....	66
1) Présentation de questionnaire :	66
2) L'objectifs de terrain.....	66
3) Déroulement de l'enquête:	66
4) Analyse des résultats de l'enquête	67
Conclusion	86
Conclusion générale	87
Bibliographie.....	89
Annexes	
Table des matières	

Annexes

Les entreprises industrielles dans la wilaya de Bejaia

Noms des Unités et Adresse		Produits et capacités initiales installées	Effectifs
SPA BEJE Bejaia Emballage BP 20 Route des Aurès Bejaia		Toile jute 2183481ml/an, Sacle jute 2133550 sacs, Ficelle corde pp et , Ficelles cordes PP et sisal 4688T	218
SPA ALCOVEL BP : 636 N 26 Z.I. Akbou		Fabrication Filés coton 1800 T/ans+ acrylique, Tissus habillement 1500 000 ml et tissus ameublement 200 000 ml	408
SPA MACSOUM Manufacture de Chaussures Soummam Z.I. RN 26 Akbou		Chaussures de sécurité 60 000p/an, Chaussures professionnelles 120 000 p/an, Chaussures civiles 60 000p/an	267
SPA ALFADITEX Complexe industriel Divers Textiles RN 26 Remila Cne de Fénaia.		Tissus cardés 1500, Articles non tissés 3 200 000 ML	475
ICOTAL Industrie Cotonnière Algérienne Arrière-port Bejaia BP 110		Tissu 662 000KG, Vêtement professionnel, articles sport et Bonneterie, articles de confection 500 000	277
EPLA (unité Bejaia) Route des Aurès BP 12 rp Bejaia		Préfabricatio léger et d'aluminium	100
SOMACOB	Unité Briquerie de Rmila	Matériaux de construction	180
	Unité Briquerie de Sedouk		154
	Unité d'Agrégats d'Akbou		46
	Unité d'Agrégats de Toudja		23
	Unité d'Agglomération du Béton d'El Kseur		52
	Unité Plateriene de BOUDJELILL		57
	Unité DE menuiserie de Tazmelt		Transformation du bois
ALGRAN FILIDE ENOF Bejaia village adrar oufarnou Bejaia		Agrégats	110
EPE Algerienne de costumes Route des Aurès BP 107 Bejaia		Vetement professionnel et lingerie 60 000+ costume 18 000	524
EPE Bejaia liège		Plaques agglomérées	52
SPA TRANSBOIS Société transformation du bois Arrière-port Bejaia		Panneau contre-plaqué 12 500 m ³ /an, Panneau latté 6000 m ³ /an, Panneau particules 37 000 m ³ /an, Tanchage 70 000 m ³ /an	268
SPA ERIAD Sétif/Filiale Les Moulins de la Soummam BP62route de la gare Sidi Aich		Farines 2*150T/J, Semoules 2*220T/J Semoules 1*100T/J	145
LAITERIE AMIZOUR Domaine Maouchi Ahmed Amizour		Lait pasteurisé conditionné 50 000L/J, Lait fermenté 5000L/J	77
EPE /SPA/FAGECO/ Filiale du groupe ENMTP Z.I Route des Aurès Bejaia		Fabrication des grues et épanduses 280 engins	204
SPA SENTEX BP 68 Kherrata		Tissu blanc, Tissu teint, Tissu imprimé 10 000 000MI	146
SPA Les Moulins de la Soummam (semoulerie Bouskour)Kherrata		Semoule	122

Source : DPSB, annuaire statistique de la wilaya de Bejaia 2015.

Principales entreprises du secteur PME/PMI

Noms des Unités et Adresses	Produits et services	Emploi
SARL GENERAL EMBALLAGE ZAC Taharacht Akbou	Fabrication et transformation de carton ondulé	1016
SPA CEVITAL Nouveau Quai, Port de Bejaia	Margarine, Sucre, huile, Eau minérale	4 330
Sarl Laiterie Soummam	Yaourt, crème dessert et fromage frais, jus, Lait UHT.	1 458
SARL IBRAHIM et Fils « IFRI » Ighzer Amokrane	Eau Minérale et boisson divers	1 121
SARL AMIMER ENERGIE Seddouk	Fabrication de groupe électrogènes, moto soudeur, motopompe et compresseur	260
SNC UFM ATP	Fabrication de matériels agricoles	117
SARL TCHIN-LAIT RN12 Bir Slam Bejaia	Lait UHT et jus sous le LABEL CANDIA	500
SARL DANONE DJURDJURA ZAC Taharacht Akbou	Produit laitiers frais	900
SIBEA Unité Bejaia Z.I 4 Chemins Unité El Kseur Z.I	Fil recuit, Pontes de Paris, Tiges filetées	284
SARL semoulerie SOUMMAM GRNI	Semoule	200
SIMAF	Fabrication Equipement frigorifique	192
SARL ALL PLAST ZAC Taharacht	Transformation plastique	150
SNC GOLDEN DRINK AMRA ET CIE	Jus de fruit et boissons divers non alcoolisé	122
SNC taharacht granito djermouli et frères	carrelage granito	20
SARL DPR AXXAM ZAC Helouana Ouzelaguen	Construction, fabrication semi remorque	59
SARL Betonex ZAC Taharacht Akbou	Fabrication de béton et agglomérés	85
Brequerie boudiab remila bbr	briques avec l'argile	85
Ets A. SFACENE « Moulex » ZAC El Kseur	Semoule supérieure et courante	63
SARL GORAYA GOLF	Fab, conserve de poisson condit	58
ZIDANI MARBRE	brication de marbre	57
SARL GYPROLAIT	Fabrication de glaces et produits laitiers	35
SARL nouvel briquerie soummam	Brique rouge	60
SARL PRIMA VIANDE	Transformation de viande	75
SARL VALLEE GLACES	Fabrication de glaces	109
Sarl Ramdy ZAC Taharacht, Akbou	Yaourt, crème dessert et fromage fondu	176
SARL ALMAG ZAC Taharacht Akbou	Margarines et dérivés	60
SARL Condi Volaille ZAC Taharacht Akbou	Abattage conditionnement volaille	85
SARL BATELEC	Production matériel d'électricité	61
EURL MOULINO OUARTI	Semoule et farine	45
Limonaderie AIT BRAHAM « STAR » Ighzer Amokrane	Limonade, Jus	63
EURL « BOISSONS CORDIAL » Adhassi, Cne Ighrem	Limonade et eau gazéifiée, jus de fruits	50
SARL ALEXO	Alluminium	56
SARL GOOD GLACES	Fabrication de glaces	77
Eurl OXYMED, CNE Tinebdar Sidi Aich	Fabrication d'équipements pour gaz médicaux	48
SARL BETTAR INDUSTRIE	Fabrication de pièce mécaniques et maintenance	24
EURL COMPLEXE AGRO AGR ALIMENTAIRE CAA	FARINE	397

Suite

Noms des Unités et Adresses	Produits et service	Emploi
Céramique de la Soummam	carreaux céramique	345
SPA BATICOMP	Panneau sandwich Tole nervurée Pièce façonnée Faux plafond Cabine sahariennes	171
EURL EICM	Charpente métallique Coffrage Metalique	150
Sarl Meri plast	FAB.D-ARTICLE PLASTIQUE	155
EURL GENERAL PLAST	Prod .de preformes et capsules	107
EURL TERASTONE	Fabrication des carreaux marbre	100
SIMB	Construction métallique : Charpente traditionnelle , voute métallique ,menuiserie métallique, ferronnerie :poutres ,passerelles ,arcs en acier ,éléments pour bâtiments préfabriqués ,auvent ,tours de contrôle	88
SARL NUTAGRA	Nutrition agricole	83
BETA CONSTRUCTION MECANIQUE ETS BOURDACHE MOHAND	Conception , fabrication et commercialisation de machine –outil ,outillage mécanique ,matériel de soudage et machines, équipements de carriere et sablère : -trémie de décharge -Scalpeur -table vibrante -convoyeur à bande -station de ciblage (fixe et mobile) -crible vibrant -roue à cube et différents structures métalliques	58
Sarl BATELEC	Prod IND et CCE Mat electricit	57
EURL MOULINA	Farine	52
SARL LIMONADERIE DE LA SOUMAM	LIMONADERIE	49
EST HAMDOUNI ABDELKADER	Construction d'appareils électroménagers, mobilier, hurbains	49
SEMOULE DU GRAIN D'OR	SEMOULE	45
EURL L'EMAIL DE GRAIN D'OR	SEMOULE	39
SARL BOISSON ITHRI	Production de boissons non ALCOOL	38
Snc sidane et frère	Mixte semoule/Farine	37
Snc Tamora sidane et frères	Minoterie	37
SARL Molino grani	Mixte semoule/Farine	75
RELLY METAL EURL	Fabrication de treillis à souder en bobines et fabrication de poutrelles	35
SARL MULTIPLAST	Fabrication articles plastiques	33
SARL GRAND MOULIN DE LA VALEE	SEMOULE	31
La gerbe d'or Sfacene Allaoua	SEMOULE	30
SARL AKBOU PLASTIQUES	FABRIQUE D'EMBALLAGE PLASTIQUE	27
LES GRANDS MOULINS CHIBANE	Farine	26
Mixte semoule/Farine	SARL GRAIN BENIS	26
LES GRANS MOULINS SAHELE	FABRICATION ET VENTE D'ALIMENT BETAIL	22
SARL EAU DE LA VAL LEE	PRODUCTION DE SODA ET JUS	21
SARL BGS SOUMMAM	Sodas gazéifiées	20
SARL SICAM	Boutons Jeans BTS-pression	18
TOTAL unités : 67		

Source : DPSB, annuaire statistique de la wilaya de Bejaia 2015.

Les entreprises industrielles dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj

Les entreprises industrielles de secteur public

Unité	Produits	Capacité de Production		Production		Emploi
ERIAS	Semoules, farine et issues	Semoules:	4000 Q/J	Semoules	265 549Q	254
		Farine:	2000 Q/J	Farine	128 835Q	
		Issues:	154 440	Issues		
COBBA	Tenues professionnelles	100 000 U		21625 U		119
EMBAG	Emballages : Sacs et boîtes	Sac:	10975 T	Sac	8797 T	409
		Boîtes:	2 400 T	Boîtes	1 794 T	
ANABIB	Matériel irrigation par aspersion	37 000 Ha		17 600 Ha		132
SNTA	Tabac à chiquer	18 235 250 B		18 235 250 B		54
NAFTAL	Bombonne Gaz Butane	1350 m3		223 459 518 m3		60

Source : DPSB, annuaire statistique de la wilaya de BBA 2015.

Les entreprises industrielles de secteur privé

Dénomination	Superficie M²	Produit	Emploi	
			Total	Féminin
Groupe BENHAMADI – ARGILOR	47 980	Brique creuse	117	4
SARL MNTB GPE NORDIKA	24 906	Brique	38	15
SARL EI Wafa	10 200	Carrelage	12	0
SARL MCA	25 000	Carrelage	100	1
SARL EL BADR	10 000	Carrelage	5	0
ALIANE ABDEREZAK	3 321	Carrelage	2	0
SARL BORDJ BETON	5 897	Production béton	4	0
HAMOUDI HILLAL	2 022	Grillage	8	1
SARL STET ROUTE	4 950	Bitume	47	1
SARL AGGLO Bordj	3 229	Fabrication de carrelage	1	0
UNITE DE BITUME MECHERI	5 000	Béton Bitumineux	144	1
SNC AKHROUF ET FILS	7 616	Carrelage Mono Couche	17	0
SARL GRAFIL	2 637	Transformation métallique	5	0
SARL UPAC	24 339	Electroménager	100	8
SAARL ATTIA ELECTRONICS	241 421	Electroménager	38	5
SARL TICF.BENCHENOUF	2 800	Electroménager	7	0
GPE BENHAMADI ANTAR TRAD	141 743	Electroménager	2 091	137
SARL ABABOU ELECTRONICS	7 742	Electroménager	542	12
EURL ABDERAHIM TOUFIK		Montage électronique	7	2

Les entreprises industrielles privées implantés hors zone industrielle

Secteur	Nombre	Emploi	
		Total	Féminin
Industrie textile	28	136	2
Industrie agro-alimentaire	65	807	63
Industrie du bois et papier	23	69	1
Industrie de l'électronique	33	2 280	160
Industrie des matériaux de construction	162	950	15
Chimie, plastique	21	140	0
Autres	33	430	13
Ensemble	333	4 382	241

Source : DPSB, annuaire statistique de la wilaya de BBA 2015.

Université Abderrahmane Mira De Bejaïa
Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et Des Sciences De Gestion.
Département Des Science Commerciales.
Spécialité : Finance et Commerce Internationale.

Questionnaire

Dans le cadre de la réalisation de notre mémoire de master en Sciences Commerciales, spécialité : Finance et Commerce International, dans le thème qui intitulé : «**Les facteurs d’attractivité des investissements dans le secteur industriel en Algérie: cas comparatif entre Bejaia et Bordj Bou Arreridj**». Ceci est un questionnaire qui va nous permettre d’avoir une idée précise sur les facteurs et les déterminants de la localisation des entreprises industrielles dans la wilaya de Bejaia et celle de Bordj Bou Arreridj.

Nous vous demandons de bien vouloir nous consacrer un peu de votre temps précieux. Afin de remplir ce questionnaire tout en vous garantissant que vos réponses seront utilisées à des fins purement académiques et resteront confidentielles.

Nous vous remercions à l’avance et nous vous prions de croire Madame, Monsieur, à l’expression de nos sentiments les plus respectueux.

Réalisé par :

- **ABDOUNE Fatiha**
- **OUCHIHA Naima**

Identification de l'entreprise

Q.1: Nom et raison sociale de l'entreprise ?

.....
.....

Q.2: Adresse

Commune :

Wilaya :

Q.3: La date de création :

Q.4: Statut juridique :

- | | | | |
|---------------------------|--------------------------|-------|--------------------------|
| - SARL | <input type="checkbox"/> | - SPA | <input type="checkbox"/> |
| - EURL | <input type="checkbox"/> | - SNC | <input type="checkbox"/> |
| - Entreprise individuelle | <input type="checkbox"/> | | |

Q.5: Chiffre d'affaires actuel en DA est :

- | | |
|--|--------------------------|
| - Inférieur à 100 millions de DA. | <input type="checkbox"/> |
| - Entre 100 millions et 1 milliard DA. | <input type="checkbox"/> |
| - Entre 1 et 100 Milliards DA. | <input type="checkbox"/> |
| - Entre 100 et 500 Milliards DA. | <input type="checkbox"/> |
| - Plus 500 milliards DA. | <input type="checkbox"/> |

Q.6: La branche d'activité :

Q.7: Effectif de l'entreprise :

- | | |
|--------------------------------|---|
| - Effectif permanent : | % |
| - Effectif contractuel : | % |

Q.8: Nombre d'employés venant

- | | |
|---------------------------------|--------------------------|
| - De la commune de localisation | <input type="checkbox"/> |
| - Du reste de la wilaya | <input type="checkbox"/> |
| - Des autres wilayas | <input type="checkbox"/> |
| - De l'étranger | <input type="checkbox"/> |

Q.9: L'entreprise est-elle :

- Une création nouvelle
- Une succursale
- Une délocalisation
- Filiale

Q.10: Comment est venue l'idée de créer votre entreprise ?

- Connaissance et expérience acquise dans le domaine
- Conseil d'un bureau d'étude
- Relations professionnelles
- Relation familiale

Q.11: Quelles sont les principales motivations qui vous ont poussé à créer votre entreprise ?

- Vous avez une opportunité de créer une entreprise
- Vous avez reçu une aide financière de la part de votre entourage
- Vous avez reçu une aide auprès d'un organisme de promotion de l'investissement (CNI, ANDI.....)
- Vous avez des exemples réussis d'entrepreneurs dans votre entourage
- L'esprit l'indépendance et d'avoir une propriété privée

Q.12: Quelles sont les raisons ou les motivations qui vous poussent à choisir la wilaya de votre localisation ?

- Région natale
- Disponibilité des ressources humaines qualifiées
- Disponibilité des ressources naturelles
- Proximité du marché et du fournisseur
- Un secteur bancaire dynamique et développé
- Économie d'agglomération
- Disponibilité des infrastructures de base
- Stabilité politique et sociale
- Les facilités administratives et fiscales de l'État

Q.13: Votre entreprise est localisée dans :

- Une zone d'activité
- Une zone industrielle
- Propriété privée

Autres (précisez) :

Q.14: Entretenez-vous des relations avec les autres entreprises :

OUI NON

Si votre réponse est oui, ces entreprises se trouvent au niveau:

- Local
- National
- À l'étrange

Q.15: L'entreprise :

- Fait de la sous-traitance à une ou plusieurs autres entreprises
- Réalise seul son/ses propres produits
- Les deux

Q.16: Pour financer votre projet, avez-vous fait recours à un prêt bancaire ?

OUI NON

Si oui, avez-vous eu des contraintes liées à ce financement ?

OUI NON

Argumentez :

.....

.....

Q.17: Bénéficiez-vous des aides de la part de l'État ?

OUI NON

Si OUI, sont-elles des aides :

- Financières (aides et subvention)
- En termes de fiscalité
- Un accompagnement technique

Q.18: Dans votre politique du recrutement de la main-d'œuvre, intéressez-vous plus à :

- Une main-d'œuvre hautement qualifiée
- Une main-d'œuvre peu qualifiée
- Une main-d'œuvre non qualifiée

Q.19: Le personnel de votre entreprise est composé de:

- Personnel issu de l'enseignement supérieur %
- Personnel issu de la formation professionnelle %
- Personnel sans diplôme %

Q.20: Que pensez-vous du coût de la main d'œuvre ?

- Une main-d'œuvre bon marché
- Cherté de la main d'œuvre

Q.21: Que pensez-vous de la qualité de formation de votre personnel universitaire ?

- Une main-d'œuvre hautement qualifiée
- Une main-d'œuvre moyennement qualifiée
- Une main d'œuvre sans qualification

Q.22: Que pensez-vous de la qualité de formation de votre personnel issu de la formation professionnelle ?

- Une main-d'œuvre hautement qualifiée
- Une main-d'œuvre moyennement qualifiée
- Une main d'œuvre sans qualification

Q.23: Vos matières premières et biens intermédiaires sont d'origine :

- Locale en % :
- Nationale en % :
- Étrangère en % :

Q.24: Vos produits sont destinés au :

- Marché local
- Marché national
- À l'exportation

Q.25: Parmi les infrastructures de base, quelles sont celles les plus déterminantes dans votre activité :

- Proximité d'aéroport
- Proximité de port
- Proximité des chemins de fer
- Proximité des principaux axes routier et autoroutier

Q.26: Êtes-vous satisfaits de la qualité des infrastructures de base ?

- Satisfait
- Moyennement satisfait
- Non satisfait

Q.27: Que proposez-vous pour une meilleure satisfaction ?

.....

.....

.....

.....

Q.28: Les contraintes rencontrées lors de votre activité sont liées à:

- La disponibilité d'une main-d'œuvre adéquate
- Des lourdeurs administratives
- Problème de corruption

- Manque de foncier
- Non-disponibilité des infrastructures de base
- La fiscalité

Autre (précisez).....

Q.29: Comment estimez-vous des conditions d'investissement dans la wilaya?

- Facile
- Difficile

Q.30: Est-ce que vous envisagez de délocaliser votre entreprise dans une autre wilaya ?

- OUI
- NON

Si votre réponse est oui, quelle est votre destination ?

- À l'intérieur de la wilaya
- À une autre wilaya (préciser)
- Un autre pays

Pourquoi ?.....

Résumé

L'investissement est une opération économique fondamentale, car elle déterminante pour l'accumulation du capitale nécessaire à une croissance économique.

L'attractivité de territoire est la capacité d'attirer et retenir les activités et les investisseurs dans un contexte de mobilisé une croissance et un développement économique.

Notre travail est consacré à répondre à la problématique suivante « quelles sont les facteurs déterminantes de la localisation des activités industrielle dans les deux wilayas Bejaia et Bordj Bou Arreridj », pour réaliser ce travail, nous avons suivi la démarche tout d'abord une partie théorique et autre enquête de terrain qui sera effectuée dans les deux wilayas

D'après les résultats obtenus les deux wilayas sont attractifs et viable pour capter les entreprises pensent que les deux wilayas sont attractives. La localisation industrielle est motivée par la position géographique, les infrastructures de base, les ressources naturelles et humaines et qu'ils soient natifs de la wilaya

Les mots clés :

Territoire, Attractivité de territoire, Localisation, Investissement, Bejaia, Bordj Bou Arreridj.

summary

Investment is a fundamental economic operation, as it is crucial for the accumulation of the capital necessary for economic growth.

The attractiveness of territory is the capacity to attract and retain activities and investors in a context of mobilized growth and economic development.

Our work is devoted to answering the following question "what are the determining factors of the location of industrial activities in the two wilayas Bejaia and Bordj Bou Arreridj", to realize this work, we followed the approach first of all a theoretical part and another field survey to be carried out in the two wilayas

According to the results obtained the two wilayas are attractive and viable to catch the companies think that the two wilayas are attractive. The industrial location is motivated by the geographical position, the basic infrastructures, the natural and human resources and that they are native of the wilaya

Keywords :

Territory, Attractiveness of territory, Location, Investment, Bejaia, Bordj Bou Arreridj.

ملخص

الاستثمار هو عملية اقتصادية أساسية، لأنه أمر حاسم لتراكم رأس المال اللازم للنمو الاقتصادي.

إن جاذبية الإقليم هي قدرة الإقليم على اجتذاب الأنشطة والمستثمرين والاحتفاظ بها في سياق تعبئة النمو والتنمية الاقتصادية.

ويكرس عملنا للإجابة على السؤال التالي: "ما هي العوامل المحددة لموقع الأنشطة الصناعية في ولايتي بجاية وبورد بوعريريج"، لتحقيق هذا العمل، اتبعنا

النهج أولاً وقبل كل شيء الجزء النظري وإجراء مسح ميداني آخر في الولايتين

وفقاً للنتائج التي تم الحصول عليها والولايتين جاذبة وقابلة للحياة للقبض على الشركات تعتقد أن ولايتين جاذبة. ويرجع الموقع الصناعي إلى الموقع الجغرافي

والبنية التحتية الأساسية والموارد الطبيعية والبشرية وهم مواطنون من الولاية

الكلمات الرئيسية:

الإقليم، جاذبية الأراضي، الموقع، الاستثمار، بجاية، برج بوعريريج.